



UN IMPACT POSITIF

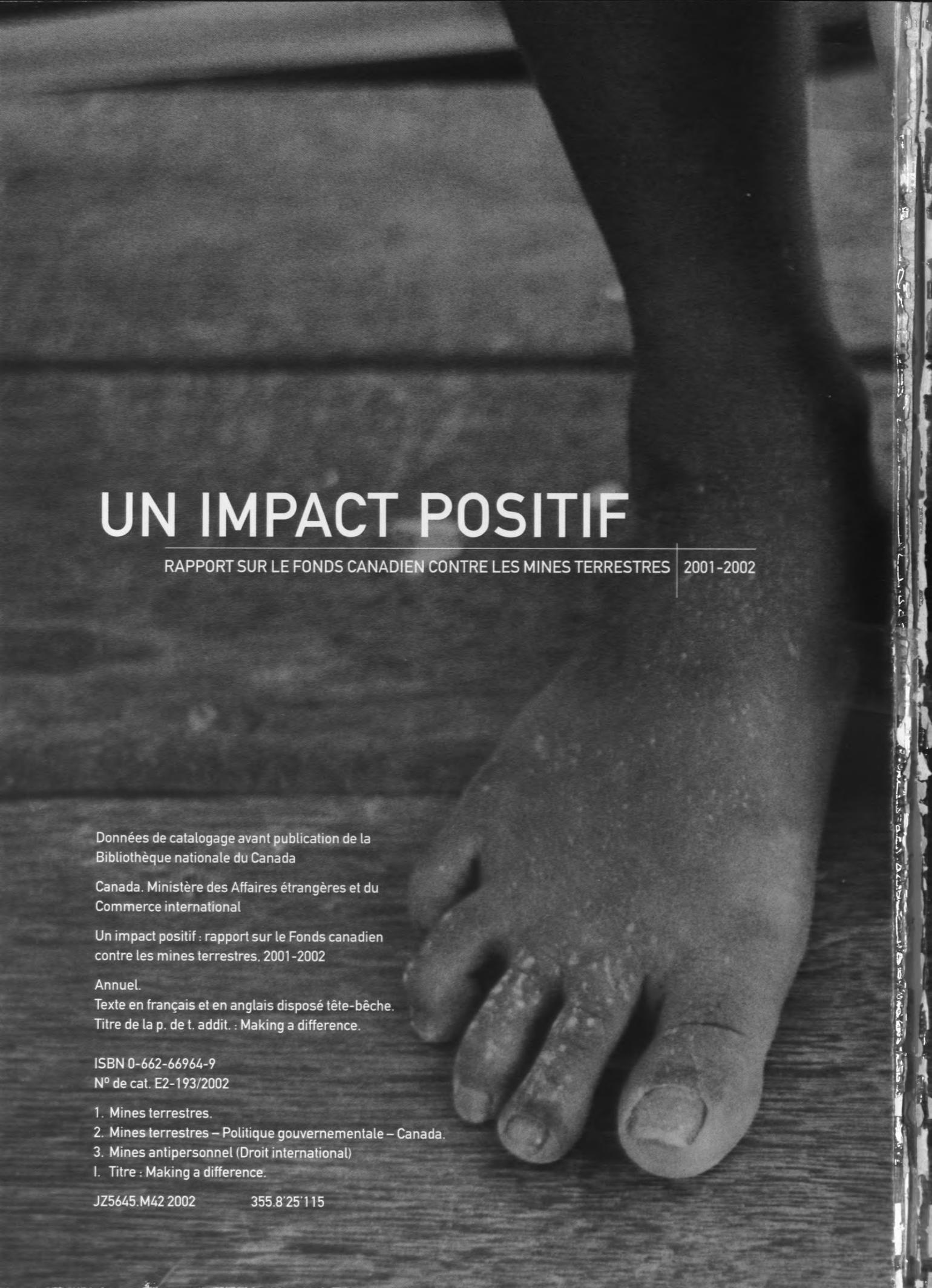
RAPPORT SUR LE FONDS CANADIEN CONTRE LES MINES TERRESTRES | 2001-2002



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada



UN IMPACT POSITIF

RAPPORT SUR LE FONDS CANADIEN CONTRE LES MINES TERRESTRES | 2001-2002

Données de catalogage avant publication de la
Bibliothèque nationale du Canada

Canada. Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international

Un impact positif : rapport sur le Fonds canadien
contre les mines terrestres, 2001-2002

Annuel.

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche.

Titre de la p. de t. addit. : Making a difference.

ISBN 0-662-66964-9

N° de cat. E2-193/2002

1. Mines terrestres.
 2. Mines terrestres – Politique gouvernementale – Canada.
 3. Mines antipersonnel (Droit international)
- I. Titre : Making a difference.

JZ5645.M42 2002

355.8'25'115

Table des matières

Sigles et acronymes	3
Messages des ministres	4
Introduction : Un impact positif	6
Pour mettre fin à l'emploi, la production, l'exportation et la constitution de stocks de mines	10
Réduction du nombre de victimes et campagnes d'information	16
Opérations de déminage	20
Centre canadien des technologies de déminage	26
L'aide aux survivants et à leur milieu communautaire	30
Pour améliorer l'information et la coordination	36
La poursuite des efforts	40
Tableaux des dépenses, 2001-2002	44
Fonds canadien contre les mines terrestres	44
Dépenses des ministères selon le programme	45
Dépenses consacrées à l'interdiction des mines	45
Dépenses par secteur thématique	46
Fonds affectés à l'action antimines selon le pays	47





« Je veux que chaque enfant puisse porter deux chaussures. Dans mon pays, j'avais demandé à un cordonnier de me fabriquer une seule chaussure; il a carrément refusé, en disant que cela portait malheur. Je demande donc à tous les pays du monde de faire le bonheur des enfants de demain en interdisant les mines terrestres. »

SONG KOSAL, Cambodgienne âgée de 18 ans qui a survécu à l'explosion d'une mine, jeune ambassadrice de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres

Sigles et acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international	MAECI	ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada)
AMC	Action Mines Canada	MAG	Mines Advisory Group
APM	Akcija Protiv Mina (Bosnie-Herzégovine)	MAPA	Mine Action Program for Afghanistan (ONU)
BHMAC	Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre	MDN	ministère de la Défense nationale (Canada)
CCTD	Centre canadien des technologies de déminage	MUACC	Mine & UXO Action Center of Chile (Chili)
CIDC	Canadian International Demining Corps	NAMSA	Agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN
CIDHG	Centre international de déminage humanitaire de Genève	OEA	Organisation des États américains
CIRC	Comité international de la Croix-Rouge	ONG	organisation non gouvernementale
COCAMO	Coopération Canada-Mozambique	OPS	Organisation panaméricaine de la santé
CPAR	Canadian Physicians for Aid and Relief	OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
FCMT	Fonds canadien contre les mines terrestres	PEPAM	programme d'éducation pour la prévention des accidents par mines
FRA	Forum régional de l'ANASE (Association des nations d'Asie du Sud-Est)	PJAAM	Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines (Canada)
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
ICBL	International Campaign to Ban Landmines	PTC	Partenariat technologique Canada
IIPDEP	Indian Institute for Peace, Disarmament and Environmental Protection (Inde)	SCBL	Sudan Campaign to Ban Landmines (Soudan)
ILX	Équipe d'action contre les mines (MAECI)	TCA	Travailleurs canadiens de l'automobile
IMAS	International Mine Action Standards (ONU)	TSG	Technical Standards and Safety Guidelines (ONU)
IMSMA	Information Management System for Mine Action (ONU)	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
IND	Instituto Nacional de Desminagem (Mozambique)	UNMAS	Service de l'action antimines des Nations Unies
Itep	International Test and Evaluation Program for Humanitarian Demining	UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
LSN	Landmine Survivors Network	UXO	munitions explosives non éclatées [unexploded ordnance]

Ministre des Affaires étrangères

Les mines antipersonnel ont des répercussions horribles, habituellement sur des civils innocents. L'engagement pris par le Canada pour parer à cette menace prend de nombreuses formes : activités de déminage, aide aux survivants, sensibilisation aux risques que présentent les mines et destruction des stocks de mines.



Dans tous ces domaines, nos efforts influent réellement sur le cours des choses. Grâce au soutien apporté par le Fonds canadien contre les mines terrestres, nous avons réalisé des progrès considérables afin d'améliorer la vie des personnes menacées par les mines, dans toutes les régions du monde.

L'élément essentiel permettant d'obtenir des résultats durables

pour ce qui est d'éliminer la misère causée par les mines antipersonnel est le traité international qui en interdit l'emploi, le stockage, la production et le transfert: la Convention d'Ottawa. Traité de désarmement le plus rapidement ratifié de l'histoire, la Convention d'Ottawa témoigne du fait qu'ensemble, nous pouvons relever efficacement cet immense défi humanitaire.

Je suis extrêmement fier du rôle de chef de file que joue le Canada en faveur de la pleine mise en oeuvre de la Convention d'Ottawa. Incités par l'appui croissant manifesté à l'échelle internationale en faveur de l'interdiction complète des mines terrestres,

la majorité des États ont aujourd'hui accepté les obligations de la Convention d'Ottawa, y compris les pays les plus touchés par les mines. Le Canada continue d'encourager vivement tous les États à ratifier la Convention ou à y accéder, et reste pleinement déterminé à travailler en étroite collaboration avec la société civile pour la réalisation de nos objectifs communs.

Les progrès que nous avons réalisés pour atteindre l'objectif de l'interdiction des mines antipersonnel ouvrent la voie à l'élimination de ce problème. Avec plus de 34 millions de mines détruites, des dizaines de millions de mètres carrés de terrains déminés et rendus à une utilisation productive, et le renforcement des programmes de réadaptation des survivants, nous sommes sur la bonne voie. Nos efforts, et ceux de nos partenaires, ont une incidence mesurable sur la vie des personnes. Dans l'avenir, le Canada continuera de faire fond sur l'engagement qu'il a pris d'assurer le succès de la Convention d'Ottawa, pour le bien des collectivités touchées par les mines et des survivants partout dans le monde.

BILL GRAHAM Ministre des Affaires étrangères

Ministre de l'Industrie

Plus tôt cette année, nous avons lancé la *Stratégie d'innovation du Canada*. Innover, c'est tirer parti de l'expérience et des compétences des Canadiens et Canadiennes afin de mettre au point de nouveaux produits et processus ainsi que de nouvelles façons de faire les choses.



L'innovation va encore plus loin. Elle permet également d'améliorer la qualité de la vie. Étant donné que les mines terrestres constituent une menace quotidienne pour des milliers de civils des pays dévastés par la guerre, il faut absolument trouver de nouveaux et meilleurs moyens de détecter les mines, de déminer les terres et de les restaurer à des fins

productives, et de réadapter les personnes blessées par les mines.

Industrie Canada est fier de savoir que ses investissements en recherche et en nouvelle technologie aident à améliorer les méthodes de déminage. Cette année, nous avons annoncé un investissement de Partenariat technologique Canada dans la société

General Dynamics Canada Ltd., qui effectuera des recherches en technologie de la fusion des données en vue de rehausser l'exactitude de la détection des cibles des mines terrestres et de diminuer ainsi le nombre de fausses alertes. Partenariat technologique Canada a aussi investi dans des technologies innovatrices mises au point par ProMac Manufacturing Ltd., une entreprise en voie d'élaborer un appareil qui permettra de débroussailler les zones minées et de détruire les mines terrestres antipersonnel. Non seulement ces technologies sont-elles innovatrices et avantageuses pour le Canada, mais elles peuvent également accroître la sécurité des êtres humains de par le monde.

Innover, c'est préparer l'avenir. Les technologies canadiennes aident à édifier un avenir meilleur et plus sûr non seulement pour le Canada, mais pour le monde entier.

ALLAN ROCK Ministre de l'Industrie

Ministre de la Défense nationale

C'est avec une grande joie et une immense fierté que je signe le quatrième rapport du Fonds canadien contre les mines terrestres. Le Centre canadien des technologies de déminage est un élément important de la contribution du gouvernement du Canada à l'élimination des mines antipersonnel dans le monde.



Au cours des cinq dernières années, le Centre a fourni un soutien technique de haute qualité à tous ceux qui œuvrent dans le domaine du déminage, dont les concepteurs de technologies de déminage humanitaire au Canada et dans le monde entier. Au cours de cette période, le Centre a exécuté avec beaucoup de succès plusieurs projets innovateurs,

comme la création d'un appareil mécanique de déminage maintenant utilisé par le Centre thaïlandais d'action contre les mines, d'un système de neutralisation de mines explosives largement utilisé par les démineurs, de vêtements protecteurs pour le déminage et d'une mine-robot mécanique utilisée pour les tests internationaux de déminage du Canada et de ses partenaires d'évaluation.

Le Centre a également été très actif dans le domaine de l'aide aux victimes. La firme Niagara Prosthetics and Orthotics, par

exemple, a mis au point une jambe artificielle peu coûteuse et très efficace qui a pour but de remédier aux défauts des produits actuellement vendus sur le marché. La jambe Niagara est actuellement testée en Thaïlande et présente beaucoup de potentiel. D'autres essais sont prévus prochainement au Vietnam.

En tant que membre fondateur du programme international d'essais et d'évaluations, le Centre a très activement collaboré à l'élaboration de normes internationales d'essai et d'évaluation d'équipement de déminage avant leur déploiement sur le terrain. On peut maintenant accéder en ligne aux résultats de l'évaluation technique de 29 détecteurs de métal vendus dans le commerce.

Tous les Canadiens devraient être fiers de la contribution importante des hommes et des femmes des Forces armées canadiennes et du ministère de la Défense nationale à l'initiative mondiale de déminage humanitaire. Leur dévouement à cette noble cause transforme chaque jour la vie d'habitants de toutes les régions du monde.

JOHN MCCALLUM Ministre de la Défense nationale

Ministre de la Coopération internationale

Plus tôt cette année, je me suis rendue en Afghanistan où j'ai pu constater moi-même les ravages causés par les mines terrestres antipersonnel, ainsi que leurs répercussions continues sur le relèvement et le développement de ce pays.



Mais j'ai aussi constaté qu'il existe un programme antimines remarquable qui a été mis en place par des organisations afghanes avec le soutien du Canada et d'autres donateurs.

La création de tels programmes – extrêmement pratiques, bien administrés et pilotés par des organismes nationaux – nous rappelle que toutes les sociétés,

mêmes celles qui sont dévastées par des conflits, peuvent faire preuve de la créativité et de l'initiative nécessaires en vue du développement durable.

En repensant aux programmes financés par le Fonds canadien contre les mines terrestres depuis près de cinq ans, plusieurs exemples me viennent à l'esprit pour illustrer la façon dont le soutien du Canada a aidé à accroître la capacité des organisations des pays touchés par les mines à planifier des programmes, à déminer

le terrain, à venir en aide aux victimes des mines et à sensibiliser les populations aux dangers que présentent les mines. Le Canada a joué un rôle de premier plan en effectuant de vastes études d'impact des mines terrestres, études qui permettent aux autorités nationales de planifier et de mettre en œuvre des programmes antimines dans certains des pays les plus durement touchés. Nous apportons un soutien afin de renforcer les capacités de nombre de ces organisations et de les aider à prendre en main les programmes antimines. Nos programmes d'aide aux victimes des mines terrestres visent à faciliter la réadaptation de ces victimes et leur réinsertion dans la société.

Grâce à ces initiatives et à bien d'autres, le Canada contribue à un monde meilleur. Je suis fière de la contribution que fait le Canada par l'intermédiaire de programmes que nous finançons, ainsi que des initiatives des organisations canadiennes, et de l'engagement de nombreux Canadiens talentueux, qui travaillent tous dans le but d'atténuer les effets de ces armes terribles sur la vie des personnes et des populations touchées.

SUSAN WHELAN Ministre de la Coopération internationale

Introduction : Un impact positif

La présence des mines terrestres pose une menace quotidienne pour des millions de gens à travers le monde : pour les enfants qui marchent vers leur école, pour les paysans qui labourent les champs et pour de nombreux autres civils innocents dont le prochain pas risque d'être leur dernier.

«Déterminés à faire cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel qui tuent ou mutilent des centaines de personnes chaque semaine, pour la plupart des civils innocents et sans défense, en particulier des enfants; entravent le développement et la reconstruction économiques; empêchent le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées sur le territoire; et ont d'autres graves conséquences pendant des années après leur mise en place... » – Préambule de la Convention d'Ottawa



Un impact positif

La contribution du Canada au mouvement en vue d'interdire les mines terrestres est bien connue. Après avoir mené une intense activité diplomatique en 1996 et 1997 dans le cadre des négociations accélérées qui ont abouti à l'adoption de la Convention d'Ottawa, le Canada poursuit ses efforts en vue d'amener tous les pays du monde à la ratifier et à l'appliquer, et continue de jouer un rôle de premier plan sur tous les fronts de la lutte contre les mines à l'échelle internationale. Trois ans après l'entrée en vigueur de la Convention, les efforts déployés par le Canada ont un impact positif sur la vie quotidienne des gens qui habitent les régions infestées de mines.

Les effets des mines antipersonnel

Armes de guerre, les mines antipersonnel continuent, longtemps après la fin des conflits, d'intimider les populations forcées de vivre sous la menace que pose leur présence dans le sol. La mine antipersonnel est conçue pour exploser lorsque quelqu'un se trouve tout près d'elle ou en contact avec elle, de sorte qu'elle tue ou blesse gravement les personnes qui se trouvent dans le périmètre de la déflagration. Les mines frappent aveuglément : la plupart des victimes sont des civils; souvent, ce sont des enfants.

Peu coûteux, ces engins sont devenus, surtout au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, une arme privilégiée pour les pays plus pauvres qui disposent de peu de ressources. On peut les déployer facilement en grand nombre, soit en les enfouissant dans le sol ou en les laissant à la surface – par exemple, le long des routes, dans les champs, là où les gens doivent marcher pour vivre et travailler. Dans un bon nombre de pays infestés de mines, où des besoins essentiels comme les soins de santé, l'éducation et l'emploi se font souvent sentir de façon très vive, la présence des mines constitue un obstacle important au développement des individus et des communautés.

De nombreuses victimes sont tuées sur le coup ou meurent avant d'avoir reçu les soins voulus. Quant aux survivants, ils doivent se soumettre à une longue réadaptation et s'habituer, leur vie durant, aux restrictions que leur impose la perte d'une main, d'un bras, d'une jambe ou d'un pied – s'habituer à être un fardeau financier pour leur famille ou, si des soins prothétiques sont disponibles, à fonctionner avec un membre artificiel qui requiert un entretien régulier et doit être remplacé à l'occasion.

Toute utilité militaire que peuvent avoir les mines est largement éclipsée par les souffrances qu'elles causent et par leurs effets à long terme sur les populations civiles. La présence des mines, confirmée ou non, empêche les gens de faire une utilisation sûre et productive des infrastructures – sol, routes, écoles, cliniques, points d'eau, etc. Lorsqu'un conflit armé ou une catastrophe naturelle crée une situation d'urgence, elle pose un obstacle majeur à l'acheminement de l'aide humanitaire; elle empêche également les personnes déplacées de rentrer chez elles et les réfugiés de retourner dans leur pays d'origine. À plus long terme, les mines nuisent aux efforts de réhabilitation et de reconstruction

déployés après les conflits et réduisent les chances des communautés d'atteindre des niveaux de développement soutenables.

Ce que fait le Canada pour atténuer ces effets

Ayant reconnu le problème, le Canada a agi pour le corriger

Ce sont les organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans le domaine du développement et de l'aide humanitaire au niveau local qui, au début des années 90, ont d'abord attiré l'attention sur le problème créé par les mines terrestres. Il leur était très difficile de faire un travail efficace dans de nombreux pays où ces engins faisaient payer un lourd tribut de souffrances humaines à des communautés entières et les empêchaient de faire un usage productif du sol. Les ONG ont alors commencé à centrer leur attention sur la recherche d'une solution réalisable. En 1992, une coalition d'ONG de différentes régions du monde, dont plusieurs du Canada, a lancé une campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres et donné le coup d'envoi à un mouvement coordonné pour abolir les mines, déminer les zones infestées et venir en aide aux victimes.

Guidé par les priorités de sa politique étrangère – notamment la promotion de la sécurité humaine et le soulagement de la pauvreté –, le gouvernement du Canada a reconnu la nécessité et la valeur de cette action commune et, de concert avec d'autres États, s'est joint au mouvement international en vue d'interdire les mines. Le Canada est devenu un acteur de tout premier plan dans cette alliance d'États et d'organisations de la société civile qui, en 1996, a lancé un processus de diplomatie accélérée sans précédent. Le « processus d'Ottawa » a mené à la négociation – puis à la signature, à l'automne de 1997 – de la « Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel, et sur leur destruction », dite Convention d'Ottawa.

Le Canada adopte un plan d'action

La Convention d'Ottawa sert de cadre pour la recherche de solutions au problème créé par les mines. Le Canada a donné l'exemple en adoptant des mesures destinées à assurer la mise en pratique de ces principes :

- il a achevé de détruire ses stocks de mines un mois avant la signature de la Convention en décembre 1997;
- il a été le premier pays à ratifier le nouveau traité;
- il a adopté des mesures législatives criminalisant la production, l'emploi, le transfert ou la possession de mines par tout citoyen canadien;
- il a créé le Fonds canadien contre les mines terrestres (FCMT), doté d'un budget de 100 millions de dollars étalé sur cinq ans, et chargé de contribuer à l'interdiction universelle des mines et à la réalisation des objectifs de la Convention.

Le Fonds canadien contre les mines terrestres

Le Fonds est géré au moyen d'une formule innovatrice qui fait appel à la collaboration de quatre organismes fédéraux – le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le ministère de la Défense nationale (MDN) et Industrie Canada.

Le MAECI pilote les initiatives relatives à l'universalisation de la Convention (c'est-à-dire les démarches visant à en promouvoir l'adoption et la ratification par tous les pays de la planète), à la coordination et au leadership stratégique à l'échelle internationale, aux activités de surveillance en vue d'assurer le respect des dispositions du traité, ainsi qu'aux activités destinées à informer la population canadienne au sujet des mines et à rallier et consolider les appuis à l'échelle locale. Le MAECI a mis sur pied une équipe d'action contre les mines (ILX) pour se pencher sur ces questions. Il a en outre créé un programme visant à aider d'autres pays à détruire leurs stocks de mines.

L'ACDI, pour sa part, finance des programmes qui aident à accroître et renforcer les ressources en déminage, à diffuser l'information sur les mines et à venir au secours des victimes, avec le concours d'ONG canadiennes et internationales, du secteur privé, d'organisations multilatérales comme les organes de l'ONU, ainsi que d'autres partenaires dans les pays concernés. Son Unité d'action contre les mines contribue à la formation au déminage humanitaire, aux études d'impact des mines, aux programmes de sensibilisation aux dangers des mines, aux mesures destinées à faciliter la réadaptation et la réinsertion économique des survivants, et à la planification du développement après le déminage.

De concert avec Industrie Canada, le MDN a mis sur pied le Centre canadien des technologies de déminage (CCTD), un outil indispensable pour le développement de nouveaux produits et procédés liés au déminage, qui sert de pont entre l'industrie canadienne et les organisations de démineurs. Le CCTD effectue des essais et évaluations techniques afin de veiller à ce que seuls les produits et les procédés les plus efficaces et les plus appropriés soient déployés sur le terrain. En outre, le MDN apporte son concours aux opérations de destruction des stocks de mines et détache des conseillers techniques auprès des centres d'action antimines dans les pays minés.

Un ambassadeur extraordinaire pour l'action contre les mines
Pour coordonner ces actions et symboliser l'importance qu'elles revêtent à ses yeux, le Canada a créé un poste d'ambassadeur extraordinaire pour s'occuper de tout ce qui se rapporte à l'universalisation et à la réalisation de la Convention d'Ottawa. Jill Sinclair fut la première à occuper ce poste; Daniel Livermore lui a succédé en 1999, et Ross Hynes assume ces fonctions depuis le milieu de cette année. Au MAECI, le groupe ILX est chargé de seconder l'ambassadeur dans son travail.

Un impact positif : quelques mots au sujet de ce rapport

Ce rapport du FCMT est consacré aux activités de financement et autres qui ont eu lieu entre le 1^{er} avril 2001 et le 31 mars 2002. Comme certains aspects de l'action antimines débordent ce cadre temporel, il est également fait mention de certains résultats enregistrés au cours des derniers mois (le nombre de ratifications, par exemple). Le rapport s'attache en priorité à montrer comment l'aide directe et les initiatives diplomatiques du Canada ont effectivement un impact positif dans le combat mené pour débarrasser le monde de ce fléau que sont les mines terrestres.

Il importe que le Canada continue de faire preuve de leadership pour favoriser la réalisation des objectifs de la Convention. En joignant ses efforts à ceux d'autres États et à ceux des partenaires de la société civile au pays et à l'étranger, il aide les populations touchées un peu partout à travers le monde à prendre progressivement le dessus dans le combat contre les engins de mort.



La Convention d'Ottawa en bref

La Convention d'Ottawa a ceci de particulier qu'elle prévoit à la fois l'interdiction totale d'une arme d'usage courant depuis plusieurs générations et la mise en place de mesures visant à soulager les souffrances dont cette arme est la cause. En acceptant d'être lié par la Convention, un État s'engage

- à mettre fin sur-le-champ à l'emploi, à la production et au transfert des mines antipersonnel;
- à détruire les stocks existants au cours des quatre années suivant l'entrée en vigueur de la Convention sur son territoire;
- à nettoyer les zones minées dans un délai de dix ans;
- à aider au traitement et à la réadaptation des victimes des mines;
- à prêter sa collaboration en vue d'assurer le respect intégral de la Convention.

En décembre 1997, 122 États ont signé la Convention à Ottawa; au 1^{er} mars 1999, 40 pays signataires l'avaient ratifiée, ce qui lui donnait automatiquement force de loi. Compte tenu des délais qui marquent habituellement les négociations et l'entrée en vigueur des traités internationaux, le processus s'est déroulé dans ce cas en un temps record. À ce jour (novembre 2002), 130 États ont ratifié la Convention.

Photo : Till Mayer/CICR

Pour mettre fin à l'emploi, la production, l'exportation et la constitution de stocks de mines terrestres

Dans toute l'histoire des accords de désarmement, on n'a jamais vu un traité être signé et ratifié plus rapidement que la Convention d'Ottawa, qui interdit complètement la production, l'utilisation, le stockage et le transfert des mines antipersonnel.

« Chaque État partie s'engage à ne jamais, en aucune circonstance, employer de mines antipersonnel; mettre au point, produire, acquérir de quelque autre manière, stocker, conserver ou transférer à quiconque, directement ou indirectement, de mines antipersonnel; assister, encourager ou inciter, de quelque manière, quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie en vertu de la présente Convention. » – Article 1.1 de la Convention d'Ottawa



Pour mettre fin à l'emploi, la production, l'exportation et la constitution de stocks de mines terrestres

L'universalisation de la Convention progresse à un rythme soutenu. En novembre 2002, 130 États avaient formellement adhéré au traité. Parmi les adhésions encourageantes qui ont marqué l'année écoulée figurent celles de l'Angola et de l'Afghanistan, deux pays fortement éprouvés.

On peut également citer les progrès suivants, relevés dans le rapport de l'Observatoire des Mines pour 2002 (la période observée s'étend de mai 2001 à juillet 2002) :

- six autres pays ont achevé la destruction de leurs stocks, soit l'Albanie, l'Équateur, le Pérou, la Suède, la République tchèque et le Yémen, ce qui porte à 33 le nombre des pays qui ont éliminé leurs stocks de mines;
- 14 pays n'ont pas encore formellement déclaré avoir mis fin à leur production de mines, mais trois d'entre eux (la Corée du Sud, l'Égypte et les États-Unis) semblent avoir cessé d'en fabriquer; depuis l'adoption de la Convention, le nombre de pays producteurs est passé de 55 à 14;
- rien n'indique que les États qui ont signé ou ratifié la Convention importent ou exportent des mines.

L'impact positif des alliances

Société civile

Les organisations non gouvernementales ont joué un rôle fondamental dans l'action antimines. Des instances internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été parmi les premières à attirer l'attention sur le sort des populations exposées aux mines à travers le monde. En 1992, plusieurs groupes de la société civile se sont rencontrés pour créer une alliance internationale et lancer une campagne mondiale visant à interdire les mines terrestres (International Campaign to Ban Landmines, ICBL), donnant ainsi le coup d'envoi à un mouvement coordonné en vue de réaliser cet objectif, de déminer les zones minées et de venir en aide aux victimes.

Un certain nombre de pays, dont le Canada, ont emboîté le pas et adhéré au mouvement. Celui-ci s'est vite transformé en une coalition d'États et de groupes privés qui s'est employée à négocier un traité visant à interdire et éliminer les mines antipersonnel. Depuis la signature de la Convention d'Ottawa, l'ICBL a joué un rôle important dans les démarches en vue d'universaliser le traité et d'appuyer les programmes d'action antimines sur le terrain. Le Canada continue de promouvoir la participation de la société civile à ce processus par l'entremise de l'ICBL.

Dans le cadre des programmes axés sur l'action contre les mines et les activités de surveillance, le MAECI a versé 484 744 dollars en 2001-2002 à l'ICBL pour appuyer ses efforts en ce qui a trait à l'universalisation et la mise en application de la Convention; cette somme comprend 210 000 dollars pour les

travaux de recherche menant à la production et à la diffusion du rapport de l'Observatoire des mines, qui chaque année fait état des mesures prises par les pays signataires pour appliquer la Convention et en assurer le respect. L'Observatoire fait appel à un réseau mondial de chercheurs indépendants du secteur non gouvernemental; leur apport représente un outil de surveillance essentiel pour observer les politiques et pratiques des États relativement aux mines terrestres.

La représentation canadienne au sein de l'ICBL est assurée par Action Mines Canada (AMC), qui regroupe plus de 40 ONG. En plus de mener des activités de formation et d'information aux niveaux national et international, AMC déploie de nombreux efforts en vue d'universaliser la Convention et de renforcer les capacités canadiennes en déminage humanitaire et en réadaptation des victimes. Membre du comité de coordination de l'ICBL et du groupe de pilotage international de l'Observatoire des mines, ainsi que du comité directeur du Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines, AMC coordonne en outre les contributions des pays des Amériques à l'Observatoire. Le MAECI a versé 317 400 dollars au titre des programmes d'Action Mines Canada en 2001-2002.

Conférences régionales

Le Canada continue d'accorder son appui à la tenue de rencontres régionales pour stimuler la formation d'alliances régionales ou nationales axées sur l'action antimines.

- Varsovie, 14 et 15 juin 2001 – Le MAECI a consacré la somme de 40 803 dollars à l'organisation, conjointement avec la Pologne, d'un séminaire consacré aux difficultés que soulève la mise en application de la Convention d'Ottawa dans les pays d'Europe orientale et les États baltes. Les séances de travail ont porté sur différents aspects techniques, tels que les obligations juridiques qu'impose la Convention et les règles qu'elle renferme concernant la préparation de rapports nationaux, l'utilité militaire des mines et les solutions de rechange, et la façon de procéder pour obtenir de l'aide en vue de détruire les stocks et nettoyer les régions minées. Parmi les invités figuraient la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, le Bélarus, l'Ukraine, la Russie et la Finlande, ainsi que le Service de l'action antimines des Nations Unies, l'OTAN et la Commission européenne.
- Oulan Bator, 27 et 28 juin 2001 – Co-parrainée par la Mongolie et le Canada et coordonnée par l'équipe de recherche

de l'Observatoire des mines en Mongolie, cette réunion d'échange d'informations, à laquelle le MAECI a consacré 27 281 dollars, visait à démontrer au gouvernement de ce pays les bienfaits engendrés par l'adhésion à la Convention. Bien qu'il n'y ait pas de champs de mines en territoire mongol, on y trouve des zones contaminées par des munitions non éclatées (UXO) et un stock de mines achetées durant les années 70. Des experts techniques venus de la Thaïlande, du Japon, de la Bulgarie, du Canada, du PNUD, de l'UNICEF et du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG) ont participé à la rencontre, considérée comme un premier pas vers l'adhésion de la Mongolie à la Convention. La délégation de ce pays s'est dite désireuse de soutenir les principes humanitaires établis par la Convention.

- Kuala Lumpur, 8 et 9 août 2001 – En collaboration avec le gouvernement de la Malaisie, le Canada a organisé un séminaire régional sur la destruction des stocks de mines antipersonnel et d'autres munitions. L'importance de cette rencontre tient au fait qu'elle était la première à cibler les pays membres du Forum régional de l'ANASE (FRA). Presque tous les membres asiatiques du FRA étaient représentés, y compris des pays qui n'ont pas encore signé la Convention, comme l'Inde, la Chine, le Viêt-Nam et la République de Corée. L'intérêt manifesté par les participants laisse croire que ce genre de rencontre pourrait être intégré de manière plus formelle dans la structure du FRA à l'avenir. Le MAECI a contribué la somme de 58 570 dollars à cette initiative.

- Tunis, 15 et 16 janvier 2002 – Un séminaire régional sur la Convention d'Ottawa, organisé par les gouvernements de la Tunisie et du Canada et financé à hauteur de 50 489 dollars par le MAECI, a réuni des participants venus de l'Algérie, de la Libye, de la Mauritanie, du Maroc et de la Tunisie, ainsi que des représentants de l'ONU et d'ONG internationales. Les deux

principaux résultats de la rencontre ont été l'adoption d'un rapport final établissant les éléments nécessaires pour réaliser des progrès importants relativement à l'adoption de la Convention et de programmes d'action antimines en Afrique du Nord, et la formation d'une alliance entre le Canada et la Tunisie pour faire la promotion de la Convention dans le Maghreb et dans le monde arabe en général.

Le Groupe Reay

L'intégration de l'action antimines dans les travaux des organisations régionales et multilatérales est un élément important des efforts visant à renforcer les appuis en faveur de la Convention d'Ottawa. Le Groupe de soutien régional à l'action antimines, un organe du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, est un exemple de cette démarche coordonnée. Précédemment connu sous le nom de Forum de coopération pour l'action antimines en Europe du Sud-Est, le groupe a été renommé en l'honneur du lieutenant général (retraité) Gordon Reay, qui était conseiller spécial auprès de l'ambassadeur du Canada à l'action contre les mines et président du Forum au moment de son décès.

Mettant à contribution les structures existantes pour éviter les chevauchements, le Groupe Reay est un organe tout désigné pour aider à repérer et combler les lacunes qui existent entre les diverses initiatives lancées au niveau régional. Comme plusieurs organisations s'occupent déjà de déminage opérationnel en Europe du Sud-Est, l'initiative du Pacte de stabilité n'est pas centrée sur le déminage mais plutôt sur d'autres aspects tout aussi importants de l'action antimines qui peuvent concrètement favoriser la paix et la sécurité dans la région – par exemple, la destruction des stocks, les essais et évaluations, la formation, etc.

L'appui financier du MAECI (venant de sources autres que le FCMT) aux activités du Groupe Reay a pris la forme suivante en 2001-2002 :



Le point sur l'universalisation

ACCESSIONS ET RATIFICATIONS DEPUIS AVRIL 2001

Accessions : Afghanistan, Comores, Congo Brazzaville, République démocratique du Congo, Érythrée, Nigéria

Ratifications : Algérie, Angola, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Gambie, Guinée-Bissau, Malte, République centrafricaine, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sierra Leone, Suriname, Uruguay

Plusieurs de ces pays sont durement touchés par le problème des mines. En adhérant à la Convention, ils ont formellement signifié leur intention d'être liés par les obligations et les principes qu'elle renferme, ainsi que leur engagement à éliminer les mines au sein de leur territoire.

Photo : Roland Sillier/CICR

- 120 000 dollars à la Commission du Danube pour aider à déblayer les débris de trois ponts détruits à Novi Sad, en Yougoslavie;
- 88 974 dollars au Canadian International Demining Corps (CIDC) pour l'achat de vêtements de protection fabriqués au Canada et pour l'entraînement au port de ces vêtements, dans le cadre du programme de déminage en Macédoine;
- 100 000 dollars au PNUD pour l'affectation d'un conseiller technique senior au Centre d'action antimines de Bosnie-Herzégovine (BHMAG).

Dialogue avec les pays n'ont pas encore adhéré à la Convention

Le Canada encourage activement le dialogue avec les pays qui, invoquant des motifs de sécurité nationale, n'ont pas encore ratifié la Convention ou n'y ont pas encore accédé. La participation de membres influents des Forces canadiennes, dont l'ex-chef d'état-major, le général (retraité) Maurice Baril, a conféré une plus grande autorité aux délégations canadiennes et facilité les échanges avec les dirigeants militaires des pays concernés. Ces échanges de haut niveau, consacrés à toute une gamme de questions techniques, y compris la recherche de substituts pour les mines terrestres et la révision des stratégies militaires actuelles, se sont révélés très utiles. La Finlande, le Maroc, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie sont au nombre des pays qui ont participé à ce processus.

En 2001-2002, le MAECI a établi une contribution de 125 302 dollars pour continuer d'appuyer les travaux du professeur Christopher Kirkey, universitaire invité de Boston (Massachusetts) et spécialiste de l'action antimines. Ces travaux ont pour but d'intégrer les cours et conférences sur l'action antimines dans les programmes des établissements d'enseignement postsecondaire aux États-Unis. Durant cette période, M. Kirkey a poursuivi sa tournée de conférences et de discussions et continué de diriger des ateliers de perfectionnement du personnel enseignant dans plusieurs collèges et universités américains; il a organisé une tournée de discussions et dirigé des ateliers de formation destinés aux professeurs dans divers établissements supérieurs, assisté à des conférences, préparé des communications sur la Convention d'Ottawa et l'élimination des mines terrestres, et créé un site internet (<http://www.professorlandmine.com/>) pour aider les enseignants à mettre au point un cours consacré à la Convention.

Destruction des stocks

Il est essentiel de détruire les stocks de mines pour pouvoir prévenir leur prolifération, mais il s'agit d'une tâche complexe sur le plan technique. Le Canada apporte son soutien technique aux signataires de la Convention d'Ottawa afin de leur permettre de s'acquitter de leur obligation de détruire les stocks de mines.

Le MAECI a établi une contribution de 152 430 dollars en faveur de la NAMSA, l'Agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN, pour l'aider à poursuivre la destruction des stocks en Albanie. Le Canada était en tête de ce projet, auquel huit pays ont pris part et qui avait débuté au cours de l'exercice

précédent; le projet a été achevé en avril 2002 sans incident et dans les limites budgétaires, deux ans avant l'échéance fixée.

Donnant suite à la phase de planification entreprise l'an dernier, le MAECI a versé à la NAMSA la somme de 375 396 dollars dans le cadre des engagements pris par le Canada en vue d'aider l'Ukraine à réaliser son premier projet de destruction des stocks de mines. Le Canada pilote cette initiative, en collaboration avec les Pays-Bas, la Pologne et la Hongrie. On envisage de détruire 400 000 mines de type PMN d'ici le début de 2003. Le Canada collabore aussi avec l'Ukraine, le PNUD et d'autres donateurs intéressés à la mise au point d'un projet de destruction de quelque 5,9 millions de mines de type PFM qui restent en Ukraine.

Le MAECI a en outre versé 79 964 dollars à la NAMSA pour aider la Moldavie à se débarrasser de ses stocks de mines en même temps que d'autres types de munitions et de carburant pour les fusées, et par là, à se conformer aux obligations qu'impose la Convention d'Ottawa.

Le Centre international de déminage humanitaire de Genève a reçu 5 287 dollars du MAECI pour envoyer un expert technique au Yémen en septembre 2001 afin d'évaluer les aspects techniques et méthodologiques de la destruction des stocks de mines qui restent dans ce pays. Par la suite, le ministère a fourni 33 600 dollars pour aider le Yémen à achever d'éliminer ces stocks.

Le CIDHG a aussi reçu du MAECI la somme de 14 349 dollars pour ériger des panneaux d'avertissement (portant l'inscription « Danger » dans les langues nationales) dans les aires d'évaluation des sites de destruction des stocks au Mozambique et en Ukraine.

En 2001-2002, le MAECI a versé une contribution de 476 048 dollars au Fonds du « Défi de Managua », administré par l'Organisation des États américains (OEA), afin d'accélérer la destruction des stocks dans les Amériques avant la Troisième Réunion des États parties. L'aide financière et technique offerte par le Canada a permis au Pérou, à l'Équateur et au Honduras de relever le défi et de détruire la totalité de leurs stocks avant la réunion. Le Nicaragua a pour sa part complété la destruction de ses stocks (133 435 mines au total) en août 2002.

Pour assurer l'application efficace de la Convention

Troisième Réunion des États parties, Managua, septembre 2001

La Troisième Réunion des États parties, qui s'est déroulée au Nicaragua en septembre 2001, a permis d'attirer l'attention sur l'action antimines dans les Amériques. Le Défi de Managua, lancé à l'automne 2000, encourageait tous les États parties ou signataires qui n'avaient pas encore détruit leurs stocks ou terminé le processus de ratification, de s'engager à le faire avant la rencontre de Managua. Le Canada a fourni une aide financière et technique pour aider les pays concernés à réaliser ces objectifs.

Le Défi de Managua a bien joué son rôle : des six pays signataires qui n'avaient pas encore ratifié la Convention quand le Défi a été lancé, quatre l'ont fait depuis, soit l'Uruguay (juin 2001), Saint-Vincent-et-les-Grenadines (août 2001), le Chili (septembre 2001) et le Suriname (mai 2002). Le Guyana et Haïti ont quant à eux amorcé le processus de ratification.

Un autre volet du Défi a trait aux rapports « de transparence » que les États parties doivent présenter conformément à l'article 7 de la Convention. Pour aider à clarifier cette exigence, le Canada a organisé en mai 2001 à l'intention des membres de l'OEA une réunion spéciale à Washington consacrée à la préparation de ces rapports.

Le MAECI a également versé en 2001-2002 une contribution de 15 000 dollars au gouvernement du Nicaragua pour l'aider à tenir la réunion des États parties.

Dans le cadre de son engagement envers le programme de travail intersessions à l'appui de ces réunions annuelles, le Canada a co-présidé (avec le Honduras) le comité permanent sur l'aide aux victimes des mines et leur réintégration socio-économique; son mandat s'est achevé avec la clôture de la Quatrième Réunion des États parties, en septembre 2002.

Appui aux autres processus de la Convention

Le MAECI a continué d'appuyer financièrement les initiatives facilitant et accroissant la participation aux réunions des États parties et à celles des comités permanents de la Convention d'Ottawa. Cette aide comprenait les contributions suivantes :

- 75 000 dollars au Programme de sponsorship des délégués, administré par le CIDHG, pour permettre aux représentants des États parties touchés par les mines et des pays moins développés de participer aux réunions prévues pour donner suite à la Convention;
- 50 000 dollars au Fonds volontaire d'affectation spéciale, établi par le CIDHG, en faveur de l'unité d'appui à l'application de la Convention, qui a été créée après la réunion de Managua en septembre 2001



Un impact positif dans les Amériques

LE DÉFI DE MANAGUA CONTRIBUE À LA DESTRUCTION DES STOCKS

Le Canada a participé activement au Défi de Managua, en étroite collaboration avec les membres de l'OEA et d'autres pays, dans le but d'appuyer les initiatives prises par les pays des Amériques pour détruire leurs stocks avant la tenue de la Troisième Réunion des États parties. Sa contribution de 692 177 dollars échelonnée sur deux ans a aidé plusieurs pays du continent à se défaire de leurs mines : le Pérou (322 892 mines en 2001), l'Équateur (260 302), le Nicaragua (50 000) et le Honduras (9 000). Grâce à l'appui d'autres pays, le Chili et le Brésil ont eux aussi relevé le défi en détruisant respectivement 106 000 et 13 649 mines.

Photo : John Rodsted

Pour éviter d'être victime de l'explosion d'une mine, il faut d'abord savoir où ne pas poser le pied. Ce n'est qu'en renseignant les gens au sujet des dangers des mines et en leur apprenant comment les éviter qu'on pourra sauver des vies.

« Chaque État partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance pour des programmes de sensibilisation aux dangers des mines. » – Article 6.3 de la Convention d'Ottawa



Réduction du nombre de victimes et programmes d'éducation pour la prévention des accidents

Le Canada appuie les programmes d'éducation pour la prévention des accidents par mines (PEPAM), dont on considère qu'ils font partie intégrante de l'action antimines. Les PEPAM aident les populations exposées à modifier des comportements à risque en les renseignant au sujet des dangers des mines au moyen de techniques éducatives qui tiennent compte de facteurs tels que la culture, l'âge et le degré d'alphabétisation.

La communication dans ces programmes se fait dans les deux sens. D'une part, les PEPAM font part aux populations exposées des dangers que posent les mines et leur apprennent à se protéger, et de l'autre, les gens fournissent aux responsables du déminage des données précises sur l'ampleur de la contamination par les mines et les munitions non éclatées dans leur localité. Les besoins et les priorités des localités sont ainsi connus et des activités telles que les relevés, le marquage et le clôturage des champs de mines en sont facilitées d'autant. Mis en place au milieu des années 90 par un certain nombre d'ONG œuvrant dans le domaine de l'action antimines, les PEPAM sont aujourd'hui intégrés dans les normes et politiques de l'ONU. On a constaté à cet égard deux tendances en 2001 et durant la première moitié de 2002, soit une standardisation plus poussée des PEPAM et une meilleure intégration de ces programmes avec d'autres initiatives d'action humanitaire.

L'article 6 de la Convention impose aux états parties l'obligation de contribuer aux programmes de sensibilisation. Le Canada continue de faire sa part en appuyant les programmes des ONG et des organisations internationales et multilatérales dans ce domaine.

Afghanistan

En 2001-2002, l'ACDI a versé 4,4 millions de dollars – dont 400 000 dollars venant du FCMT – au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU pour appuyer le Programme d'action antimines pour l'Afghanistan (MAPA). Ce programme s'inscrit dans un plan d'aide humanitaire d'urgence auquel participent plusieurs organes de l'ONU et qui a pour objectifs immédiats d'empêcher que les mines et les munitions non éclatées ne fassent de nouvelles victimes, et de déblayer les routes et les zones urbaines essentielles afin que les activités humanitaires puissent reprendre.

Les responsables du MAPA collaborent étroitement avec leurs vis-à-vis des programmes de rapatriement du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Pakistan et en Iran, en vue de diffuser le matériel d'information dans les camps de réfugiés et les centres de rapatriement volontaire, ainsi qu'aux postes-frontières et dans les centres du HCR en Afghanistan, au Pakistan et en Iran. Tous les réfugiés qui retournent dans leur pays reçoivent une formation afin d'apprendre à parer au danger que posent les mines. De plus, le centre d'action antimines du MAPA s'emploie à intégrer la sensibilisation aux mines dans les programmes scolaires réguliers en tenant des séances d'information à l'intention des fonctionnaires du ministère

de l'éducation, des directeurs d'école et des représentants provinciaux du secteur de l'éducation.

Cambodge

L'organisme Vision mondiale Canada a reçu 185 000 dollars de l'ACDI dans le cadre d'un programme de deux ans qui s'adresse aux populations à risque élevé – les jeunes écoliers, les femmes et les ex-combattants, notamment – dans la province de Battambang au Cambodge. Cette activité fait partie d'un plan d'action intégré axé sur le déminage, le développement communautaire et l'aide aux victimes, auquel participent le gouvernement cambodgien, Vision mondiale Cambodge et des ONG internationales comme le Mines Advisory Group (MAG).

Cette année, l'équipe d'action antimines de Vision mondiale Cambodge a offert des séances d'information à 116 groupes qui devaient être relocalisés, ainsi qu'à 2 599 enfants et 1 858 femmes. Elle a également tenu 501 séances de formation consacrées aux mesures de sécurité à l'intention de groupes exposés aux mines dans trois districts du Cambodge. L'équipe a en outre choisi 18 champs de mines qui feront l'objet d'opérations de déminage et de projets de développement communautaire. Par ailleurs, elle a signalé 32 mines, 30 allumeurs et 107 munitions non éclatées à l'organisme partenaire MAG en vue de leur destruction à une date ultérieure. Au total, 743 familles ont bénéficié de ces activités de réduction des risques, y compris l'aménagement de latrines et de ponts permettant un accès sécuritaire aux points d'eau et aux installations sanitaires. On peut enfin signaler un autre résultat important de ce projet, soit l'enregistrement de titres fonciers temporaires pour 185 familles qui avaient dû s'établir dans des champs de mines parce qu'elles n'avaient pas d'autre choix. Ces familles sont aujourd'hui propriétaires de terres déminées, qu'elles peuvent désormais exploiter.

Colombie

Avec l'appui financier du MAECI (75 000 dollars), l'UNICEF a entrepris en Colombie la deuxième phase d'un projet de sensibilisation aux dangers des mines. En raison de la guerre civile qui sévit à l'heure actuelle, les populations civiles sont très exposées aux blessures dues aux mines. Avec la collaboration du gouvernement colombien, l'UNICEF a pu rejoindre la majorité des localités exposées. Cette année, le travail a porté spécifiquement sur les campagnes d'information qui s'adressent aux localités menacées, tout en maintenant l'appui au programme général de sensibilisation mis sur pied par les Scouts de Colombie.

République démocratique du Congo (RDC)

La section belge de Handicap International a reçu du MAECI une contribution de 43 100 dollars en 2001-2002 pour effectuer des travaux de déminage dans la ville de Kisangani. Dans le cadre d'un programme intégré conjuguant l'enlèvement des mines et des munitions non éclatées à la sensibilisation aux mines, 88 séances d'information ont eu lieu, rejoignant plus de 26 000 personnes. De février 2001 à février 2002, aucun nouveau cas de blessure attribuable aux mines n'a été rapporté à Kisangani.

Inde

Le MAECI a versé 20 000 dollars à l'IIPDEP (Institut indien pour la paix, le désarmement et la protection de l'environnement) afin qu'il puisse organiser huit ateliers (avec exposition de photos) dans le nord-est du pays. Cette activité avait pour but d'aider les gens à apprendre comment reconnaître la présence de mines dans le sol et à connaître leurs effets, et de créer en même temps des liens entre les ONG, les survivants et les ministères compétents afin qu'ils puissent mener une action efficace.

L'IIPDEP a également reçu du MAECI la somme de 5 000 dollars pour la production de 3 000 affiches en hindi, cachemiri et ladakhi illustrant des modèles courants de mines qu'on trouve dans les régions frontalières de l'Inde et donnant des instructions appropriées quant aux mesures à prendre (par exemple, informer le chef du village). Les affiches ont été distribuées dans les États du nord et du nord-est, y compris le Jammu-et-Cachemire, le Radjasthan et le Punjab.

Laos

UXO LAO, l'organisme national responsable de l'enlèvement des munitions non éclatées et des activités de sensibilisation au Laos, fait appel à des équipes sur le terrain pour s'acquitter de son travail

d'information. En 2001-2002, des équipes volantes de déminage ont visité quelque 2 107 villages, et des équipes d'information communautaire se sont rendues dans 753 villages. L'ACDI a versé 150 000 dollars pour soutenir le travail de cet organisme par l'entremise du Fonds d'affectation spéciale du PNUD.

Namibie

L'ACDI a versé 85 940 dollars à la Croix-Rouge canadienne pour appuyer un projet de sensibilisation et d'aide aux victimes au Mozambique et en Namibie. En Namibie, un nouveau programme d'information a débuté en janvier dans la province de Kavango, située le long de la frontière angolaise. Quinze bénévoles ont reçu une formation du CICR, et trois d'entre eux ont reçu une formation axée sur l'évaluation des besoins des communautés. Une évaluation de ce genre a par la suite été faite dans quatre villages, et les renseignements ainsi recueillis ont servi à mettre au point un programme d'information pour cette région.

Soudan

La Campagne soudanaise pour l'interdiction des mines terrestres (SCBL) a reçu du MAECI 55 380 dollars pour l'aider à mettre en pratique sa stratégie de sensibilisation aux mines. Cette stratégie consiste à concentrer les efforts de la société civile en vue de convaincre le gouvernement du Soudan de ratifier la Convention d'Ottawa, tout en renseignant le public sur les dangers des mines au moyen de campagnes d'information dans les écoles, auprès des médias et au niveau local. En 2001-2002, ces efforts se sont notamment soldés par la production d'un vidéo de 15 minutes au sujet de l'impact des mines sur la santé et du point de vue social et économique, ainsi que par la diffusion de six messages radiophoniques sur les mines terrestres et la tenue de trois ateliers de formation pour les 10 membres du conseil consultatif de la SCBL.



Un impact positif en Afrique et dans les Amériques

LE CANADA FOURNIT DU MATÉRIEL POUR SENSIBILISER LES GENS AUX DANGERS DES MINES

Le MAECI a produit du matériel de sensibilisation aux dangers des mines en plusieurs milliers d'exemplaires à l'intention des pays d'Afrique et d'Amérique latine – en particulier, des panneaux portant l'inscription « Danger / Accès interdit » dans les langues locales et respectant les normes internationales quant aux dimensions, au message et au matériau utilisé. Le MAECI a aussi fourni des carnets, des règles, des sacs et des crayons destinés à être distribués aux enfants d'Amérique latine dans le cadre de campagnes menées dans les écoles. Les activités d'information et de sensibilisation sont souvent un élément distinct des programmes intégrés de déminage et d'aide aux victimes. Ainsi, une partie des fonds versés à l'OEAC pour le déminage au Nicaragua, au Honduras, au Guatemala, au Pérou et en Équateur va aux programmes de sensibilisation.

Photo : Giovanni Diffidenti

Opérations de déminage

Centimètre par centimètre, les démineurs passent le sol au peigne fin pour détecter et neutraliser toutes les mines qui pourraient y être enfouies. Chaque jour, des cours d'école, des terres agricoles, des routes et d'autres infrastructures précieuses sont ainsi rendues à un usage normal.

« Chaque État partie s'engage à détruire toutes les mines antipersonnel dans les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle, ou à veiller à leur destruction, dès que possible, et au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État partie. » – Article 5.1 de la Convention d'Ottawa



Opérations de déminage

Il est essentiel de déminer les terrains et de recommencer à les utiliser de façon à la fois sûre et productive pour pouvoir répondre aux besoins humanitaires des populations vivant à proximité de champs de mines. Le Canada appuie l'élaboration de modèles de déminage tenant compte de l'impact des mines sur la population locale, en vue de renforcer la capacité de ses partenaires locaux à déminer les zones prioritaires.

La Convention d'Ottawa accorde aux États parties un délai de 10 ans pour achever l'enlèvement des mines sur leur territoire. Ambitieux, cet objectif est néanmoins réaliste, surtout lorsqu'on tient compte de l'amélioration des compétences techniques des démineurs locaux. Le Canada investit des sommes importantes pour accroître les capacités des démineurs locaux et des responsables du déminage dans les pays touchés par les mines.

Des 111 pays et régions menacés par la présence de mines ou des munitions non éclatées, 85 ont fait état d'activités de déminage sous une forme quelconque en 2001 et pendant la première moitié de 2002, selon l'ICBL. Une étape importante a été franchie lorsqu'on a annoncé qu'au 15 décembre 2001, tous les champs de mines et emplacements de bombes à dispersion connus au Kosovo avaient été nettoyés.

Afghanistan

Comme on l'a signalé précédemment, en 2001-2002 l'ACDI a versé 4,4 millions de dollars – dont 400 000 dollars venant du FCMT – au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU pour appuyer les activités du MAPA destinées à empêcher que les mines et les explosifs non éclatés fassent de nouvelles victimes et à déblayer les routes et les quartiers urbains. Ces activités ont donné des résultats positifs dans le sud du pays; on peut notamment signaler ce qui suit:

- les capacités de déminage sont presque revenues à leur niveau d'avant septembre 2001;
- le nombre d'équipes de déminage manuel est passé de un à cinq, et on a également ajouté quatre chiens spécialement dressés, ce qui a eu pour effet d'accroître les ressources dont dispose le service de planification du déminage pour effectuer les relevés des champs de mines;
- l'Agence de déminage de l'Afghanistan, principale source d'équipes de déminage manuel dans le sud du pays, a vu le nombre de ses équipes opérationnelles passer de un à 11;
- le centre de dressage des chiens détecteurs de mines dispose maintenant de quatre équipes canines basées à Kandahar.

De plus, le Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI a versé 300 000 dollars à Med-Eng Systems pour l'achat de casques et de visières à l'intention des démineurs en Afghanistan.

Bélarus

Le MAECI a versé la somme de 76 465 dollars au groupe CIDC pour l'achat de 20 détecteurs Minelab F1A4CMAC dont le ministère de la défense du Bélarus entend se servir pour pouvoir répondre aux dangers associés à la neutralisation des munitions explosives et pour enlever les mines et les munitions non éclatées. La formation du personnel de supervision figurait aussi parmi les activités entreprises dans le cadre du projet.

Bosnie-Herzégovine

Le Programme intégré de l'ACDI pour la Bosnie-Herzégovine a versé la somme de 100 000 dollars à l'ONG Norwegian Peoples' Aid pour appuyer les travaux d'une équipe de 29 démineurs dans le canton de Sarajevo. Ces opérations ont notamment permis de nettoyer une superficie totale de 73 450 m² et de permettre d'avoir de nouveau accès à 34 maisons familiales ainsi qu'à des installations électriques. Les sites déminés sont redevenus des terrains agricoles productifs.

L'ACDI a en outre versé la somme de 155 000 dollars au profit des forces armées des Entités afin de leur permettre de défrayer une partie des coûts d'assurance qu'entraîne le déploiement de 420 démineurs. Ce nombre représente 60 % des démineurs nationaux (locaux) et 38 % des effectifs de déminage présents en Bosnie-Herzégovine. Les équipes de déminage des forces armées des Entités ont nettoyé une superficie totale de 911 140 m² en 2001, ce qui représente une hausse de productivité de 35 % par rapport à 1999. Cette amélioration est due en bonne partie au recours à des méthodes « intégrées » de déminage.

Depuis plus de quatre ans, l'ACDI accorde un appui financier au centre national de dressage pour les chiens détecteurs de mines en Bosnie. Les compétences et l'expérience techniques et administratives acquises depuis par le personnel bosniaque du centre sont telles qu'il n'y a plus qu'un expert international sur place, alors qu'il y en avait six à huit au début.

Les équipes de détection canines peuvent enlever les mines jusqu'à 12 fois plus rapidement que les démineurs manuels. En 2001-2002, la somme de 100 000 dollars a été affectée à la formation et au déploiement de telles équipes, ainsi qu'au développement des ressources locales en déminage. Durant cette période, 17 équipes canines ont été accréditées.

L'ACDI a versé une contribution de 422 000 dollars à Handicap International pour appuyer les activités de déminage effectuées dans le nord-ouest de la Bosnie par Akcija Protiv Mina (APM). Cette ONG bosniaque est devenue une organisation efficace, bien enracinée au niveau local, et affichant un bilan impressionnant du point de vue de la sécurité de ses opérations. APM a mené avec succès toutes les tâches que lui a confiées le BHMAG, débarrassant une superficie totale de 110 000 m², y compris des villages, des routes, des terres agricoles, 22 maisons, des lignes de transport et des systèmes d'adduction d'eau. Grâce au travail d'APM, des réfugiés ont pu rentrer dans le canton d'Una Sana et à Mostar en 2001.

Cambodge

Le MAECI a versé 70 678 dollars à la section cambodgienne du Mines Advisory Group pour l'achat de l'explosif FIXOR, mis au point au Canada, en vue d'appuyer ses activités de neutralisation des mines. Les équipes de déminage du MAG reçoivent une formation détaillée relativement à l'utilisation de cet explosif avant d'être déployées sur le terrain à travers le pays.

République démocratique du Congo

Comme on l'a mentionné plus haut, la section belge de Handicap International a reçu du MAECI la somme de 43 100 dollars en 2001-2002 pour effectuer des travaux de déminage dans la ville de Kisangani et ses environs. La stratégie mise en place dans le cadre du programme consiste notamment à établir les zones de déminage prioritaires. En 2001-2002, par exemple, la population locale a de nouveau pu utiliser en sécurité l'école de Mutumbi après que celle-ci eut été déminée.

Corne de l'Afrique

Par l'entremise du MDN, le MAECI a établi une contribution de 69 626 dollars afin de fournir des explosifs à HALO Trust, une ONG écossaise qui mène une action antimines humanitaire en Afrique et en Asie, afin qu'elle puisse poursuivre son travail le long de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie.

Guatemala

L'OEA a reçu du MAECI la somme de 83 000 dollars pour les activités coordonnées dans le cadre de son programme d'aide au déminage en Amérique centrale. Durant le module VIII du programme (une période de six mois prenant fin en septembre-2001), les opérations – dont une campagne d'information sur les dangers des mines qui a été menée dans 165 localités – ont été complétées dans les huit municipalités du département de Quiché. En septembre, une campagne intensive d'éducation préventive et une étude d'impact détaillée ont été entreprises dans le département de San Marcos, désigné dans le plan national de déminage comme la prochaine zone prioritaire. En mars 2002, 132 villages avaient été étudiés et avaient reçu du matériel d'information sur les mines. En rapport avec ces activités, 29 munitions non éclatées ont été repérées et détruites. Les autorités guatémaltèques estiment que le programme devrait prendre fin en 2005.

Honduras

Le MAECI a versé une contribution de 332 718 dollars à l'OEA pour la deuxième phase des opérations de déminage au Honduras. Premier pays des Amériques à avoir détruit la totalité de ses stocks de mines, le Honduras s'efforçait en outre de devenir, en 2001, le premier à se débarrasser complètement de ces engins en Amérique centrale. En 2001-2002, on a procédé à la dernière phase du déminage dans le département de Choluteca, où il subsistait moins de 1 000 mines selon les autorités nationales. Bilan en mai 2001 : 2 242 mines ou munitions non éclatées détruites, 53 062 objets métalliques détectés et 371 619 m² de terrains déminés. Bien que des problèmes de matériel aient causé certains retards durant l'année, le programme n'en a pas moins enregistré un taux d'achèvement de 98 %. On s'attend maintenant à ce que les travaux de déminage soient terminés d'ici décembre 2002.



Un impact positif au Cambodge

LE DÉMINAGE DES VILLAGES : PREMIÈRE ÉTAPE DE LA RELANCE DE LA PRODUCTIVITÉ

Pendant une période de quatre mois au début de 2002, une équipe du MAG a déminé les villages d'O Deurm Chek et de Svay Chrom dans la province de Battambang afin que leurs habitants puissent s'y adonner à des activités productives dans des conditions plus sûres. Ce dont ont pu profiter directement 133 familles (582 personnes) et indirectement 268 autres (1 256 personnes). La prochaine étape, à laquelle Vision mondiale prendra part, consistera à recreuser le canal. Les villageois construiront ensuite une route dans le cadre d'un programme qui leur offrira des vivres en échange de leur travail. L'accès plus facile et plus sûr à leurs fermes et à des quantités d'eau suffisantes pour cultiver leurs terres contribuera sensiblement à améliorer leur existence.

Photo : Tim Page/CICR

Jordanie

Le MAECI a de nouveau accordé son soutien (165 024 dollars) au corps de génie de l'armée jordanienne (Royal Corps of Engineers) pour son travail de déminage dans la vallée du Jourdain. La contribution versée en 2001-2002 était destinée à l'achat d'ambulances pour transporter d'urgence les techniciens éventuellement blessés pendant l'enlèvement des engins non éclatés.

Laos

L'organisation UXO LAO a nettoyé 874 hectares de terrain et détruit 82 024 munitions non éclatées en 2001-2002, augmentant ainsi la superficie des terres qui peuvent être affectées à l'agriculture et au développement. Comme on l'a signalé précédemment, l'ACDI a versé 150 000 dollars pour soutenir ce travail par l'entremise du Fonds d'affectation spéciale du PNUD.

Mozambique

En 2001-2002, une coalition d'ONG regroupant le Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), Coopération Canada-Mozambique (COCAMO) et Handicap International a reçu de l'ACDI la somme de 410 000 dollars dans le cadre d'un programme quinquennal visant à réduire le nombre d'accidents causés par les mines terrestres et à rétablir la productivité des infrastructures et des terres déminées. L'approche adoptée consiste principalement à renforcer les ressources des provinces en matière de déminage, de sensibilisation aux dangers des mines et de développement des localités déminées. La première phase du projet se déroule dans les provinces d'Inhambane et de Nampula, tandis que la deuxième est centrée dans la province d'Inhambane.

Les activités de la deuxième phase comprennent le déminage de proximité – c'est-à-dire le nettoyage de zones minées situées

près des infrastructures économiques et publiques dans les villages et leurs environs. D'après les données recueillies par les responsables du programme de déminage de la province d'Inhambane, 11 sites et leurs abords (y compris des écoles, des centres commerciaux, des points d'eau, un centre de santé et un réservoir pour traiter le bétail) ont été déminés de novembre 2001 à février 2002. Les opérations de déminage menées dans le cadre du programme font appel aux méthodes manuelles et mécaniques ainsi qu'aux équipes canines.

Nicaragua

L'ACDI a versé la somme de 500 000 dollars à l'OEA en 2001-2002 dans le cadre d'un engagement pluriannuel destiné à appuyer les opérations de déminage au Nicaragua. Le Canada et la Norvège ont financé un programme d'aide au déminage dans le district de Nuevo Segovia dans le nord du pays, le long de la frontière hondurienne. Ce district renferme des terres agricoles de première qualité, et l'enlèvement des mines permettra à la population locale de pouvoir accéder de nouveau à ces zones productives. La contribution du Canada sert à financer les dépenses de fonctionnement sur le terrain (vêtements protecteurs, nourriture, polices d'assurance et entretien des véhicules).

Thaïlande

Par l'entremise du CIDC, le MAECI a affecté 399 288 dollars à l'achat de la débroussailluse-démineuse ProMac BDM48, un appareil mis au point au Canada, qui sera utilisé par le Centre d'action antimines de la Thaïlande dans ses opérations de déminage. De plus, une contribution de 59 000 dollars a été versée pour la formation d'opérateurs locaux et pour le développement de procédures de monitoring concernant cette machine.

Un impact positif en Bosnie-Herzégovine

LE COFFRE À OUTILS DU DÉMINEUR

La participation d'équipes canines à la détection est venue renforcer les opérations d'enlèvement des mines et des munitions non éclatées en Bosnie-Herzégovine et compléter l'acquisition des éléments nécessaires pour constituer le coffre à outils idéal pour les opérations de déminage (démineurs manuels, équipes canines et appareils de détection mécaniques). L'utilisation de ces trois outils – le déminage intégré – aide à maximiser l'efficacité des opérations et à en optimiser la rentabilité.

Photo : John Rodsted



Photo: John Rodsted



La mise au point de techniques innovatrices et financièrement abordables a un impact positif sur l'action antimines. Les activités de recherche et développement contribuent aux perfectionnements qui permettent d'enlever plus rapidement un plus grand nombre de mines et d'améliorer la qualité de vie des personnes qui ont survécu à l'explosion d'une mine.

« Chaque État partie s'engage à faciliter un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques concernant l'application de la présente Convention et a le droit de participer à un tel échange. » – Article 6.2 de la Convention d'Ottawa



Centre canadien des technologies de déminage

Établi conjointement en 1998 par le ministère de la Défense nationale et Industrie Canada, le Centre canadien des technologies de déminage (CCTD) collabore avec l'industrie pour développer et diffuser des technologies qui répondent aux besoins des démineurs. Pour recevoir l'appui du CCTD, il faut qu'une technologie soit viable et peu coûteuse, et qu'elle ait fait ses preuves sur le terrain. En 2001-2002, le Fonds canadien contre les mines terrestres a affecté au total environ 3,6 millions de dollars aux opérations du CCTD.

L'impact positif du CCTD

Le CCTD contribue à une collaboration fructueuse des secteurs de la recherche et de l'industrie grâce aux activités suivantes :

- visites de travail dans les pays infestés de mines dans le but d'analyser les besoins technologiques des démineurs et d'offrir les avis des experts du Centre;
- activités de recherche et développement qui servent à résoudre des problèmes techniques et à guider l'industrie canadienne;
- mise au point de méthodes d'essai très avancées qui donnent des résultats fiables, reproductibles et statistiquement significatifs;
- activités rigoureuses d'essai et d'évaluation dans les laboratoires du Centre, qui permettent à l'industrie de perfectionner ses produits et de se défaire de ceux qui sont insatisfaisants;
- essais sur le terrain menés dans les pays minés en vue d'améliorer la conception du matériel et de faire la démonstration de nouvelles technologies aux usagers et à d'éventuels donateurs (les organisations susceptibles de financer l'achat d'équipement à l'avenir).

Des technologies qui répondent aux besoins de l'utilisateur

Les technologies suivantes, mis en application dans les champs de mines avec l'aide du CCTD, ont eu un impact positif parce qu'elles ont rendu le déminage plus sûr et plus efficace – et ce, dans au moins deux cas, à un coût sensiblement moindre.

Débroussailleuse-démineuse ProMac BDM48

Après une phase préliminaire d'essais et d'évaluation au CCTD à l'aide de mines-robots non explosives, la débroussailleuse-démineuse BDM48, mise au point par ProMac Manufacturing, une entreprise de Duncan (Colombie-Britannique), a subi des essais sur le terrain en Thaïlande à l'aide de mines-robots et de vraies mines. La machine s'est révélée être un outil exceptionnel pour dégager la végétation et les fils-pièges et pour préparer le terrain en vue du déminage manuel. Elle s'est avérée très efficace dans les peuplements denses de bambou et dans des conditions extrêmement détremées, une situation qui fait habituellement problème pour des débroussailleuses moins puissantes. Les essais effectués au CCTD et en Thaïlande ont aussi fait la démonstration d'une autre fonctionnalité au plan de la sécurité, soit la possibilité de détruire les mines sur place.

Les résultats ont été analysés par un comité d'évaluation, qui a recommandé de laisser l'appareil en Thaïlande, ce qui fut fait avec le soutien financier du MAECI (399 288 dollars). La BDM48

fait maintenant partie intégrante des opérations de déminage en Thaïlande.

Vêtements de protection pour les démineurs

En collaboration avec les États-Unis et l'Australie, le CCTD a développé une méthodologie de pointe pour étudier les effets que produit l'explosion d'une mine sur le corps humain. Cette méthodologie a servi à faire une évaluation détaillée des équipements de protection fabriqués par une firme d'Ottawa, Med-Eng Systems, soit le modèle HDE (Humanitarian Demining Ensemble) et la botte renforcée (Spider Boot). L'ensemble de déminage humanitaire est une combinaison légère et flexible qui fournit une protection équilibrée contre les mines antipersonnel à effet de souffle. Sa conception modulaire permet au démineur d'adapter l'ensemble rapidement et facilement en fonction de ses besoins particuliers. Cette combinaison est maintenant disponible sur le marché.

Le Niagara Foot^{MC}

Conçu par Niagara Prosthetics and Orthotics, une firme de St. Catharines (Ontario), ce pied prothétique amélioré corrige les lacunes des modèles commerciaux actuels, par exemple leur piètre performance en terrain irrégulier. L'utilisation de matériaux avancés lui permet de mieux résister aux effets de la fatigue, et le recours à des procédés de fabrication modernes permet des économies considérables. Des épreuves de résistance ont été effectuées par l'Université Queen's. Le CCTD, le Centre d'action antimines de la Thaïlande et l'université collaborent actuellement à des essais cliniques en Thaïlande. Les victimes qui participent à cet examen évaluent la prothèse et transmettent leurs observations par la poste. Les réactions ont jusqu'ici été très positives. Une deuxième série d'essais cliniques est prévue au Viêt-Nam et le fabricant intégrera des améliorations dans son produit à la lumière des renseignements recueillis.

Aide à la commercialisation des produits de l'industrie canadienne

Au sein du CCTD, Industrie Canada a aidé à commercialiser les technologies et les innovations susceptibles de servir au déminage humanitaire et de venir en aide aux victimes. Grâce à la participation du programme Partenariat technologique Canada (PTC) de ce ministère, les entreprises canadiennes qui avaient mis au point des technologies prometteuses et voulaient contribuer à l'action

antimines pouvaient obtenir de l'aide pour commercialiser leurs produits. La débroussailleuse ProMac BDM48 en est un exemple.

Industrie Canada et le MAECI ont mené une étude visant à déterminer quels étaient les débouchés commerciaux pour les technologies de déminage. L'étude a conclu que le marché du matériel et des technologies du déminage humanitaire n'était pas un marché traditionnel et que cela limitait sensiblement le rôle qu'Industrie Canada et PTC, en particulier, pouvaient jouer dans ce secteur. Comme aucune nouvelle initiative ne bénéficiait d'un financement de PTC en 2001-2002, il a été décidé qu'Industrie Canada aurait désormais un rôle consultatif au sein du FCMT. Les crédits restants du budget d'Industrie Canada destinés aux initiatives du Fonds ont été réaffectés à d'autres ministères pour appuyer leurs activités antimines (par exemple, pour permettre au MAECI de laisser la débroussailleuse BDM48 en Thaïlande).

Pour sa part, le CCTD a cherché à surmonter les difficultés que pose l'introduction d'équipements nouveaux ou plus performants dans les opérations de déminage à travers le monde en aidant les entreprises canadiennes à définir les besoins des utilisateurs et, au moyen de tests et d'évaluation rigoureux, à fabriquer un produit qui réponde à ces besoins et soit accepté par les utilisateurs. En juin 2001, le CCTD – grâce au concours financier du Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI (41 287 dollars) – a organisé à Vancouver un atelier de deux jours consacré à l'échange d'information entre fabricants et usagers. Les essais sur le terrain et les démonstrations de technologies que le CCTD a effectués dans des pays infestés de mines se sont révélés des outils particulièrement efficaces pour porter des technologies éprouvées à l'attention des utilisateurs et d'éventuels donateurs. Face à la concurrence qui les attend sur les marchés mondiaux, les entreprises canadiennes estiment que la publication des résultats des essais effectués au CCTD constitue un atout important dans les campagnes de mise en marché.

Collaboration internationale en matière d'essais et d'évaluations

Quand le CCTD a été créé en 1998, il n'y avait pas, à ce moment-là, de méthodes généralement acceptées d'essai et d'évaluation des matériels de déminage. Le CCTD a depuis collaboré avec les États-Unis et l'Australie pour mettre au point des protocoles d'essai modernes permettant d'évaluer les équipements mécaniques, les

équipements de protection individuels et les détecteurs de métaux. Lors des essais effectués au CCTD et ailleurs, ces protocoles ont donné des résultats fiables, reproductibles et statistiquement significatifs. Les travaux canadiens dans ce domaine contribuent aussi à l'élaboration de protocoles reconnus mondialement dans le cadre du programme ITEP (International Test and Evaluation Program for Humanitarian Demining). Les participants à ce programme tiennent à l'heure actuelle des ateliers en vue d'élaborer des protocoles universellement reconnus pour les équipements mécaniques et les détecteurs de métaux. On fera de même, par la suite, pour les équipements de protection.

Aide pratique aux démineurs

Grâce à son programme complet de recherche et développement et d'essai et d'évaluation, le CCTD peut fournir une aide pratique aux démineurs. Par exemple, il évalue les détecteurs de métaux commerciaux afin de leur offrir des avis impartiaux sur les nouveaux appareils. En 2002, le CCTD a procédé à l'essai de détecteurs que les Nations Unies devaient acheter pour l'Afghanistan. Également en 2002, une équipe du CCTD s'est rendue en Colombie pour aider les démineurs à tenir des essais permettant de choisir l'appareil le mieux adapté aux conditions locales. Son rôle était d'offrir des conseils au sujet des méthodes d'essai et de l'interprétation des données en s'inspirant de la longue expérience accumulée par ses membres en matière d'essai et d'évaluation des détecteurs de métaux.

Des visites dans des pays infestés de mines ont aussi permis au CCTD de réunir d'abondantes données sur les conditions des sols et sur les effets qu'elles ont sur le rendement des détecteurs de métaux et d'autres types d'appareils de détection. Ces renseignements seront versés dans une base de données internationale qui doit bientôt être constituée. Elles aideront les démineurs à choisir l'appareil qui convient le mieux aux conditions dans lesquelles ils doivent accomplir leur travail.

Cette forme d'aide pratique peut être obtenue en communiquant avec le personnel du Centre ou en consultant les rapports publiés sur le site du CCTD (www.ccmatt.gc.ca). Cette contribution à l'action antimines a un impact positif et le CCTD entend poursuivre et intensifier ses efforts en ce sens. C'est dans ce but que sont envisagées de nouvelles stratégies pour une interaction plus étroite avec les démineurs.



Un impact positif sur les activités de déminage dans le monde

FIXOR^{MC} - Moins coûteux et moins dangereux à expédier et à entreposer que les explosifs classiques, l'explosif de type binaire FIXOR, produit par MREL Specialty Explosive Products, une entreprise de Kingston (Ontario), et mis à l'essai par le CCTD, est maintenant largement accepté par les démineurs. Il est actuellement utilisé dans plusieurs pays – Arménie, Cambodge, République démocratique du Congo, Érythrie, Éthiopie, Mozambique, Nicaragua, Rwanda, Somalie, Thaïlande et Zimbabwe.

Un impact positif pour les survivants en Thaïlande

Le Niagara Foot^{MC} - Les réactions obtenues en Thaïlande à la suite des essais cliniques de cette prothèse de fabrication canadienne font état d'« améliorations remarquables » en ce qui concerne « la facilité d'utilisation, la réduction de l'effort musculaire et l'amélioration de l'autre jambe », d'après le rapport d'étape de l'Université Queen's. Après s'être servis de la prothèse durant six mois, les utilisateurs ont souligné sa stabilité et son confort, ainsi que la rapidité avec laquelle ils s'y sont adaptés.

Les mines terrestres ont eu des effets dévastateurs sur la vie et l'intégrité physique de centaines de milliers de gens qui vivent dans des quartiers ou des villages minés aux quatre coins de la planète. Grâce aux appuis grandissants que reçoit la Convention d'Ottawa à travers le monde, le nombre de nouvelles victimes de l'explosion des mines continue cependant de diminuer tandis que celui des survivants qui reçoivent des soins continue de s'accroître.

« Chaque État partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance pour les soins aux victimes des mines, pour leur réadaptation, pour leur réintégration sociale et économique ainsi que pour des programmes de sensibilisation aux dangers des mines. »

– Article 6.3 de la Convention d'Ottawa



L'aide aux survivants et à leur milieu communautaire

Les programmes d'aide aux victimes répondent aux besoins à très court et à long termes des victimes de mines terrestres, qu'il s'agisse de traitements d'urgence ou de la réinsertion économique et sociale. La contribution du Canada à ces programmes permet d'aider les personnes ayant survécu à l'explosion de mines terrestres (les « survivants des mines terrestres ») à refaire leur vie et à reconstruire leur communauté.

Le nombre de personnes qui sont victimes chaque année de l'explosion d'une mine terrestre a baissé sensiblement ces dernières années : on estime qu'il est passé d'environ 26 000 au milieu des années 90 à 15 000 ou 20 000 aujourd'hui. Il convient néanmoins de rappeler que le nombre total de personnes qui ont besoin d'aide à long terme en raison des blessures subies ne cesse de s'accroître. D'après l'ICBL, 121 pays (soit près des deux tiers des pays de la planète) doivent fournir des soins à des personnes qui ont survécu à l'explosion d'une mine – les « survivants ». En outre, les statistiques montrent qu'au moins 234 000 personnes à travers le monde nécessitent en permanence un suivi physique ou psychologique.

Le Canada joue un rôle actif sur la scène internationale pour ce qui est de l'aide aux survivants prévue par la Convention d'Ottawa. Il a siégé sur le comité permanent sur l'aide aux victimes et leur réintégration sociale et économique (Standing Committee on Victim Assistance and Socio-Economic Reintegration), d'abord à titre de co-rapporteur de septembre 2000 à septembre 2001, puis comme co-président de septembre 2001 à septembre 2002. Il a accueilli, en octobre 2001, un atelier auquel participaient des représentants des États et des experts techniques dans le but de déterminer comment le comité pourrait aider les parties à s'acquitter de l'obligation collective envers les survivants que leur impose la Convention. En 2001-2002, les co-présidents du comité, le Canada et le Honduras, ont attaché une importance prioritaire à la nécessité de donner la parole aux survivants afin qu'ils puissent faire connaître leurs préoccupations et leurs suggestions.

Le Canada accorde aussi un appui financier à diverses organisations qui assurent toute la gamme des formes d'aide requises par les survivants – interventions chirurgicales, soins hospitaliers, soins orthopédiques, counselling par les pairs, formation professionnelle, réadaptation communautaire, mise à niveau des installations de soins, développement des compétences médicales, amélioration de la coordination de l'aide et des systèmes d'information qui y sont liés.

Afghanistan

Dans le cadre d'une contribution étalée sur trois ans versée à l'Institut de soins orthopédiques de Kandahar (Guardians Institute of Orthopaedics), le Programme de l'ACDI pour l'Afghanistan a déboursé la somme de 202 000 dollars pour financer la prestation de services d'orthopédie, de physiothérapie

et de prothétique aux victimes des mines et à d'autres personnes handicapées dans six provinces du sud-ouest de l'Afghanistan. Parmi les résultats enregistrés en 2001-2002, on peut notamment mentionner 5 598 séances de physiothérapie et 1 930 séances d'entraînement à la marche, ainsi que la fabrication de 93 prothèses fémorales et la réparation de 219 autres prothèses du même genre, et la fabrication de 278 prothèses de jambe et la réparation de 429 autres prothèses de ce type.

Amériques

Le MAECI a fourni 221 260 dollars à une nouvelle initiative du groupe LSN (Landmine Survivors Network – Réseau de survivants de l'explosion de mines terrestres) conçue pour appuyer des « porte-parole des survivants » dans les pays infestés de mines. Placé sous les auspices du groupe de travail de l'ICBL sur l'aide aux victimes, le programme « Raising the Voices » a été lancé en mai 2001 lors des réunions intersessions qui ont eu lieu à Genève. Huit survivants, originaires du Nicaragua, du Salvador, de la Colombie, de l'Équateur et du Chili, ont assisté à ces réunions dans le cadre du premier cycle de formation, destiné aux victimes d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Des survivants venus de l'Afrique subsaharienne participeront au cycle de 2002.

Les stagiaires du premier cycle se sont familiarisés avec les processus mis en place par la Convention d'Ottawa et le régime international des droits de l'homme, et ils ont élaborés des projets qui seront réalisés dans leurs pays respectifs. Par exemple, les participants au programme et les formateurs du LSN ont aidé à organiser un atelier destiné à former 30 autres survivants en Colombie aux droits des handicapés. Ces projets, qui ont été lancés après les cours de formation, ont ensuite été présentés à la Troisième Réunion des États parties qui a eu lieu au Nicaragua en septembre 2001.

Amérique centrale

En 2001-2002, les Programmes multilatéraux de l'ACDI ont versé la somme de 750 000 dollars à un programme d'une durée de cinq ans mis sur pied par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) pour venir en aide aux survivants des mines au Nicaragua, au Honduras et au Salvador. Le programme de l'OPS, auquel participent le Canada et le Mexique, vise à promouvoir la réintégration économique des survivants, l'intégration des services locaux de réadaptation dans les services de santé primaire, l'amélioration des services de prothétique et d'orthétique, et le

développement de systèmes d'information sur la santé et les handicaps. Le centre de réadaptation communautaire de l'Université Queen's (International Centre for Community-Based Rehabilitation) fournit une aide technique au projet dans le cadre de la contribution du Canada.

Le perfectionnement professionnel et le développement des capacités constituent un élément important de ce programme. Ainsi, le Honduras a conclu des accords de formation avec plusieurs ONG, y compris la Fondation pour la réadaptation des personnes handicapées, pour aider celles-ci à acquérir des compétences professionnelles; le Mexique a offert à 15 professionnels des trois pays d'Amérique centrale des services de formation en réadaptation professionnelle et en évaluation des patients, et 30 professionnels de la santé ont été formés afin d'améliorer la qualité de la formation permanente en prothétique et en orthétique. Dans le cadre du projet, des ateliers ont aussi été organisés dans ces trois pays pour accroître la sensibilisation et les compétences au niveau des méthodologies de réadaptation communautaire.

Bosnie-Herzégovine

Par le truchement du Programme de l'ACDI pour la Bosnie-Herzégovine, la somme de 173 000 dollars a été versée en faveur de l'élargissement à l'échelle nationale du programme de counselling par les pairs, d'abord établi par l'Université Queen's dans le but d'offrir l'aide de groupes de soutien par les pairs aux victimes des mines et aux handicapés. Le projet comprend également un volet de formation axé sur la petite entreprise et sur l'entrepreneuriat en vue d'encourager la création d'emplois, la génération de revenus et la réinsertion sociale des survivants.

Dans le cadre d'un projet distinct, l'ACDI a versé 300 000 dollars à l'organisme ICI (International Children's Institute) pour son projet en faveur des enfants de Bosnie victimes de l'explosion de mines terrestres (Support to Children Victims of Landmines). Ce projet vise à mettre au point des outils « exemplaires » permettant d'améliorer les soins physiques et psychologiques prodigués

aux enfants du canton de Sarajevo qui ont subi des interventions majeures. L'accent est mis sur la rédaction de contes pour enfants et de guides sur les techniques de soins destinés aux professionnels de la santé et aux parents, dans le but de faciliter chez les enfants l'acquisition de capacités d'adaptation et de leur permettre de réintégrer avec succès l'école et leur milieu communautaire.

Cambodge

L'organisme Vision Mondiale a lancé dans cinq provinces du Cambodge un projet d'une durée de 10 ans axé sur la réadaptation professionnelle des handicapés et des survivants des mines, dans le but d'aider à leur réintégration sociale en encourageant l'autonomie économique. Dans le cadre de ce projet, le Centre de réadaptation professionnelle et l'Unité d'extension professionnelle offrent un éventail de services (formation technique, placement, fourniture d'outils, prêts d'affaires) destinés à favoriser l'acquisition de compétences pour les affaires ou de talents employables. L'Unité d'extension agricole offre des services communautaires de formation et des prêts à l'intention des personnes handicapées qui ne peuvent pas prendre part aux activités du Centre de réadaptation. Ce volet du programme revêt une importance particulière pour les femmes handicapées. On a pu observer les résultats suivants en 2001-2002 :

- 143 étudiants (soit deux cycles de diplômés) ont reçu des cours, y compris des mises à niveau, pour la réparation de radios, de téléviseurs et de motocyclettes;
- des sondages et des interviews ont été menés auprès des handicapés dans trois provinces, 20 districts, 113 communes et 231 villages dans le but d'évaluer les compétences commercialisables et d'identifier les candidats à la formation;
- 792 familles vulnérables ou personnes handicapées ont reçu des prêts (pour l'achat de poulets, de canards ou de porcs, ou encore en espèces).



Un impact positif au Cambodge

POUR AIDER LES SURVIVANTS À RÉINTÉGRER LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Dans le cadre du Programme d'action antimines de l'ACDI au service du développement du Cambodge, Oxfam-Québec soutient l'acquisition de compétences dans des occupations traditionnelles et non traditionnelles, pour les femmes et les hommes, au Centre de formation professionnelle de Pursat. En 2001-2002, 277 survivants y ont obtenu un diplôme.

Photo : Darren Whiteside/CICR

Chili

En guise d'annexe au programme Raising the Voices, le MAECI a fourni au Centre chilien d'information sur les mines et les munitions non éclatées (MUACC) la somme de 4 500 dollars pour lui permettre de créer un site web où les survivants puissent trouver des renseignements sur la Convention et sur la campagne mondiale en faveur de l'interdiction des mines, ainsi que sur les ressources et les services offerts pour améliorer leur réadaptation et leur réintégration (y compris des liens vers des sources de soutien par les pairs). Le projet comprend la constitution d'une base de données sur les victimes des mines au Chili.

Jordanie

La section jordanienne du réseau LSN a reçu du MAECI la somme 39 420 dollars pour renforcer son réseau de soutien par les pairs. Les 10 membres de l'équipe sont tous Jordaniens et plus de la moitié d'entre eux sont des survivants de l'explosion d'une mine ou des amputés. La section jordanienne est active dans les régions d'Amman, de Zarqa, de Maferq, d'Irbid et de Ramtha.

Laos

Le Centre national de réadaptation à Vientiane, le bureau du gouverneur de la province de Xieng Khouang, l'organisme Garneau

International et des experts en réadaptation physique du collège François-Xavier-Garneau (Québec) ont uni leurs efforts pour venir en aide aux victimes de munitions non éclatées au Laos. Garneau International a reçu 204 000 dollars pour appuyer ce programme de réadaptation communautaire d'une durée de trois ans, destiné à améliorer les conditions physiques, sociales et économiques dans lesquelles vivent les survivants.

Avec la participation des familles et des groupes communautaires, le programme s'emploie à améliorer les ressources institutionnelles des administrations locales afin qu'elles puissent surveiller la situation des victimes et améliorer la qualité des services et des soins de réadaptation physique. Au cours de l'année, on a ajouté 274 victimes à la base de données et 22 fonctionnaires ont reçu une formation aux techniques de base utilisées dans les enquêtes effectuées dans les villages. On a également tenu des ateliers portant sur la prestation de services de réadaptation communautaire et de services de réhabilitation adaptés aux besoins des handicapés atteints de paralysie.

Mozambique

L'ACDI a versé 85 940 dollars à la Croix-Rouge canadienne pour appuyer un projet de sensibilisation aux dangers des mines et d'aide aux victimes au Mozambique et en Namibie. Après des

Un impact positif au Mozambique

APPUI AUX PROJETS AXÉS SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS RÉMUNÉRATRICES EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPÉES

On trouve dans les pays fortement minés un grand nombre de personnes handicapées. Dans le cadre d'un programme intégré de déminage et de développement communautaire mené conjointement par les TCA, COCAMO et Handicap International, et soutenu par l'ACDI, sept organisations d'entraide des handicapés dans la province de Nampula ont soumis des propositions visant à promouvoir des microentreprises du genre coopératif. Au total, 353 membres de ces organisations ont bénéficié de cours de formation aux affaires, d'aide au développement organisationnel et d'un fonds de prêts de roulement.



Photo : Susan Kennedy/LENSMEN

retards attribuables aux inondations de 2000, la Croix-Rouge du Mozambique a pu lancer son programme, formant 117 volontaires à l'aide aux victimes dans trois provinces. On a ensuite choisi un premier groupe de 137 victimes aux fins d'évaluation et de traitement. Le traitement comprenait la fourniture de nouvelles prothèses, la réparation de cannes et la prestation de services de physiothérapie.

Ouganda

Le groupe CPAR (Canadian Physicians for Aid and Relief) dirige un projet de deux ans destiné à améliorer la qualité de la vie dans un certain nombre de localités minées au nord de l'Ouganda (districts de Gulu, Kasese, Kitgun et Pader) en développant les services locaux d'information sur les mines et en offrant de l'aide aux survivants et à leurs familles. Ce programme intégré, lancé en novembre 2001, comprend plusieurs volets: promotion de l'information, soutien psychologique et social communautaire, possibilités d'emplois durables, accès amélioré aux équipements sanitaires et renforcement des services de santé locaux. L'ACDI a versé 180 000 dollars en faveur de ce projet en 2001-2002. Malgré le conflit et l'insécurité qui persistent dans la région, la section ougandaise de CPAR a pu accueillir l'honorable Lloyd Axworthy, bien connu pour son action en faveur de l'interdiction des mines, lors d'une visite de quatre jours à Gulu en février 2002.

Comité international de la Croix-Rouge

L'ACDI a versé une subvention de 217 000 dollars en réponse à l'appel du CICR en faveur des victimes des mines (Mine Action Appeal) pour la période 1998-2003, une activité qui vise plus de 30 pays. Les fonds versés par les donateurs aident à couvrir le coût de l'action préventive (sensibilisation aux dangers) et de l'aide aux victimes (évacuation, chirurgie, assistance médicale et hospitalière, rééducation physique) dans les localités les plus durement touchées. Les pays visés par cette action comprennent aussi bien des États parties à la Convention d'Ottawa que des entités non étatiques. En 2001-2002, le CICR a signalé que des équipes de chirurgiens avaient donné des cours de formation et des séminaires dans 12 pays, portant notamment sur le traitement des blessures causées par les mines et les munitions explosives non éclatées; en outre, 23 dispensaires dans 11 pays et 134 hôpitaux dans 22 pays ont prodigué des soins à 18 189 blessés de guerre, y compris 1 500 personnes blessées par ces engins.



Un impact positif en Jordanie

UN RÉSEAU DE SOUTIEN PAR LES PAIRS AIDE LES SURVIVANTS

Avec l'appui du MAECI, la section jordanienne du réseau LSN montre l'utilité de faire appel à un réseau de soutien par les pairs pour venir en aide aux survivants et à leurs familles. On peut relever les activités suivantes en 2001-2002 :

- prestation continue de soins et de soutien par les pairs à plus de 540 survivants et amputés, dont 200 nouveaux survivants;
- satisfaction des besoins locaux en aidant plus de 400 survivants à se mettre en relation avec les prestataires de services;
- élargissement des activités aux régions de Zarqa et de Maferq;
- aide directe à plus de 120 survivants;
- diffusion de matériels didactiques à plus de 200 survivants et à leurs familles.

La section jordanienne offre aussi des séances d'information portant sur la défense des droits des handicapés, le développement de la petite entreprise et la sensibilisation aux mines, et elle encourage la constitution d'équipes sportives pour les personnes handicapées ainsi que la tenue de compétitions à leur intention.

Photo : S.Eitel/Landmine Survivor Network

Pour améliorer l'information et la coordination

Si l'on veut prendre des mesures efficaces pour s'attaquer aux effets des mines terrestres, il faut bien saisir l'ampleur de la crise qu'elles suscitent en faisant appel à des études et relevés techniques et à d'autres outils de collecte d'information. La Convention d'Ottawa encourage les pays à unir leurs efforts pour venir à bout du problème des mines.

« Chaque État partie s'efforce d'identifier toutes les zones sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée et s'assure, dès que possible, que toutes les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle où se trouvent des mines antipersonnel soient marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens afin d'empêcher effectivement les civils d'y pénétrer, jusqu'à ce que toutes les mines antipersonnel contenues dans ces zones minées aient été détruites. » – Article 5.2 de la Convention d'Ottawa

PELIGRO
minas



NO PASE

Pour améliorer l'information et la coordination

Pour être efficace, l'action antimines humanitaire doit être coordonnée à tous les niveaux. Au niveau international, la coordination est assurée par les organes de l'ONU et les mécanismes de la Convention. Au cours de la dernière décennie, l'ICBL a constaté que la coordination s'accroît au niveau national entre les praticiens de l'action antimines, les donateurs et les gouvernements des pays touchés par les mines.

La création de centres nationaux d'action antimines, par exemple, est considérée comme un apport précieux pour soutenir l'engagement des différents intervenants dans ce dossier, et c'est là un domaine où le Canada a fait une contribution notable.

En 2001-2002, on a pu observer en Bosnie-Herzégovine – un pays où le Canada fournit un soutien actif par l'entremise de ses programmes bilatéraux – une intervention importante du gouvernement national en vue d'accroître la coordination de l'action antimines. La loi sur le déminage, adoptée en février 2002, a confié au Centre d'action antimines de Bosnie-Herzégovine la responsabilité dans ce domaine, mettant ainsi fin à la rivalité entre le BHMAL et ses homologues locaux.

Le représentant résident du PNUD en Bosnie-Herzégovine a souligné que l'appui de longue date accordé par le Canada était un élément important du succès remporté par l'action antimines dans ce pays. L'apport du Canada a aidé non seulement à convaincre d'autres donateurs de participer à cet effort, mais aussi à faire progresser les organismes locaux de déminage à un point tel que le PNUD a préparé un plan pour transférer au gouvernement bosniaque le contrôle et le soutien financier du BHMAL et de la commission nationale de déminage.

Pour assurer l'efficacité du déminage, il faut aussi que soit coordonnée la communication de données précises sur les zones minées et les secteurs à déminer en priorité. Le Rapport 2002 de l'Observatoire des Mines a recensé des études ou des évaluations effectuées dans 34 pays en 2001 et durant le premier semestre de 2002. Le Cambodge, le Mozambique, le Tchad et le Yémen sont au nombre des pays fortement minés où ont été effectuées des études d'impact avec l'aide du Canada depuis 2000.

Coordination mondiale

Un financement de base (2,35 millions de dollars sur cinq ans) est accordé par l'ACDI dans le cadre de ses Programmes multilatéraux pour aider le Service de l'action antimines des Nations Unies à jouer le rôle d'organe central de l'ONU chargé d'assurer la coordination générale dans ce domaine. On peut citer les réalisations suivantes de l'UNMAS durant la période considérée ici :

- la stratégie globale d'action antimines et la politique sectorielle sur la gestion de l'information ont été présentées à l'Assemblée générale, qui en a pris acte avec satisfaction;

- en 2001, des missions techniques de l'UNMAS ont été envoyées dans huit pays;
- l'UNMAS a lancé E-Mine – le réseau électronique d'information sur les mines – en septembre 2001;
- des modules du Système de gestion de l'information pour l'action antimines (IMSMA) – une base de données fournissant aux responsables sur le terrain des informations à jour sur les zones minées, les sites de nettoyage et les victimes déclarées – étaient opérationnels dans 22 pays;
- l'UNMAS coordonne la mise au point d'un plan d'intervention d'urgence et d'un guide sur les programmes d'action antimines ainsi que la seconde phase du projet sur la sécurité contre les mines et les munitions non éclatées;
- les 22 premières normes internationales de l'action antimines (IMAS) ont été finalisées dans le cadre d'une collaboration entre l'UNMAS et le CIDHG;
- l'UNMAS continue de promouvoir l'interdiction des mines terrestres à l'aide d'ateliers, d'outils de promotion visuels et d'un cédérom qui renferme des renseignements détaillés.

Centres d'action antimines

Par l'entremise du PNUD, le Programme intégré de l'ACDI pour la Bosnie-Herzégovine a versé la somme de 570 000 dollars au titre du soutien institutionnel des centres d'action antimines. En 2001-2002, on a constaté une amélioration de l'aptitude générale à établir des priorités et à coordonner les travaux, à certifier les zones déminées et à définir les procédures régissant le contrôle de la qualité et la standardisation des opérations.

L'organisme UXO LAO, établi avec l'aide du PNUD en 1996, est chargé de l'enlèvement des munitions non éclatées et des activités d'information sur ces engins au Laos. Il emploie présentement 1 200 personnes (démineurs, personnel affecté aux relevés, personnel de sensibilisation communautaire et formateurs). Vu l'importance que revêtent les activités d'UXO LAO menées sur le terrain, le renforcement de ses capacités de coordination à l'échelle nationale est un volet important du programme financé par le PNUD. Les réalisations enregistrées en 2001-2002 comprennent l'élaboration et la mise en place de normes opérationnelles, la prestation de 21 cours de formation organisés à l'intention des techniciens de haut niveau en neutralisation des explosifs et munitions,

et de cours de perfectionnement destinés aux chefs d'équipe, au personnel affecté aux relevés, aux travailleurs paramédicaux et au personnel de soutien. Les Programmes multilatéraux de l'ACDI ont fourni 150 000 dollars pour appuyer le travail de cet organisme.

Aucune nouvelle contribution n'a été faite par l'ACDI pour appuyer les activités de coordination de l'UNMAS dans le Sud-Liban en 2001-2002, mais on peut néanmoins signaler des progrès importants :

- un accord formel a été conclu en octobre 2001 entre les Émirats arabes unis, l'ONU et le Liban en vue d'établir à Tyre un centre de coordination de l'action antimines pour le Sud-Liban;
- les normes techniques et les lignes directrices en matière de sécurité (TSG) ont été revues et soumises au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, et ont servi à aider l'Office national de déminage à développer des normes nationales, conformes aux normes internationales;
- le système IMSMA est devenu le principal système de gestion de l'information, facilitant la coordination et l'échange de données entre le gouvernement, les ONG et les organes de l'ONU qui s'occupent de déminage et de sensibilisation aux mines.

Grâce à une aide reçue du Programme intégré de l'ACDI pour le Mozambique (1,156 million de dollars en 2001-2002), l'Institut national de déminage (IND) a pu améliorer son aptitude à coordonner et générer les données. Par exemple, son site web fournit une information actualisée sur les zones qu'on soupçonne d'être minées et sur les travaux de déminage en cours. En outre, l'IND a, pour la première fois, rédigé lui-même – c'est-à-dire sans aide technique de l'extérieur – le rapport exigé en vertu de l'article 7 de la Convention d'Ottawa.

L'ACDI a versé 150 000 dollars au PNUD pour appuyer des activités antimines au Tchad. On peut signaler à cet égard le soutien fourni au Haut Commissariat national de déminage, l'organisme chargé de gérer ces activités, ainsi que l'achèvement d'une étude d'impact en juin 2001, le renforcement des ressources en déminage et la présentation d'un plan national d'action antimines. La troisième phase, présentement en cours, est le déploiement opérationnel des ressources dans les zones que le gouvernement tchadien considère comme des priorités nationales.

L'ACDI a fourni 90 600 dollars au PNUD pour la deuxième année d'un projet destiné à mettre au point un plan stratégique d'action antimines au Yémen. Ce projet fait suite à l'étude d'impact socio-économique de niveau un, achevée en 2000 avec l'appui du Canada, et vise à renforcer les capacités du Yémen en matière de sensibilisation aux mines, de marquage, de déminage et d'aide aux victimes dans les localités touchées. On a recensé plus de 592 localités exposées aux dangers des mines terrestres.

Études

En mai 2001, l'ACDI a versé la somme de 200 000 dollars au PNUD pour appuyer la création d'une base de données sur les mines en Angola. Des informations exactes, réunies grâce à des études de niveau un, deux et trois, aideront à fixer les priorités en vue du nettoyage de ce pays gravement infesté de mines.

Au 31 mars 2002, la société GeoSpatial International Inc, de Burlington, en Ontario, avait fait le relevé de la presque totalité des 13 910 villages du Cambodge. Les résultats de l'étude de niveau un montrent que 6 422 villages avaient un problème de contamination par les mines ou les munitions explosives non éclatées. Jusqu'à présent, 2 947 zones contaminées ont été marquées. Le FCMT appuie ces travaux par le truchement du Programme d'action antimines au service du développement de l'ACDI pour le Cambodge (1,926 million de dollars en 2001-2002).

Avec l'appui du Programme intégré de l'ACDI pour le Mozambique (1,156 million de dollars en 2001-2002), une étude d'impact effectuée dans ce pays en conformité avec les normes internationales a reçu la certification de l'UNMAS. Les données recueillies ont ensuite été intégrées dans la base de données IMSMA de l'Institut de déminage. L'étape suivante consiste à développer une base de données toponymiques qui sera établie à la DINAGECA (l'Institut de cartographie du Mozambique) et aidera à produire des cartes numérisées de qualité et des levés toponymiques précis de façon à faciliter le déminage à l'échelle du pays.

Avec l'aide du PNUD et le soutien financier de l'ACDI, une étude d'impact a été achevée au Tchad en juin 2001. Ses résultats servent à établir les priorités de l'action antimines dans ce pays.

Mission d'évaluation

Le MAECI a versé 29 300 dollars au Mines Action Group pour une mission d'évaluation de deux semaines en Mauritanie. Le MAG y a examiné et évalué les structures et les ressources en action antimines humanitaire à la lumière des menaces que font peser sur ce pays les mines et les munitions non éclatées. La mission a évalué la faisabilité d'une intervention du MAG ainsi que les ressources nécessaires pour développer les capacités de la Mauritanie en collaboration avec les autorités et les organismes concernés.

Information sur l'aide aux victimes

L'ACDI n'a pas eu à verser de contribution cette année à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé relativement au suivi des blessures causées par les mines en Afrique, mais les activités se sont poursuivies. Ce projet, qui s'étend sur trois ans, vise à améliorer l'aptitude des États à évaluer l'effet des blessures causées par les mines sur la santé en mettant sur pied ou en renforçant les systèmes de suivi ou des moyens appropriés de collecte de données. C'est ainsi qu'en 2001-2002,

- une initiative régionale de formation portant sur la violence et la surveillance des blessures a été organisée en Égypte à l'intention de professionnels de la santé de 11 pays africains;
- l'Éthiopie et le Mozambique ont cherché à mettre en place une stratégie nationale de prévention et de contrôle des blessures, y compris la surveillance des blessures;
- l'Ouganda, qui avait déjà un système de surveillance des blessures sous l'égide de son centre de traumatisme, a entrepris une évaluation afin d'accroître ses capacités sur le terrain.

La poursuite des efforts

La Convention d'Ottawa marque un nouveau départ dans la campagne en vue d'éliminer les mines antipersonnel. Il reste beaucoup à faire dans les années à venir pour déminer, détruire les stocks existants et venir en aide aux personnes qui ont survécu à l'explosion d'une mine.

« Soulignant le rôle de la conscience publique dans l'avancement des principes humanitaires comme en atteste l'appel à une interdiction totale des mines antipersonnel et reconnaissant les efforts déployés à cette fin par le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Campagne internationale contre les mines terrestres et de nombreuses autres organisations non gouvernementales du monde entier » – Preamble de la Convention d'Ottawa



La poursuite des efforts

Étant donné que l'on est en train de privilégier l'application des dispositions de la Convention d'Ottawa par rapport à l'interdiction pure et simple des mines antipersonnel, il demeure essentiel de s'assurer le soutien indéfectible du public. Le Canada appuie les efforts visant à promouvoir, sur le sol canadien et à l'étranger, le rôle de la Convention dans le cadre du processus d'élimination des mines terrestres.

La dévastation causée par les mines terrestres dans le monde et les mesures prises pour combattre ce fléau continuent d'intéresser et de mobiliser les Canadiens. Pour favoriser une prise de conscience au sein de la population et l'amener à participer davantage au processus d'éradication des mines, le MAECI mène à travers le Canada un programme axé sur la sensibilisation au problème des mines et la viabilité de l'action antimines, en collaboration avec diverses ONG.

Le Canada collabore avec des organisations nationales et locales pour promouvoir la viabilité de la lutte contre les mines et tout particulièrement pour mobiliser la jeunesse canadienne dans ce combat. Avec ses partenaires, Action Mines Canada et la Croix-Rouge canadienne, le MAECI a créé le Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines (PJAAM), qui permet à de jeunes diplômés universitaires de faire des stages dans des ONG canadiennes dans le but d'élaborer et de réaliser dans leurs propres régions des programmes de sensibilisation à la crise des mines terrestres. Le stage annuel comprend un voyage de familiarisation dans un pays infesté de mines. Le MAECI a versé 443 213 dollars à l'appui des activités du PJAAM durant la période d'examen.

En 2001-2002, sept jeunes ambassadeurs ont exercé leur activité à St. John's, Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Calgary et Vancouver. Des visites en Bosnie-Herzégovine ou au Cambodge en août 2001 ont permis à chacun d'eux de se renseigner sur le problème des mines et sur les programmes antimines. Parmi les organisations où ces jeunes ambassadeurs ont fait un stage, on peut citer la Croix-Rouge canadienne, Action Mines Canada, Oxfam Canada, UNICEF Canada et la Fondation des mines terrestres du Canada.

Le MAECI a fourni 7 014 dollars à la Croix-Rouge canadienne pour monter une exposition interactive sur les mines terrestres pendant la foire de Toronto (Canadian National Exhibition) à l'été de 2001. La présentation de l'exposition comprenait la participation de membres du PJAAM, qui ont expliqué à des milliers de visiteurs comment ils pouvaient s'impliquer dans le mouvement mondial en faveur de l'interdiction des mines.

Outre les programmes communautaires mis en place par les ONG, le Canada continue d'accorder son appui aux travaux de la Fondation des mines terrestres du Canada, et d'aider ainsi à assurer un financement durable de l'action antimines. Cette organisation caritative a été créée en 1999 pour se consacrer à la mobilisation des ressources du secteur privé dans le but d'assurer la viabilité de l'action antimines. Le MAECI a versé 385 000 dollars à la Fondation en 2001-2002, dont 250 000 dollars à l'appui d'une activité de collecte de fonds intitulée « la Soirée des mille banquets ». Considérée par beaucoup comme un nouveau moyen d'accroître les ressources consacrées à l'action antimines grâce à un partenariat entre le secteur privé et le secteur public, cette initiative a incité des personnes un peu partout dans le monde à organiser des dîners ou des activités à l'appui de l'action antimines le 30 novembre 2001 ou aux environs de cette date. Les fonds recueillis ont servi à soutenir le programme Adopt-A-Minefield de l'association américaine pour les Nations Unies (United Nations USA) en Bosnie, en Croatie, au Mozambique, au Cambodge, en Afghanistan et au Viêt-Nam.

L'ACDI a aussi versé 901 000 dollars pour soutenir les travaux de la Fondation au moyen de ressources extérieures au FCMT.

Un impact positif au Canada

DIALOGUE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DES JEUNES AMBASSADEURS

Depuis les débuts du PJAAM en 1998-1999, les exposés présentés par les jeunes ambassadeurs dans les écoles et dans leur milieu ont permis à des dizaines de milliers de jeunes Canadiens de prendre connaissance du problème des mines. Les commémorations qui soulignent l'anniversaire de la signature de la Convention d'Ottawa (le 3 décembre) et de son entrée en vigueur (le 1^{er} mars) constituent deux activités importantes du programme. Durant la Semaine canadienne de sensibilisation aux mines (qui, en 2002, a eu lieu du 25 février au 3 mars), les jeunes ambassadeurs ont travaillé de concert avec Action Mines Canada pour organiser une tournée pancanadienne de conférences à laquelle participaient des survivants et des militants de l'action antimines venus du Pérou, de la Colombie, du Pakistan, du Kosovo et du Cambodge.

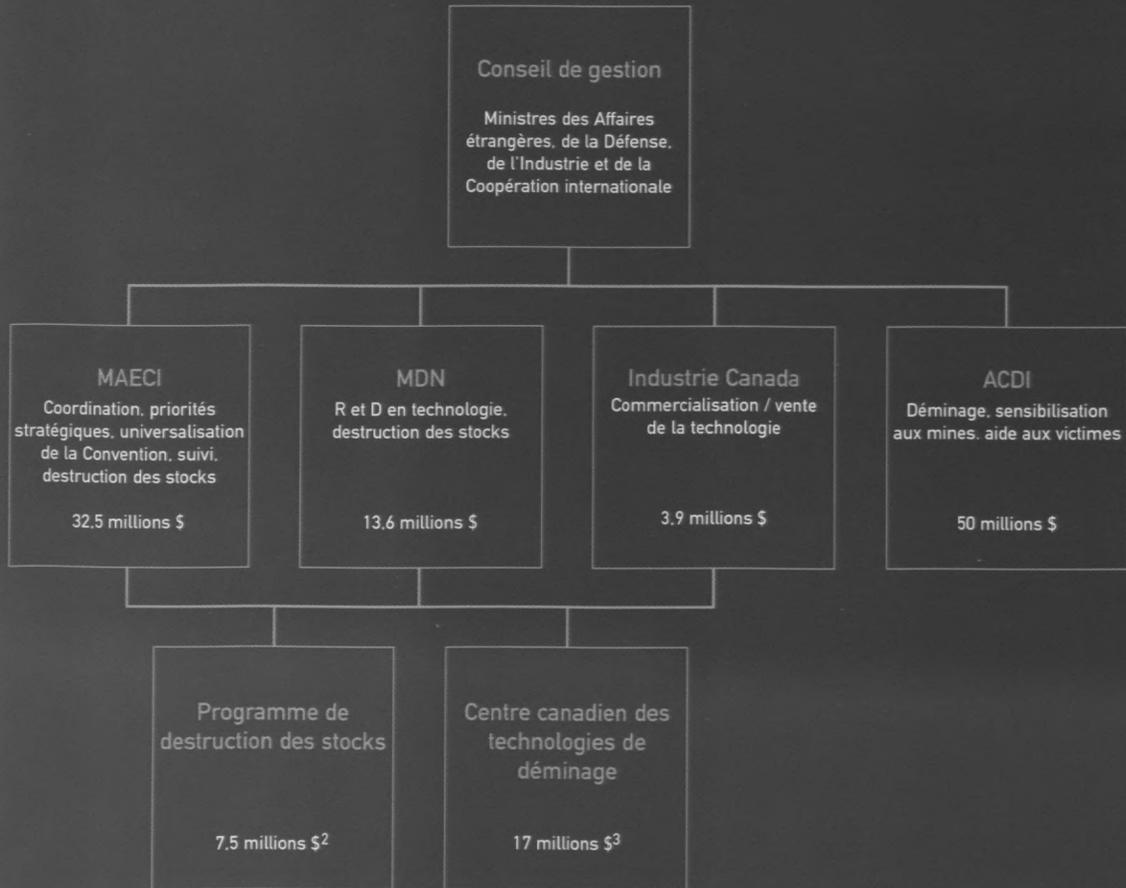
Photo : Mélanie Gagnon / PJAAM





Fonds canadien contre les mines terrestres

Budget : 100 millions de dollars¹



1 Les montants en dollars représentent le total des fonds affectés sur cinq ans.

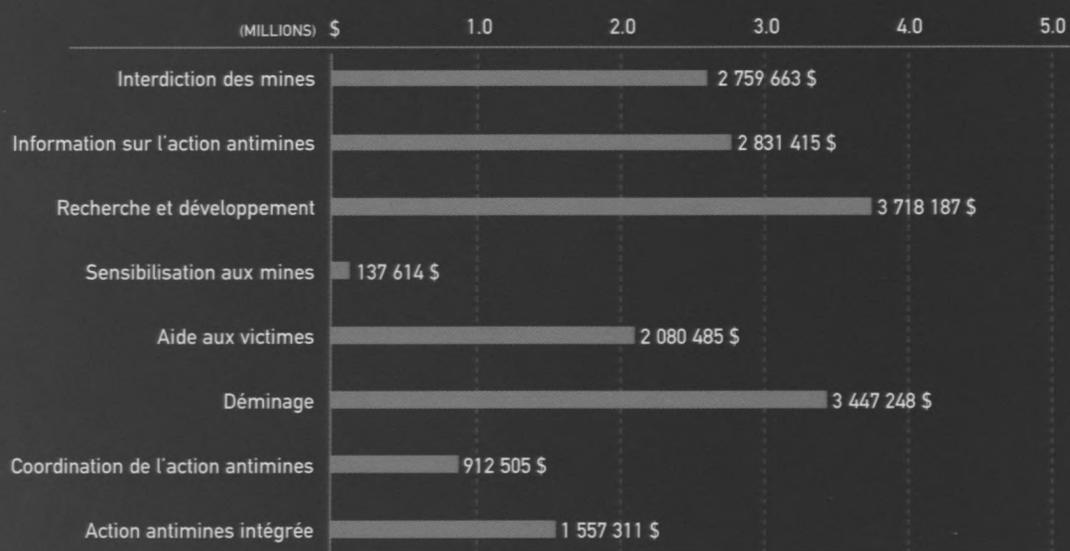
2 MAECI : 7 millions \$; MDN : 0,5 million \$.

3 MDN : 13,1 millions \$; Industrie Canada : 3,9 millions \$.

Tableaux des dépenses, 2001-2002

Dépenses des ministères selon le programme (dollars)	Dépenses consacrées à l'interdiction des mines (dollars) <small>Ce tableau présente le détail des dépenses engagées dans le cadre du Fonds canadien contre les mines terrestres au cours de l'exercice 2001-2002 pour appuyer l'universalisation de l'interdiction des mines et veiller à ce que les pays respectent leurs engagements et détruisent tous leurs stocks.</small>
MAECI Total des dépenses, 2001-2002 Partenariat pour l'action contre les mines 622 144 Initiatives d'interdiction des mines 2 448 472 Surveillance des mines 210 000 Recherches et élaboration de politiques sur l'action contre les mines 635 300 Communications et viabilité 1 091 134 Destruction des stocks 1 599 388 Service de soutien des politiques 1 018 450 Total partiel 7 624 888	A - Promotion et prévention Afrique 55 380 Amérique du Nord 125 302 B - Démarches en vue d'interdire les mines à l'échelle mondiale Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres 274 744 Action Mines Canada 347 400
ACDI Programme intégré - Mozambique 1 155 697 Programme intégré - Bosnie-Herzégovine 1 708 643 Mise en valeur de la créativité des Canadiens 1 265 217 Initiatives par pays - Asie 2 128 719 Programme intégré - Amériques 1 250 000 Programmes des institutions multilatérales 1 207 238 Fonds pour les programmes et les projets spéciaux 79 456 Service de soutien 300 000 Total partiel 9 094 970	C - Rencontres consacrées à la mise en application de la Convention et à son adoption universelle Afrique 57 573 Asie 20 710 Europe 50 299 D - Activités de suivi en vue d'assurer le respect de la Convention Observatoire des mines 2002 210 000
MDN Centre canadien des technologies de déminage 3 589 600 Total partiel 3 589 600	E - Destruction des stocks 1 618 255
Industrie Canada Centre canadien des technologies de déminage 83 000 Total partiel 83 000	Dépenses totales 2 759 663
Total 20 392 458	

Dépenses par secteur thématique, 2001-2002



Interdiction des mines : promotion de l'adoption universelle et de la mise en application concrète de l'interdiction complète des mines, y compris de leur destruction

Information sur l'action antimines : mise au point d'une information plus complète et de meilleure qualité sur le problème des mines dans le but de mieux cibler l'action antimines (missions d'évaluation, enquêtes, outils d'information, recherches pour la création de capacités et la mise au point de pratiques efficaces)

Recherche et développement : recherche scientifique et mise au point de produits ou procédés nouveaux ou améliorés contribuant à la solution des problèmes créés par les mines

Sensibilisation aux mines : programmes d'information et de formation visant à réduire les activités à risque élevé et, par là, le nombre de victimes des mines

Aide aux victimes : services aux victimes (services médicaux, prothèses et aides orthostatiques et autres, réadaptation physique, professionnelle, sociale et psychologique)

Déminage : ensemble des activités liées au déminage (relevés et marquage des champs de mines, formation, appui aux équipes canines de détection, matériel et combinaisons de protection, assurance de la qualité, etc.)

Coordination de l'action antimines : structures et organisations favorisant une approche cohérente en vue d'apporter des solutions aux problèmes créés par les mines

Action antimines intégrée : programmes incorporant plus d'une activité de base

Fonds affectés à l'action antimines selon le pays, 2001-2002



La carte indique les pays où le gouvernement du Canada a effectué des dépenses au cours de l'exercice 2001-2002, au titre de l'information sur l'action antimines et sur les mines elles-mêmes, du déminage, de l'aide aux victimes, de la destruction des stocks et des programmes intégrés.

AMÉRIQUE CENTRALE

Guatemala	
Honduras	2 156 766 \$
Nicaragua	

AMÉRIQUE DU SUD

Chili	4 500
Colombie	75 000

EUROPE

Albanie	198 575
Bélarus	76 465
Bosnie-Herzégovine	1 095 543
Chypre	828
Croatie	9 496

Moldavie	79 964
Pologne	40 803
Ukraine	532 657

AFRIQUE

Angola	200 000
Éthiopie et Érythrée	119 626
Mali	7 084
Mauritanie	29 300
Mozambique	1 652 308
Ouganda	182 454
Soudan	55 380
Tchad	150 000
Tunisie	50 489
RDC	43 100

ASIE

Afghanistan	602 424
Cambodge	2 181 579
Inde	25 000
Laos	354 000
Malaisie	62 384
Mongolie	47 991
Thaïlande	458 288

MOYEN-ORIENT

Jordanie	340 332
Liban	200 000
Yémen	95 758



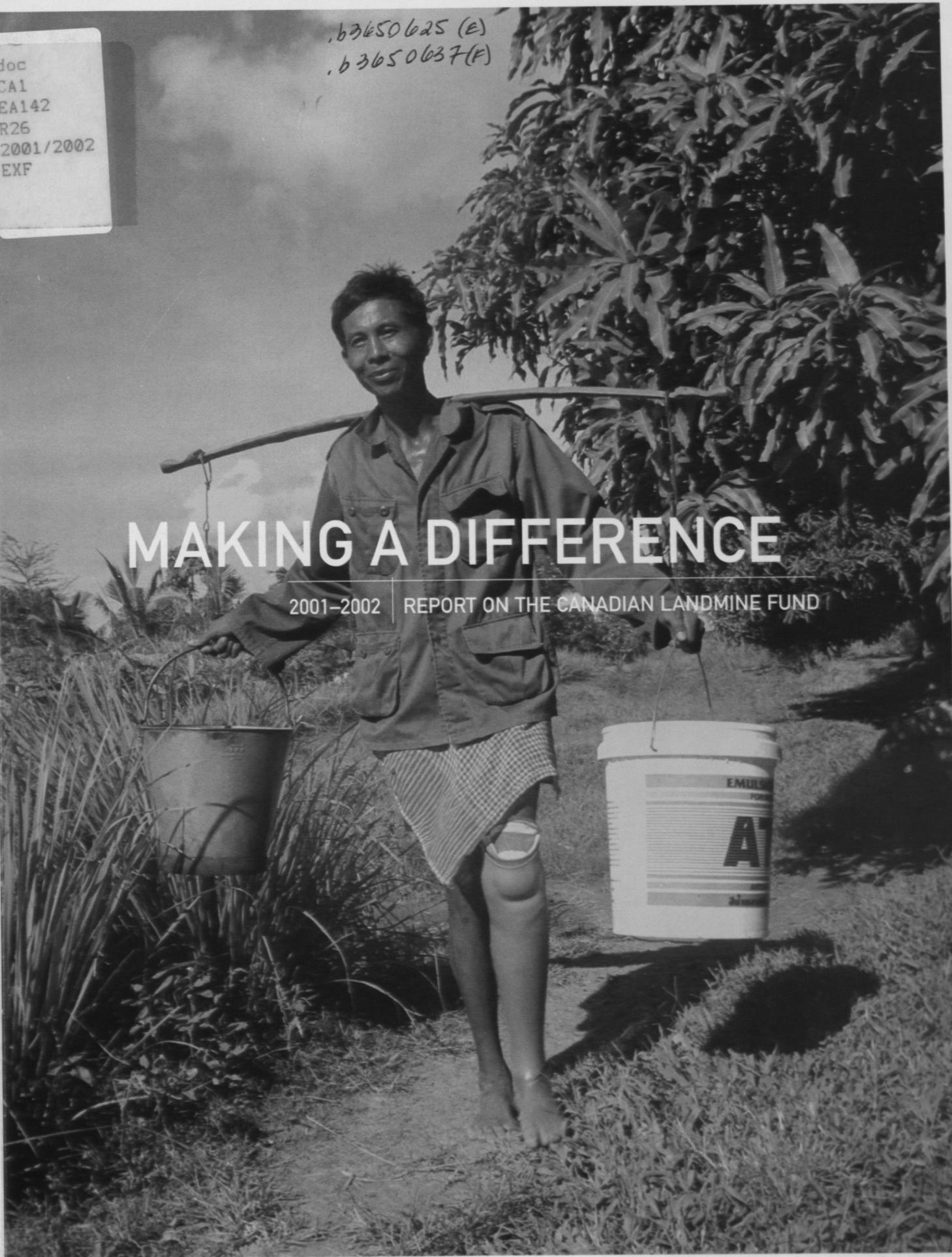


doc
CA1
EA142
R26
2001/2002
EXF

.b3650625 (E)
.b3650637 (F)

MAKING A DIFFERENCE

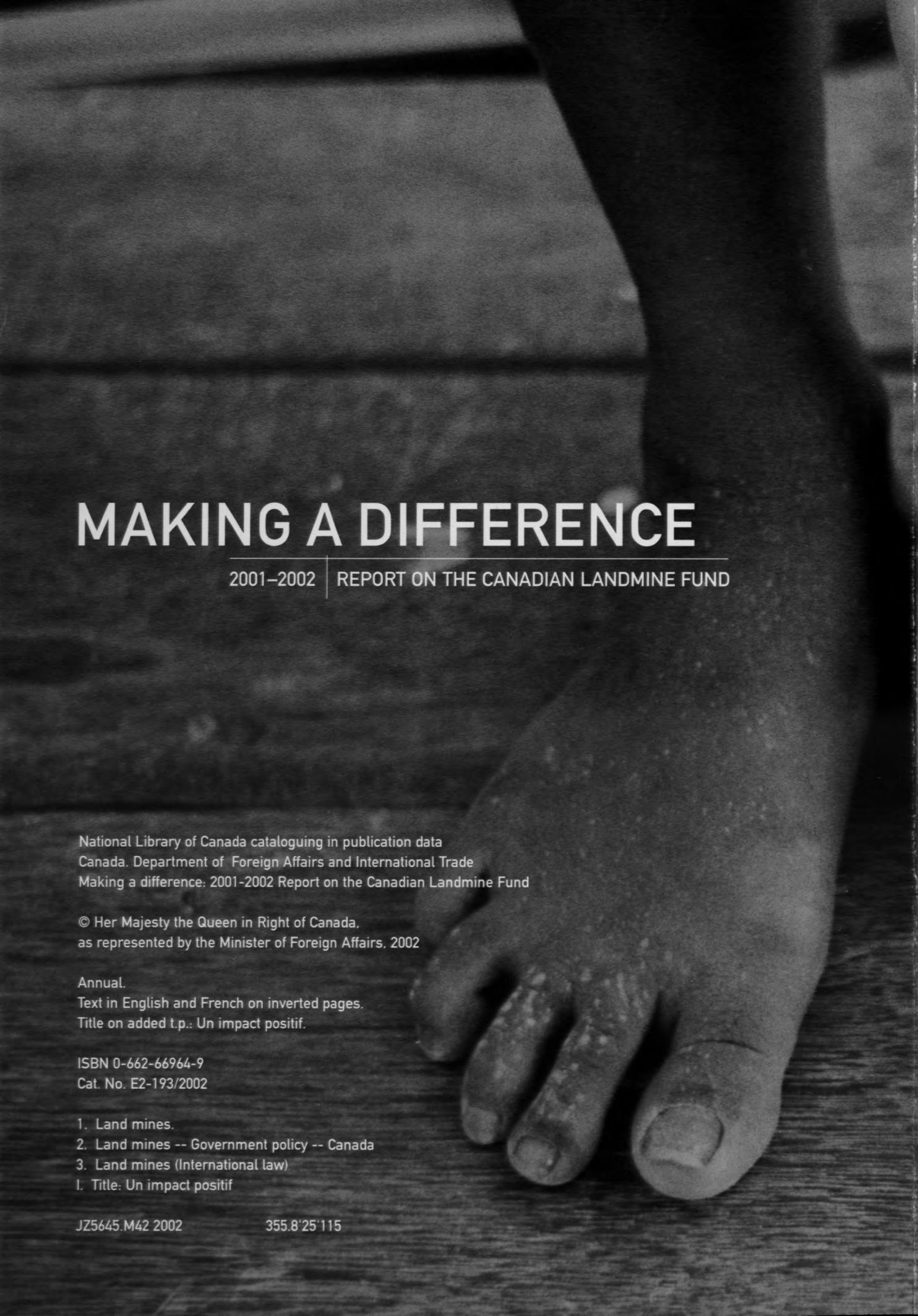
2001-2002 | REPORT ON THE CANADIAN LANDMINE FUND



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada



MAKING A DIFFERENCE

2001-2002 | REPORT ON THE CANADIAN LANDMINE FUND

National Library of Canada cataloguing in publication data
Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade
Making a difference: 2001-2002 Report on the Canadian Landmine Fund

© Her Majesty the Queen in Right of Canada,
as represented by the Minister of Foreign Affairs, 2002

Annual.

Text in English and French on inverted pages.

Title on added t.p.: Un impact positif.

ISBN 0-662-66964-9

Cat. No. E2-193/2002

1. Land mines.
 2. Land mines -- Government policy -- Canada
 3. Land mines (International law)
- I. Title: Un impact positif

JZ5645.M42 2002

355.8'25'115

Table of Contents

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

301 2 3 2003

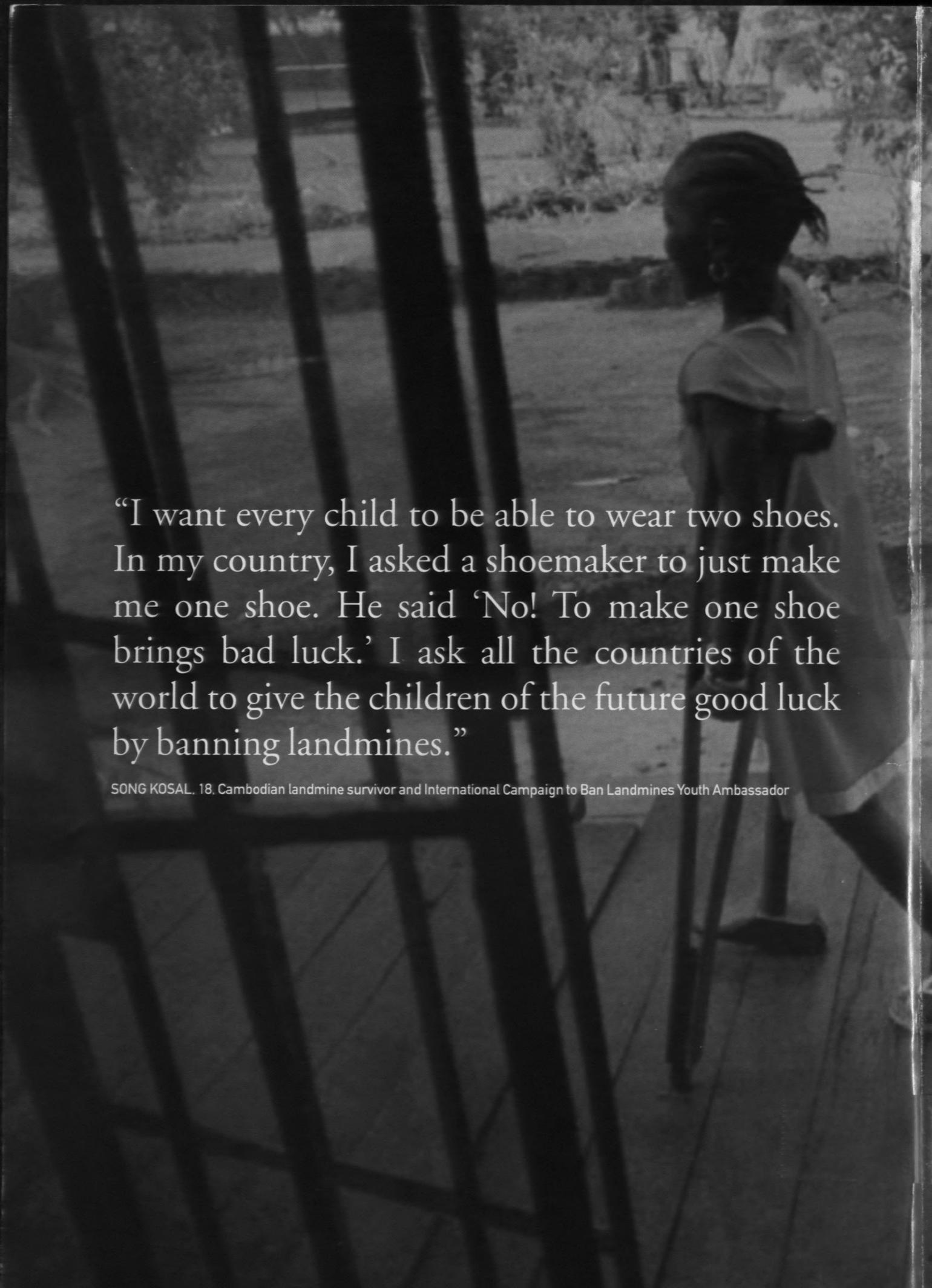
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Acronyms and abbreviations	3
Messages from Ministers	4
Introduction: Making a Difference	6
Ending the use, production, export and stockpiling of AP mines	10
Reducing mine casualties and delivering mine risk education	16
Clearing mined land	20
The Canadian Centre for Mine Action Technologies	26
Assisting landmine survivors and their communities	30
Improving mine action information and coordination	36
Sustaining the effort	40
Spending summaries	44
Canadian Landmine Fund	44
Departmental expenditures by program	45
Investments in banning landmines	45
Investments by thematic area of mine action	46
Mine action spending by country	47

Photo: Frazer Dryden

Cover Photo: Bruno L'hoste/ICRC





“I want every child to be able to wear two shoes. In my country, I asked a shoemaker to just make me one shoe. He said ‘No! To make one shoe brings bad luck.’ I ask all the countries of the world to give the children of the future good luck by banning landmines.”

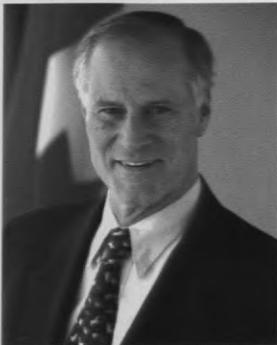
SONG KOSAL. 18. Cambodian landmine survivor and International Campaign to Ban Landmines Youth Ambassador

Acronyms and Abbreviations

AP mines	Anti-personnel mines	MAC	Mines Action Canada
ARF	ASEAN Regional Forum	MAE	Mechanical assistance equipment
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations	MAG	Mines Advisory Group
BHMAC	Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre	MAPA	Mine Action Program for Afghanistan
CAW	Canadian Auto Workers	MDD	Mine detection dog
CCMAT	Canadian Centre for Mine Action Technologies	MRE	Mine risk education
CIDA	Canadian International Development Agency	MRMs	Mechanical reproduction mines
CIDC	Canadian International Demining Corps	MUACC	Mine and UXO Action Centre Chile
CLF	Canadian Landmine Fund	NAMSA	NATO Maintenance and Supply Agency
COCAMO	Cooperation Canada-Mozambique	NATO	North Atlantic Treaty Organization
CPAR	Canadian Physicians for Aid and Relief	NGO	Non-governmental organization
CRC	Canadian Red Cross Society	OAS	Organization of American States
DFAIT	Department of Foreign Affairs and International Trade	OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
DND	Department of National Defence	PAHO	Pan American Health Organization
EAF	Entity Armed Forces	PPE	Personnel protective equipment
EOD	Explosive ordnance disposal	P&O	Prosthetic and orthotic
ERP	Emergency Response Plan for Mine Action	R&D	Research and development
GICHD	Geneva International Centre for Humanitarian Demining	T&E	Test and evaluation
HDE	Humanitarian demining ensemble	TPC	Technology Partnerships Canada
HI	Handicap International	TSGs	Technical Standards and Safety Guidelines
IC	Industry Canada	UN	United Nations
ICBL	International Campaign to Ban Landmines	UNDP	United Nations Development Programme
ICRC	International Committee of the Red Cross	UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
IIPDEP	Indian Institute for Peace, Disarmament and Environmental Protection	UNICEF	United Nations Children's Fund
ILX	DFAIT's Mine Action Team	UNMAS	United Nations Mine Action Services
IMAS	International Mine Action Standards	UNOPS	United Nations Office for Project Service
IMSMA	Information Management System for Mine Action	UXO	Unexploded ordnance
IND	National Demining Institute (Mozambique)	VRAU	Vocational Rehabilitation Agriculture Unit
ITEP	International Test and Evaluation Program	VREU	Vocational Rehabilitation Extension Unit
LIS	Landmine impact survey	VRTC	Vocational Rehabilitation Training Centre
LSN	Landmine Survivors Network	WHO	World Health Organization
		WVC	World Vision Canada
		YMAAP	Youth Mine Action Ambassador Program

Minister of Foreign Affairs

Anti-personnel landmines have a horrific impact, usually on innocent civilians. Canada's commitment to addressing this threat takes many forms: mine clearance, assisting landmine survivors, promoting mine risk education and destroying stockpiled landmines.



In all of these areas, our efforts are making a difference. Through the support provided by the Canadian Landmine Fund, we have made significant strides in improving the lives of people threatened by landmines in every region of the world.

The key to making a lasting difference in eradicating the misery caused by anti-personnel mines is in the international treaty banning their use, production, stockpiling and transfer: the Ottawa Convention. The most rapidly ratified disarmament treaty in history, the Convention is a testament to the fact that together we are able to address this major humanitarian challenge.

I am very proud of the global leadership that Canada is providing to support the full implementation of the Ottawa Convention. Our efforts are encouraged by the growing global support for the ban on landmines. The majority of states have

now accepted the obligations of the Ottawa Convention, including most mine-affected countries. Canada continues to encourage all states to ratify or accede to the Convention, and remains fully committed to working in close partnership with civil society to advance our joint aims.

The progress we have made to date in fulfilling the promise of the ban on anti-personnel mines lays the groundwork for solving the landmine problem. With more than 34 million stockpiled landmines destroyed, tens of millions of square metres of mined land cleared and returned to productive use, and increasing rehabilitation programs for landmine survivors, we are on the right track. Our efforts, and those of our partners, are having a measurable impact on people's lives. Looking ahead, Canada will continue to build upon our commitment to make the Ottawa Convention work, for the benefit of mine-affected communities and landmine survivors around the world.

BILL GRAHAM Minister of Foreign Affairs

Minister of Industry

Earlier this year, I launched Canada's Innovation Strategy. Innovation is about tapping into Canadian experience and expertise to develop new products, new processes, and new ways of doing things.



But it is much more than that. Innovation is about improving quality of life. With landmines a daily threat to thousands of civilians in war-ravaged countries, it is critical that we find new and better ways to detect and remove mines, restore land areas to productive use, and rehabilitate persons injured by mines.

Industry Canada is proud that the investments we are making into the research and development of new technologies are helping improve demining efforts. This year, I announced a Technology Partnerships Canada investment in General Dynamics Canada Ltd., which will undertake research in data fusion technology in order to enhance the probability of landmine target detection, and reduce false alarms. Technology

Partnerships Canada has also invested in the innovative work of ProMac Manufacturing Ltd. to develop a machine that will remove foliage as well as destroy antipersonnel landmines. These types of technologies are not only innovative and beneficial to Canada, but hold the potential to improve human security and safety the world over.

Innovation is about looking into the future. Canadian technologies will help to provide a better and safer future not only for Canada, but for many of the world's communities.

ALLAN ROCK Minister of Industry

Minister of National Defence

It is with great pride and pleasure that I sign the fourth annual report of the Canadian Landmines Fund. The Canadian Centre for Mine Action Technologies is an important part of the Government of Canada's ongoing contribution to eliminating landmines worldwide.



Over the last half decade, the Centre has provided high-quality technical support to the demining community, including developers of humanitarian demining technologies in Canada and around the world. It has completed a number of highly successful and innovative projects over this period, including a mechanical mine clearing device now in service with the

Thailand Mine Action Centre; an explosive mine neutralizer that is widely used by the demining community; humanitarian demining protective clothing; and a mechanical surrogate mine being used by Canada's international demining test and evaluation partners.

The Centre has also been very active in the area of victim assistance. The Niagara Foot, for example, a low-cost, high-performance, prosthetic foot designed to overcome the shortcomings

of current commercial products, is being tested in Thailand and shows great promise. A second trial is scheduled to take place in Vietnam in the near future.

As a founding member of the International Test and Evaluation Program, the Centre has been very active in developing universally accepted standards for the testing and evaluation of demining equipment before deployment in the field. A report showing the results of the technical evaluation of 29 commercial off-the-shelf metal detectors is now available on-line.

Canadians everywhere should be proud of the significant contribution made by the men and women of the Canadian Forces and the Department of National Defence to the global humanitarian landmine initiative. Demonstrating great dedication in a noble cause, they are making a difference in the lives of people around the world on a daily basis.

JOHN MCCALLUM Minister of National Defence

Minister for International Cooperation

Earlier this year, I travelled to Afghanistan, where I saw first-hand the devastation caused by anti-personnel landmines and their continuing impact on the recovery and development of that country. At the same time, I was witness to a remarkable mine action program implemented by Afghan organizations with the support of Canada and other donors.



The emergence of programs such as this—intensely practical, well run, and led by nationals—reminds us that all societies, even those devastated by conflict, have the capacity for creativity and initiative so necessary for sustainable development.

Looking back over the nearly five years of programming supported through the Canadian Landmine Fund, I see many examples of how Canada's support has helped build the capacity of organizations in mine-affected countries to plan programs, remove mines, assist those injured by landmine explosions, and raise awareness of mine risks. Canada

has led in delivering comprehensive landmine impact surveys that are helping national authorities plan and implement mine action programs in some of the most severely affected countries. We are providing support to build the capacity of many of these organizations and help them take charge of mine action programming. Our programs for victims of landmine accidents support their rehabilitation and reintegration into society.

Through these and many other initiatives, Canada is making a difference. I am proud of the contribution our country is making through the programs we support, the efforts of Canadian organizations, and the commitment of many talented Canadians—all working to help alleviate the impact of these terrible weapons on the lives of individuals and on communities.

SUSAN WHELAN Minister for International Cooperation

Introduction: Making A Difference

For millions of people around the world, the threat of landmines is a daily reality, as children walk to school, farmers tend their fields, and other innocent civilians face the risk that their next step may be their last.

"...Determined to put an end to the suffering and casualties caused by anti-personnel mines, that kill or maim hundreds of people every week, mostly innocent and defenceless civilians and especially children, obstruct economic development and reconstruction, inhibit the repatriation of refugees and internally displaced persons, and have other severe consequences for years after emplacement..." - Ottawa Convention: Preamble



Making a Difference

Canada's role in addressing the impact of landmine use has been well documented, from its key diplomatic role in fast-tracking the successful negotiation of the Ottawa Convention banning anti-personnel mines in 1996 and 1997, to its ongoing commitment and leadership in universalization of the Convention and in global mine action. Three years after the Ottawa Convention entered into force, the efforts of Canada in this field are making a difference to the lives of people living in mine-affected regions around the world.

The Impact of Anti-Personnel Mines

Anti-personnel (AP) mines are intended to be weapons of war and end up being weapons of intimidation for communities that have to endure the threat of their presence long after the conflict has ended. AP mines are designed to be exploded by the presence, proximity or contact of a person, and thereby kill or injure those within range of the blast. Such mines are indiscriminate—most of their victims are civilians and many are children.

AP mines are cheap to produce and became, particularly in the latter half of the 20th century, a convenient weapon for poorer countries with limited resources. AP mines are easy to deploy in significant numbers. They are planted, often at random, in or on the ground—e.g. on roads, in fields, in areas where local populations need to go in order to pursue their lives and livelihoods. In many mine-affected countries where basic needs like health care, educational opportunities and ways of making a living are often limited, the presence of AP mines adds a significant burden to individual and community development.

Many victims of AP mines are killed outright or die before receiving medical attention. Landmine survivors face a period of extensive rehabilitation and, in the long term, a lifetime of adjustment—to being limited by the loss of a limb, to being a financial burden on their families or, if prosthetic care is available, to using an artificial limb that requires regular maintenance and occasional replacement.

Any military utility that AP mines might have is far outweighed by their cost in human suffering and long-term negative impact upon civilians. The real or possible presence of mines hinders the safe and productive use of land, roads, schools, clinics, water sources and other infrastructure. In emergency situations caused by conflict or natural disasters, they pose a serious obstacle to the delivery of humanitarian aid, and to the safe return of refugees to their homelands or internally displaced people to their communities. Over the longer term, they hinder post-conflict rehabilitation and reconstruction efforts, and lessen the chance of communities attaining sustainable levels of development.

What Canada has done to lessen this impact

Canada recognized and acted on the problem

The problem caused by AP mines received international attention in the early 1990s by the non-governmental sector involved in development work and humanitarian assistance at the community level overseas. The legacy of landmines in many countries—a legacy of human suffering for the victims and their families, and of impediments to productive land use for whole communities—made it extremely difficult to engage in effective development efforts. Non-governmental organizations (NGOs) began focusing their attention on an achievable solution. In 1992, a coalition of NGOs from around the world, including many Canadian organizations, formed the International Campaign to Ban Landmines (ICBL), and launched a coordinated movement to ban AP mines, to clear mined land and to assist landmine victims.

The Government of Canada, building on its foreign policy agenda of promoting human security and alleviating global poverty, recognized the need for and the value of this concerted effort and, along with other states, joined the international movement for a global ban on landmines. Canada became a leading player in this state-civil society partnership, initiating in 1996 an unique form of fast-track diplomacy. Referred to as the "Ottawa Process", this culminated in the fall of 1997 with the successful negotiation and signing of the *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction*—known around the world as the Ottawa Convention.

Canada committed to a framework for action

The framework for addressing the global landmine problem is the Ottawa Convention. Canada has led by example in ensuring the successful adoption and implementation of this framework:

- Canada completed the destruction of its AP mine stockpiles one month before the Convention was signed in December 1997.
- Canada became the first country to ratify the Convention.
- Canada passed legislation making it a criminal offence for any

Canadian to produce, use, transfer or possess AP mines.

- Canada established the five-year, \$100 million Canadian Landmine Fund (CLF), which is designed to facilitate universalizing the ban and achieving the Convention's objectives.

The Canadian Landmine Fund

The Canadian Landmine Fund is governed by an innovative collaboration of four government departments—the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT), the Canadian International Development Agency (CIDA), the Department of National Defence (DND) and Industry Canada (IC).

DFAIT takes the lead on initiatives involving Convention universalization, international coordination and policy leadership, monitoring compliance, educational outreach to Canadians, and small-scale mine action initiatives designed to build and reinforce Convention support. A special unit within DFAIT, the Mine Action Team (ILX), was created to focus on the landmine issue and the Convention. DFAIT also leads in a program that helps other states to destroy their stockpiles.

CIDA leads in the funding of capacity building for mine clearance, mine awareness and victim assistance through Canadian and international NGOs, the private sector, multilateral organizations such as UN agencies, and national level partners. CIDA's Mine Action Unit contributes to humanitarian demining training, landmine impact surveys, mine risk education (MRE) programming, rehabilitation and economic reintegration support to landmine survivors, and post-demining development planning.

DND, jointly with IC, established the Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT). The Centre provides an essential focal point for the development of new demining technology in Canada, and for linking Canadian industry and the

demining community. CCMAT serves as an assessment agency to ensure that only the most effective and appropriate technologies are deployed to the field. DND also supports stockpile destruction and provides technical advisors to mine action centres in affected regions.

A Special Ambassador for Mine Action

To coordinate this effort and signal the priority it is given, Canada appointed a special ambassador to deal with all matters pertaining to Convention universalization and implementation. Jill Sinclair first held this position, followed by Daniel Livermore, who served as ambassador from 1999 to mid-2002. Ross Hynes is Canada's current Ambassador for Mine Action. Within DFAIT, ILX supports the work of the ambassador.

Making a Difference: A few words about this report

The information presented in the subsequent sections of this report focuses on funding and activities that have taken place between April 1, 2001 and March 31, 2002. However, due to the cumulative nature of mine action work, there will be some reference to results that have occurred beyond this 12-month period (e.g. the most up-to-date figures will be given on Convention ratification). The emphasis in this report is on how Canada's direct support and diplomatic efforts are making a difference in the fight to rid the world of the threat presented by AP mines.

Canada's continued leadership is important to realizing the Convention's objectives. Together with other states and civil society partners at home and abroad, Canada's efforts in mine action are helping communities around the world gain ground against the scourge of landmines.



The Ottawa Convention In Brief

The Ottawa Convention is unique in that it sets out both a comprehensive ban on a weapon that has been in common use for generations, and a set of steps that must be undertaken to address the human suffering it causes. A state that agrees to be bound by the Convention commits to:

- immediately ending the use, production and transfer of anti-personnel mines;
- destroying existing stockpiles of AP mines within four years of the entry-into-force of the Convention for that state;
- clearing mined land within 10 years;
- providing assistance for the care and rehabilitation of mine victims; and
- cooperating to ensure full compliance with the Convention.

In December 1997, 122 states signed the Convention in Ottawa. By March 1, 1999, the Convention had been ratified by 40 states, triggering its entry-into-force. Both steps—the negotiation process and the entry-into-force—were accomplished with unprecedented speed for an international treaty. As of November 2002, 130 states had ratified the Convention.

Photo: Till Mayer/ICRC

Ending the Use, Production, Export and Stockpiling of AP Mines

The Ottawa Convention, a complete ban on the production, use, stockpiling and transfer of anti-personnel landmines, has been signed and ratified at a faster rate than any other disarmament treaty in history.

"Each State Party undertakes never under any circumstances to use anti-personnel mines; to develop, produce, otherwise acquire, stockpile, retain or transfer to anyone, directly or indirectly, anti-personnel mines; to assist, encourage or induce, in any way, anyone to engage in any activity prohibited to a State Party under this Convention" - Ottawa Convention: Article 1.1



YOUNGBOYS
BY TROPIC

Ending the Use, Production, Export and Stockpiling of AP Mines

Progress toward universalization of the Convention continues at a steady pace. By November 2002, 130 states had formally joined the Convention. Some encouraging additions during the year included the severely mine-affected countries of Angola and Afghanistan.

Other noteworthy progress, as reported in the *Landmine Monitor 2002* (for the period May 2001 through July 2002):

- Six more countries have completed their stockpile destruction—Albania, Czech Republic, Ecuador, Peru, Sweden and Yemen—bringing the total number of countries to 33.
- While there are still 14 countries that have not formally declared a halt to production, there are indications that three of these—Egypt, South Korea and the United States—no longer produce AP mines. Overall, country producers have dropped from 55 to 14 as a result of the Convention.
- There is no evidence of AP mine imports or exports by states parties or signatories.

The Value in Partnership

Civil Society

Non-governmental organizations have played an essential role in addressing the problem of AP mines. International organizations, such as the International Committee of the Red Cross (ICRC), were among the first to draw international attention to the plight of mine-affected populations around the world. In 1992, many civil society groups came together to form an international NGO coalition, the ICBL, thereby launching a coordinated movement to ban AP mines, to clear mined land and to assist landmine victims.

States, including Canada, responded by joining this movement, which evolved into a state-civil society partnership focused on the successful negotiation of a global ban on AP mines. Since the signing of the Ottawa Convention, the ICBL has played an instrumental role in encouraging universalization of the Convention, and in supporting mine action programs in the field. Canada continues to promote civil society's participation in this process through this coalition.

DFAIT, through its Mine Action Partnership and Mine Monitoring Programs, provided \$484,744 in 2001-2002 to support the ICBL's ongoing work toward the universalization and implementation of the treaty. This includes \$210,000 for the research, production and distribution of the annual *Landmine Monitor*, which tracks and reports on individual nations' implementation of and compliance with the 1997 Convention. The *Landmine Monitor* involves a global network of non-governmental, independent researchers whose efforts produce a key monitoring tool on states' policies and practices with respect to AP mines.

The Canadian member of the ICBL is Mines Action Canada (MAC), a coalition of more than 40 Canadian NGOs that delivers domestic and international mine action education and outreach activities, and works to universalize the Convention and to increase Canadian capacity in humanitarian mine clearance and victim rehabilitation. MAC is a member of the ICBL Coordinating Committee and the international Core Group of the *Landmine Monitor*, and the Canadian-based Youth Mine Action Ambassador Program (YMAAP) Steering Committee. MAC also coordinates the Americas region input to the *Landmine Monitor*. DFAIT provided \$317,400 to support MAC's programming in 2001-2002.

Regional Conferences

Canada continues to use a strategy of regional/joint conferences as a catalyst for regional and country-specific partnerships around mine action:

- *Warsaw, Poland, June 14-15, 2001*: DFAIT provided \$40,803 for a seminar, cohosted by Poland and Canada, on the challenges facing Eastern European countries and the Baltic states in implementing the Ottawa Convention. Working sessions focused on

technical aspects, including legal obligations and reporting requirements of the Convention; military utility/ alternatives; and how to receive assistance in destroying stockpiles and clearing mined land. Invitees included Latvia, Lithuania, Estonia, Belarus, Ukraine, Russia, Finland, United Nations Mine Action Services (UNMAS), the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the European Commission.

- *Ulaan Baatar, Mongolia, June 27-28, 2001*: Cohosted by Mongolia and Canada, and coordinated by the *Landmine Monitor* research team in Mongolia, DFAIT contributed \$27,281 to an information-sharing meeting designed to demonstrate to the Mongolian government the value of joining the Ottawa Convention. Although there are no minefields in Mongolia, there are unexploded ordnance (UXO) contamination areas and an unspecified stockpile of mines purchased in the 1970s. Technical expertise to this meeting was provided by participants from Thailand, Japan, Bulgaria, Canada, the United Nations Development Programme (UNDP), the United Nations Children's Fund (UNICEF) and the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD). This meeting was assessed as a first step in the process of Mongolian accession to the Convention, and the Mongolian delegation indicated a willingness to support the humanitarian norm established by the Convention.

- *Kuala Lumpur, Malaysia, August 8-9, 2001*: Canada, in cooperation with the Government of Malaysia, co-hosted the two-day *Regional Seminar on Stockpile Destruction of Anti-Personnel Mines and other Munitions*. The meeting was significant in that it represented the first meeting aimed specifically at ASEAN Regional Forum (ARF) states. Notably, virtually all Asian members of the ARF attended the meeting, including non-signatories to the

Ottawa Convention, such as India, China, Vietnam and the Republic of Korea. The level of interest exhibited suggests the potential for including this type of meeting within the more formal structure of the ARF in future. DFAIT contributed \$58,570 to this initiative.

- *Tunis, Tunisia, January 15-16, 2002*: A North African regional seminar on the Ottawa Convention—organized by the governments of Tunisia and Canada, and funded by DFAIT [\$50,489]—brought together participants from Algeria, Libya, Mauritania, Morocco and Tunisia, as well as UN and international NGO representatives. The two main results of the meeting were the adoption of a final report outlining the elements necessary to significantly advance the Ottawa Convention and mine action programming in the region; and the establishment of a partnership between Canada and Tunisia for the promotion of the Convention in the Maghreb region and the Arab world in general.

The Reay Group

An important element of building support for the Convention has been to incorporate mine action into the work of regional and multilateral organizations. The Reay Group on Mine Action of the Stability Pact for Southeast Europe is an example of such coordinated efforts. Previously known as the Forum for Cooperation on Mine Action in Southeast Europe, the group was renamed in honour of the late Canadian Lieutenant General (Retired) Gordon Reay, who had been serving as Special Advisor to Canada's Ambassador for Mine Action and Chair of the forum at the time of his death.

Built on existing structures in an effort to avoid duplication, the Reay Group provides a strong regional framework that assists in identifying and filling gaps in activities taking place at a regional

An Update on Universalization

ACCESSIONS AND RATIFICATIONS SINCE APRIL 2001

Accessions: Afghanistan, Comoros, Congo Brazzaville, Democratic Republic of the Congo, Eritrea, Nigeria.

Ratifications: Algeria, Angola, Cameroon, Cape Verde, Chile, Gambia, Guinea-Bissau, Malta, Central African Republic, St. Vincent and the Grenadines, Sierra Leone, Suriname, Uruguay.

Many of these states are significantly mine affected. In joining the Convention, these states have formally signalled their intention to be bound by its obligations and principles, and their commitment to removing the scourge of AP mines from their countries.

Photo: Roland Sidler/ICRC



level. Since a number of organizations are already well established in operational mine clearance in southeastern Europe, the Stability Pact initiative does not focus on demining, but on other equally important aspects of mine action that can effectively promote regional peace and security (e.g. stockpile destruction, test, and evaluation, and training).

Funding from DFAIT in 2001-2002 in support of the Reay Group's objectives from resources outside of the CLF, included:

- \$120,000 to the Danube Commission to support the clearance of three bridges in Novi Sad, Yugoslavia;
- \$88,974 to the Canadian International Demining Corps (CIDC) for the purchase of Canadian-manufactured demining suits and related training for mine clearance in Macedonia; and
- \$100,000 to the UNDP for the provision of a chief technical advisor for the Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre (BHMIC).

Engaging countries that have not adopted the Convention

Canada actively encourages a dialogue with countries that have not yet ratified or acceded to the Convention for reasons of national security. Prominent members of the Canadian military, including former Chief of the Defence Staff, General (Retired) Maurice Baril, have given added authority to Canadian delegations and enabled interaction with high-level military personnel in other countries. This has proved invaluable in discussions that can cover a range of technical issues, including alternatives to AP mine use and revising current military strategies. Countries that have participated in this dialogue process include Finland, Morocco, Poland, Lithuania, Latvia and Estonia.

DFAIT contributed \$125,302 in 2001-2002 to continue supporting the work of Massachusetts-based Mine Action Scholar-in-Residence, Dr. Christopher Kirkey, which is intended to integrate mine action courses and lectures into the programs of U.S. post-secondary institutions. During the reporting period, Dr. Kirkey continued his lecture and discussion tour and faculty development workshops at universities and colleges across the United States; attended conferences, delivering papers on the Ottawa Convention and the elimination of landmines; and designed a Web site aimed at professors [<http://www.professorlandmine.com>], to assist in the development of a curriculum on the Ottawa Convention.

Destroying Stockpiles

Destruction of stockpiled mines is key to preventing the spread of mines, but is a technically complex task. Canada offers technical support to help signatories to the Ottawa Convention meet their obligations to destroy stockpiled mines.

DFAIT contributed \$152,430 to the NATO Maintenance and Supply Agency (NAMSA) for continuing the destruction of stockpiles in Albania. Canada was the lead country in this eight-year project, which began in the previous fiscal year. The project was completed in April 2002, without incident and under budget, a full two years ahead of Albania's stockpile destruction deadline.

Building on last year's planning phase, NAMSA was given \$375,396 by DFAIT as part of Canada's commitment to assist

Ukraine with its first destruction project. Canada is the lead country for this initiative, in partnership with the Netherlands, Poland and Hungary. Destruction of 400,000 PMN-type AP mines is projected by early 2003. Canada is also working with Ukraine, the UNDP and interested donors in developing a project to destroy Ukraine's remaining 5.9 million PFM-type mines.

DFAIT provided \$79,964 to NAMSA for Moldova AP mine disposal. The mines are being destroyed in conjunction with the destruction of other types of munitions and rocket fuel. The destruction of these mines will allow Moldova to meet its obligations as a state party to the Convention.

GICHD was provided with \$5,287 by DFAIT to send a technical expert to Yemen in September 2001 to assess the technological feasibility and determine the methodology required for the destruction of the remaining AP mine stockpiles in that country. Subsequently, DFAIT provided \$33,600 to Yemen to complete the destruction of its stockpiles.

GICHD also received a further \$14,349 from DFAIT for a stockpile destruction site assessment mission in Ukraine.

DFAIT contributed \$476,048 in 2001-2002 for the Managua Challenge Fund to accelerate stockpile destruction in the Americas region prior to the Third Meeting of States Parties in Nicaragua. The fund was administered by the Organization of American States (OAS). The financial and technical assistance provided by Canada enhanced the ability of Peru, Ecuador and Honduras to meet the challenge and destroy their entire stockpiles before the September 2001 meeting. Nicaragua completed the destruction of its stockpiles—133,435 in total—in August 2002.

Ensuring the Effective Operation of the Ottawa Convention

Third Meeting of States Parties, Managua, September 2001

The Third Meeting of States Parties in Nicaragua in September 2001 provided a special opportunity to focus on mine action in the Americas region. The "Managua Challenge" was issued in the fall of 2000 to encourage all states parties and signatories who had not yet destroyed their stockpiles or finished their ratification process to complete both before the Nicaragua meeting. Canada provided both financial and technical support to help meet the goals of the Managua Challenge.

The Managua Challenge proved an effective inducement. In terms of Convention ratification, of the six signatory countries in the Americas that had not ratified when the challenge was launched: Uruguay ratified in June 2001; St. Vincent and the Grenadines in August 2001; Chile in September 2001; and Suriname in May 2002. Guyana and Haiti have begun their ratification process.

Timely completion of the annual transparency reports to comply with the Ottawa Convention's Article 7 was another component of the Managua Challenge. To help clarify this requirement, in May 2001, Canada hosted a special session in Washington on preparing these reports for OAS member states.

DFAIT also contributed \$15,000 in 2001-2002 to the Government of Nicaragua to support the hosting of the Meeting of States Parties in Managua.

As part of its commitment to the intersessional work program that supports these annual gatherings, Canada acted as the Co-Chair (with Honduras) of the Standing Committee on Victim Assistance and Socio-Economic Reintegration in a term completed at the end of the Fourth Meeting of States Parties in September 2002.

Support for other Convention processes

DFAIT continued its financial support for work that facilitates and increases participation at the Meetings of States Parties and Ottawa Convention Standing Committees. This included:

- \$75,000 to the Delegate Sponsorship Program, administered by GICHD, to support state representatives—particularly from mine-affected and less-developed states parties—requiring financial assistance to attend meetings related to the Convention; and

- \$50,000 to the Voluntary Trust Fund, established by GICHD, for the Implementation Support Unit, which was initiated after the Convention's third annual meeting in September 2001.



Making a Difference in the Americas

THE MANAGUA CHALLENGE PROMOTES STOCKPILE DESTRUCTION Canada was active in the Managua Challenge, working closely with the OAS and other nations to support the efforts of countries in the Americas region to destroy their stockpiles before the Third Meeting of States Parties in September 2001. Canada's financial contribution of \$692,177 over a two-year period helped Peru, Ecuador, Honduras and Nicaragua in their destruction of AP mines. To illustrate, in 2001: Peru destroyed 322,892; Ecuador, 260,302; Nicaragua, 50,000; and Honduras, 9,000. With support from other nations, Chile and Brazil also responded to the challenge, destroying 106,000 and 13,649 mines respectively.

Photo: John Rodsted

Reducing Mine Casualties and Delivering Mine Risk Education

The first step in avoiding a landmine incident is knowing where not to step. Educating people about the risk of mines and about how to avoid danger saves lives.

"Each State Party in a position to do so shall provide assistance for...mine awareness programs." - Ottawa Convention: Article 6.3



Reducing Mine Casualties and Delivering Mine Risk Education

Canada supports mine risk education programs that help people living in affected areas change dangerous behaviour leading to mine accidents. These programs engage people in learning about the dangers of mines, using educational techniques appropriate to culture, age, literacy levels and other factors. Mine risk education programs also help people identify where mines are laid, aiding mine clearance efforts.

Mine risk education (MRE) programs are considered an integral part of mine action work, since the key to reducing casualties within civilian populations is creating awareness of the risks of mines and promoting behaviour modification, so that people can safely go about their daily lives.

Mine risk education programs are participatory. Affected populations receive education on the threat of mines and on how to avoid danger, and local communities share specific information with demining authorities on the extent of mine and UXO contamination in their area. In this way, community needs and priorities are known, and activities such as surveys, marking and fencing are made easier. Developed in the mid-1990s by some mine action NGOs, MRE is now becoming part of UN standards and policy. Two trends were noted in 2001 and the first half of 2002: more standardization of MRE; and increased integration of MRE with other humanitarian mine action initiatives.

Providing assistance for mine awareness programming is an obligation for states parties under Article 6 of the Convention. Canada continues to do its part by supporting the programs of NGOs, international and multilateral organizations in this area.

Afghanistan

In 2001-2002, CIDA contributed \$4.4 million—\$400,000 from the CLF—to the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), to support the Mine Action Program for Afghanistan (MAPA). MAPA is part of an interagency emergency humanitarian assistance plan whose immediate goals are the prevention of mine/UXO victims, and clearing roads and essential urban areas to allow humanitarian activities to resume.

MAPA has been working closely with United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) repatriation programs in both Pakistan and Iran, disseminating MRE materials in refugee camps, voluntary repatriation centres, at border crossing points and UNHCR centres in Afghanistan, Pakistan and Iran. All returning refugees receive MRE training. As well, MAPA's Mine Action Centre for Afghanistan has been working toward integrating MRE in the regular school curriculum by briefing Ministry of Education officials, heads of schools and provincial education representatives.

Cambodia

World Vision Canada (WVC) received \$185,000 from CIDA as part of a two-year mine awareness program, targeting "at risk" populations—i.e. primary school-aged children, women and ex-combatants—in villages in Battambang province. WVC's component is part of an integrated mine action response for clearance, community development and victim assistance, involving the Government of Cambodia, World Vision Cambodia and international NGOs like the Mines Advisory Group (MAG).

This year, World Vision Cambodia's mine action team delivered mine awareness training to 116 resettlement populations, 2,599 children and 1,858 women, as well as 501 mine safety training sessions to vulnerable groups in three target districts. As well, the team identified 18 minefields for clearance and for community development purposes, plus 32 mines, 30 fuses and 107 UXOs, which were reported to partner agency MAG for later destruction. A total of 743 families benefited from risk reduction activities, which included the construction of latrines and bridges that allow safe access to water and sanitation. A recent and major achievement of this project has been the facilitation of temporary land titles for 185 families who had resettled on mine fields because they had no other choice. These families are now owners of mine-cleared land that they can begin to develop.

Colombia

UNICEF is working in Colombia, with the support of DFAIT [\$75,000], on phase two of a project educating the population concerning the dangers of AP mines. Civilian populations are considered at high risk of mine-related injuries due to the ongoing civil war. With the cooperation of the Colombian government, UNICEF has been able to reach the majority of mine-affected communities. This year, the work focused specifically on MRE for affected communities, as well as on continuing support to the Scouts of Colombia's general awareness-raising program.

Democratic Republic of Congo (DRC)

Handicap International (HI) Belgium received \$43,100 from DFAIT in 2001-2002 for demining work in the city of Kisangani in the DRC. Part of an integrated mine/UXO clearance and MRE

program, 88 mine awareness sessions were organized, reaching more than 26,000 people. From February 2001 to February 2002, no new mine-related injuries were reported in Kisangani.

India

DFAIT contributed \$20,000 to the Indian Institute for Peace, Disarmament and Environmental Protection (IIPDEP) to hold eight seminars (with a photo exhibition) in northeast India. This initiative was intended to educate people regarding the identification and impact of landmines, and to create links between NGOs, landmine survivors and relevant government departments for mine action.

IIPDEP also received \$5,000 from DFAIT for 3,000 posters printed in Hindi, Kashmiri and Ladakhi. These posters illustrated common examples of AP mines found in India's frontier region, with appropriate instructions for action, such as "Inform your village chief." They were distributed in the northern and northeast states, including Jammu and Kashmir, Rajasthan and Punjab.

Laos

UXO LAO, the national agency responsible for unexploded ordnance clearance and education in Lao PDR, implements its mine awareness work through field-based teams. In 2001-2002, roving clearance teams conducted 2,107 village visits and community awareness teams visited 753 villages. CIDA provided \$150,000 to support the work of this agency through the UXO LAO - UNDP Trust Fund.

Namibia

CIDA disbursed \$85,940 to the Canadian Red Cross Society (CRCS) in support of a mine awareness and victim assistance project in Mozambique and Namibia. In Namibia, a new mine awareness program was initiated in January in Kavango province on the Angola/Namibia border. Fifteen volunteers received ICRC mine awareness training, with three of these chosen to receive community needs assessment training. A needs assessment was subsequently carried out in four villages, and the collected information was used to develop a mine awareness program for the region.

Sudan

The Sudan Campaign to Ban Landmines (SCBL) received \$55,380 from DFAIT to implement its mine awareness raising strategy. SCBL's idea is to focus civil society efforts on encouraging the Government of Sudan to ratify the Ottawa Convention, while raising awareness about AP mines among the general public through the schools, media and community outreach efforts. Results in 2001-2002 included: producing a 15-minute video on the social, economic and health impacts of landmines in Sudan; broadcasting six landmine radio messages; and conducting three training workshops for the 10 SCBL Advisory Council members.



Making a Difference in Africa and the Americas

CANADA PROVIDES MINE RISK EDUCATION MATERIALS TO PROMOTE MINE AWARENESS
DFAIT has created thousands of MRE materials for the Americas and Africa. The most important resource has been the "DANGER/Keep Out" signs, produced in local languages in keeping with international standards regarding size, message and materials used. For the Americas, DFAIT has also produced notebooks, rulers, bags and pencils for school campaigns. MRE is often a component of integrated programs including clearance and landmine survivor assistance. For example, a portion of the funds contributed to the OAS for mine clearance work in Nicaragua, Honduras, Guatemala, Peru and Ecuador goes to MRE.

Photo: Giovanni Diffidenti

Clearing Mined Land

Inch by inch, deminers scan the ground to ensure that every single landmine is detected and safely cleared. Every day, more schoolyards, farmland, roads and other valued areas are being reclaimed for productive use.

"Each State Party undertakes to destroy or ensure the destruction of all anti-personnel mines in mined areas under its jurisdiction or control, as soon as possible but not later than 10 years after the entry into force of this Convention for that State Party." - Ottawa Convention: Article 5.1



Clearing Mined Land

Clearing mined land and returning it to safe and productive use are fundamental to addressing the humanitarian needs of people living in the vicinity of minefields. Community-oriented, impact-based models of mine clearance are supported by Canada in efforts to build the capacity of local partners to clear priority land.

The Ottawa Convention set a goal of 10 years for states to complete clearance of AP mines in their countries. This is still considered an ambitious but realistic objective, particularly as the technical expertise of national (i.e. local) deminers improves. Canada is investing significantly in building the capacity of national deminers and demining authorities in mine-affected countries.

Of the 90 countries affected by mines or UXO, and 11 mine-affected areas (i.e. not internationally recognized states), 74 countries and 10 areas reported some kind of mine clearance activity in 2001 and the first half of 2002, according to the ICBL. A significant benchmark was achieved during the year when it was announced that as of December 15, 2001, all known minefields and cluster bomb sites in Kosovo had been cleared.

Afghanistan

As previously noted, in 2001-2002 CIDA contributed \$4.4 million—\$400,000 from the CLF—to the OCHA to support MAPA's efforts to prevent mine/UXO victims and to clear roads and urban areas. Some positive results reported during the period for the southern region include:

- a return to close to 100% of pre-September clearance capacity;
- an increase from one to five manual teams, and the addition of four specially trained dogs, thereby expanding the Mine Clearance Planning Agency's capacity for survey tasks;
- an increase from one to 11 operational teams of the Demining Agency for Afghanistan, the main provider of manual clearance teams in the South; and
- the establishment of four Kandahar-based mine dog groups by the Mine Dog Centre.

In addition, the DFAIT Ban Initiatives Program provided \$300,000 to Med-Eng Systems for the purchase of helmets and visors to equip deminers in Afghanistan.

Belarus

DFAIT provided the CIDC with \$76,465 to purchase 20 Minelab F1A4CMAC mine detectors, which the Belarus Ministry of Defence will use to build their capacity to respond to explosive ordnance disposal (EOD) threats, and to clear mines and UXO. Project activities also included training supervisory personnel.

Bosnia and Herzegovina

As part of the CIDA Integrated Country Program for Bosnia and Herzegovina, \$100,000 went to Norwegian Peoples' Aid to support a 29-member manual mine clearance team in Sarajevo Canton. Results included clearance of 73,450m² of land, access to 34 family houses, and areas for electrical installation. The cleared lands have since returned to productive agricultural use.

CIDA also provided \$155,000 in support of Entity Armed Forces (EAF) deminers' insurance costs, permitting the deployment of 420 deminers. This represents 60% of national (i.e. local) deminers, and 38% of the demining forces operating in Bosnia and Herzegovina. EAF demining teams cleared 911,140m² in 2001— a 35% increase in productivity since 1999. The improvement in clearance rates by EAF deminers is due in large part to the use of "integrated" mine clearance methods.

For more than four years, CIDA has supported a national mine detection dog training centre in Bosnia. During this period, the skills and experience of the Bosnian personnel attached to this centre—managerial, technical and administrative—have developed to the point whereby the need for in-country participation by international experts has been reduced from six to eight individuals to one.

Mine detection dog (MDD) teams can clear mines up to 12 times faster than manual deminers. In 2001-2002, \$100,000 was disbursed to support the training and deployment of MDD teams, and to develop indigenous mine clearance capacity. During the reporting period, 17 MDD teams were accredited.

CIDA contributed \$422,000 to HI in support of mine clearance operations in northwest Bosnia by local NGO Akcija Protiv Mina (APM). This NGO has developed into an effective humanitarian mine clearance organization with an impressive safety record and strong roots in the community. APM successfully completed all tasks assigned by the BHMAL, clearing a total of 110,000m², including villages, roads, agricultural land, 22 houses, power lines and water supply systems. APM's work enabled refugees to return to the Una Sana Canton and Mostar areas in 2001.

Cambodia

DFAIT contributed \$70,678 to Mines Advisory Group – Cambodia to purchase the Canadian-developed FIXOR explosive to support its mine disposal activities. MAG mine clearance teams receive full training in the use of this explosive before deploying to target sites around the country.

Democratic Republic of Congo

HI Belgium received \$43,100 from DFAIT for demining work in the city of Kisangani and the surrounding area. Part of the strategy employed by this program is identifying priority zones for demining. During 2001-2002, for example, Mutumbi school was demined and made safe for use by the local population.

Guatemala

The OAS received \$83,000 from DFAIT for mine clearance in Guatemala, coordinated by the OAS Assistance Program for Demining in Central America. During Module VIII (a six-month period ending September 2001), operations were completed in all eight municipalities in Quiché Department. This effort included a mine risk education campaign in 165 separate communities. In September 2001, an extensive preventive education campaign and detailed impact survey were initiated in the Department of

San Marcos—designated by the National Demining Plan as the next highest priority area in the country. By March 2002, 132 villages in this department had been surveyed and provided with risk awareness materials. In conjunction with these activities, 29 UXO were located and destroyed. According to Guatemalan authorities, this program is expected to reach a successful conclusion by 2005.

Honduras

DFAIT provided \$332,718 to the OAS for Phase II of demining operations in Honduras. Honduras was the first country in the Americas to complete its stockpile destruction, and aimed to become the first mine-free nation in the region by 2001. During 2001-2002, the final phase of mine clearance was taking place in the Department of Choluteca, where the Honduras military authorities estimated that fewer than 1,000 mines remained. Results through May 2001 included 2,242 mines or UXO destroyed, 53,062 metallic objects detected, and 371,619m² of land cleared. Equipment problems caused some setbacks during the year, but the program still achieved a 98% completion rate. Mine clearance work is now expected to be finished in Honduras by December 2002.

Horn of Africa

DFAIT contributed \$69,626 [through DND] to provide explosives to the HALO Trust—an NGO based in Scotland that undertakes humanitarian mine action work in Africa and Asia—to continue its demining work along the Eritrea/Ethiopia border.

Jordan

Support was once again provided by DFAIT [\$165,024] to the Royal Corps of Engineers for its mine clearance work in the Jordan Valley. The 2001-2002 contribution was for the procurement of ambulances, needed in case of injuries incurred during demining operations.



Making a Difference in Cambodia

VILLAGE MINE CLEARANCE WORK FIRST STEP TO RENEWING PRODUCTIVITY

Over a four-month period in early 2002, a MAG mine clearance team made the villages of O Deurm Chek and Svay Chrom in Battambang province safer for productive activity, benefiting 133 families (582 people) directly and 268 families (1,256 people) indirectly. The next step, involving World Vision, will be to redig the canal/water gate. Then the villagers, who will take part in a food-for-work program, will build a road. Better (and secure) access to their farms and enough water for crop cultivation will substantially improve these villagers' lives.

Photo: Tim Page/ICRC

Laos

UXO LAO cleared 874 hectares of land and destroyed 82,024 UXO, in 2001-2002, thereby increasing the amount of land available for agriculture and development purposes. As previously noted, CIDA provided \$150,000 to support the work of this agency through the UXO LAO – UNDP Trust Fund.

Mozambique

An NGO partnership involving the Canadian Auto Workers (CAW) Social Justice Fund, Cooperation Canada-Mozambique (COCAMO) and HI received \$410,000 from CIDA in 2001-2002 as part of a five-year program to reduce landmine accidents, and return cleared lands and infrastructure to productive community use. The approach focuses on supporting provincial-level capacity for mine clearance, mine awareness and post-clearance community development. Phase I has been working in Inhambane and Nampula provinces, while Phase II will continue with a focus on Inhambane province.

Project activities in Phase II involve proximity demining (i.e. clearing mined areas near key economic and public facilities in and around communities). Statistics collected by the local partner, Inhambane Province Mine Clearance Program (IMCP), from November 2001 to February 2002 indicated successful clearance around 11 sites, including schools, commercial centres,

water sources, a health centre and a cattle treatment tank. The IMCP combines manual, canine and mechanical methods in its demining work.

Nicaragua

CIDA disbursed \$500,000 in 2001-2002 to the OAS as part of a multiyear commitment to support mine clearance in Nicaragua. Canada and Norway have been funding a demining support program for the Front IV region (the district of Nuevo Segovia in northern Nicaragua on the border with Honduras). This district contains prime agricultural areas, and mine removal will help the local population regain safe access to productive lands. Canadian financing covers operational expenses in the field, including protective clothing, food for the soldiers, vehicle maintenance and insurance.

Thailand

Through the CIDC, DFAIT provided \$399,288 for the purchase of the Canadian-developed PRO MAC Brush-Deminer 48 (BDM48) for use by the Thailand Mine Action Centre in its demining operations. A further \$59,000 was contributed to provide training for equipment operators in Thailand and to develop monitoring procedures for the BDM48.

Making a Difference in Bosnia and Herzegovina

CREATING THE IDEAL DEMINERS' TOOLBOX

Support to mine/UXO clearance operations in Bosnia and Herzegovina has been enhanced by the addition of mine detector dogs. This addition completes the acquisition of the required elements for the ideal deminers' toolbox (i.e. manual deminers, MDD teams and mechanical systems). The use of all three tools—known as integrated demining—contributes to reaching levels of maximum efficiency and optimal cost effectiveness in demining operations.



Photo: John Rodsted

Photo: John Rodsted



Innovative and sustainable approaches to clearing landmines are making a difference in the minefield. Research and development is improving mine action technologies to help clear more mines, faster, and providing tools that will improve the lives of landmine survivors.

“Each State Party undertakes to facilitate and shall have the right to participate in the fullest possible exchange of equipment, material and scientific and technological information concerning the implementation of this Convention.” - Ottawa Convention: Article 6.2



The Canadian Centre for Mine Action Technologies

Jointly established in 1998 by DND and IC, the Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT) works with Canadian industry to develop and deliver technology to the minefield that meets the needs of the deminer.

The basic characteristics of a CCMAT-supported technology are that they can or will be low cost; proven in the field; and sustainable. Spending in fiscal year 2001-2002 from the CLF for CCMAT's operations totalled approximately \$3.6 million.

How CCMAT makes a difference

CCMAT has contributed to a successful collaboration of research and industry through:

- working visits to mine-affected countries that provide expert advice and identify the technology needs of the deminer;
- research and development (R&D) that creates solutions to technical problems and provides guidance to Canadian industry;
- development of state-of-the-art test methods that generate reliable, reproducible and statistically significant results;
- rigorous test and evaluation (T&E) at CCMAT, which allows industry to refine and improve equipment design, and to screen out items of equipment that do not perform; and
- field trials in mine-affected countries that serve to improve equipment design and demonstrate the new technology to users and potential donor organizations (i.e. those who may provide funds for purchasing equipment).

Technologies that meet the needs of the user

The following technologies, delivered to the minefield with help from CCMAT, have made a difference because they make the demining process safer and more efficient, and—in at least two instances—are significantly cheaper than existing products.

The PRO MAC Brush-Deminer 48 (BDM48)

After preliminary T&E at CCMAT using mechanical reproduction mines (MRMs), the BDM48—developed by PRO MAC Manufacturing of Duncan, British Columbia—underwent field trials in Thailand using MRMs and live mines. In Thailand, the machine demonstrated exceptional ability as a device for clearing vegetation and tripwires to make the ground available for manual clearance. It was very effective in heavy bamboo and extremely wet conditions, which is normally a problem for brush cutters with less power. The trials at CCMAT and in Thailand also demonstrated an added safety feature, in that the BDM48 can be used to destroy mines *in situ*.

The results of this fieldwork were reviewed by an Assessment Committee, which recommended that the equipment remain in Thailand. This recommendation was accomplished through funding support from DFAIT [\$399,288]. The BDM48 has successfully completed its post-deployment phase and is now an integral part of demining operations in Thailand.

Testing protection for the deminer

In collaboration with the U.S. and Australia, CCMAT has developed a state-of-the-art methodology for studying the effects of mine blast on the human body. This test methodology was used to exhaustively evaluate the Humanitarian Demining Ensemble (HDE) and foot protection system (the "Spider Boot"), manufactured by Med-Eng Systems of Ottawa, Ontario. The HDE is a lightweight suit that provides flexibility and balanced protection against anti-personnel blast mines. The modular design enables deminers to configure the ensemble quickly and easily to their particular requirements. This equipment is now in the marketplace and available to the deminer.

The Niagara Foot™

Developed by Niagara Prosthetics and Orthotics of St. Catharines, Ontario, this improved prosthetic foot overcomes the shortcomings of current commercial designs, such as poor performance on rough ground. Susceptibility to fatigue failure is reduced by the use of advanced engineering materials, and the cost is greatly decreased by modern manufacturing methods. Fatigue testing was carried out by Queen's University of Kingston, Ontario. CCMAT, the Thailand Mine Action Centre and Queen's University are currently collaborating on a clinical trial in Thailand. Mine victims are assessing the Niagara Foot and a mail-in campaign is being used to collect their comments. Thus far, the response has been very positive. A second clinical trial in Vietnam is planned, and development work by the manufacturer will incorporate improvements suggested by this field data.

Helping Canadian industry bring their products to market

Within CCMAT, Industry Canada has been helping to commercialize technologies and innovations for humanitarian demining and victim assistance. Through the involvement of IC's Technology Partnerships Canada (TPC), Canadian companies

with promising technologies that wished to contribute to the mine action effort could obtain assistance to bring their products to market. The PRO MAC BDM48 is one such example.

IC and DFAIT jointly undertook a marketing study to ascertain the commercial market for demining technologies. The study concluded that the market for humanitarian demining equipment and technology was not a traditional one, and that the lack of a normal commercial market severely limited the role IC and TPC, in particular, could play in the demining area. Since no new initiatives were being undertaken with TPC funding during 2001-2002, it was decided that IC's continued involvement in the CLF would be in an advisory capacity. The remaining funds earmarked for IC for CLF initiatives were reallocated to the other departments in support of their demining efforts (e.g. the DFAIT money used to allow the BDM48 to remain in Thailand).

For its part, CCMAT has tried to overcome the difficulties that arise in trying to introduce new and improved equipment into mine clearance activities around the world by helping Canadian companies identify the needs of the user, and, through rigorous test and evaluation, produce a product that meets these needs and is acceptable to the user. In June 2001, CCMAT—with funding support from DFAIT's Mine Ban Initiatives Program [\$41,287]—organized a two-day information exchange workshop in Vancouver for the developers and users of demining technology. Field trials and technology demonstrations organized by CCMAT in mine-affected countries have proven to be particularly effective ways of bringing successful technology to the attention of both the user and potential donor. In competing for international business, Canadian companies consider the published results of trials at CCMAT to be an important marketing tool.

International collaboration for test and evaluation

When CCMAT was established in 1998, there were no generally agreed methods for T&E of demining equipment. In the interim, CCMAT has collaborated with the U.S. and Australia to develop state-of-the-art test protocols for evaluating mechanical assistance

equipment (MAE), personnel protective equipment (PPE) and metal detectors. In trials at CCMAT and elsewhere, these protocols have generated reliable, reproducible and statistically significant results. Canadian work in this area is also contributing to the development of internationally agreed test protocols under the International Test and Evaluation Program (ITEP). ITEP members are now conducting workshops for the development of universally accepted test protocols for MAE and metal detectors, and in future will conduct the same for PPE.

Providing practical help to the deminer

With a comprehensive program of R&D and T&E, CCMAT is well placed to help the deminer in practical ways. For example, commercial off-the-shelf metal detectors are evaluated to provide the demining community with impartial advice on new developments. In 2002, trials were carried out at CCMAT in support of a United Nations purchase of metal detectors for Afghanistan. In the same year, CCMAT personnel visited Colombia to help the local demining community set up trials to select the metal detector best suited for their particular operating conditions. The role of the CCMAT team was to advise on test methodology and the interpretation of data, drawing on their long experience with test and evaluation of metal detectors.

Visits to mine-affected countries have also given CCMAT a large amount of data on soil conditions and on how these affect the performance of metal detectors and other types of mine detection equipment. This information will be contributed to a proposed world soil database, which will help deminers choose the detector that best suits their operating conditions.

This kind of practical help is available through personal contact with staff and in reports published on the CCMAT Web site [www.ccmat.gc.ca]. It is a contribution to mine action that makes a difference, and is one that CCMAT intends to continue and expand. New strategies for closer interaction with the deminers are being considered to achieve this goal.

Making a Difference to landmine survivors in Thailand

THE NIAGARA FOOT™ Feedback from the Thailand clinical trials of this Canadian-developed prosthetic foot indicate "dramatic improvements" in "ease of use, minimization of muscular effort and improvement to the opposite leg" (from Mid-term Report of Queen's University). Comments gathered from recipients after six months of use were positive regarding stability and comfort, and about how quickly they adjusted to the foot.

Making a Difference to demining operations around the world

FIXOR™. Cheaper to buy and safer to ship and store than conventional explosives, the binary explosive FIXOR—developed by MREL Specialty Explosive Products Limited of Kingston, Ontario, and tested by CCMAT—is now widely accepted by the demining community. FIXOR is currently being used by demining organizations in Armenia, Cambodia, Congo, Eritrea, Ethiopia, Mozambique, Nicaragua, Rwanda, Somalia, Thailand and Zimbabwe.



Photo: CCMAT

Assisting Landmine Survivors and their Communities

Landmines have indiscriminately shattered the lives and limbs of hundreds of thousands of people in mine-affected communities around the world. As support for the Ottawa Convention grows worldwide, the number of people injured by mines continues to decrease and more and more landmine survivors are receiving care.

“Each State Party in a position to do so shall provide assistance for the care and rehabilitation, and social and economic reintegration, of mine victims and for mine awareness programs.”

— Ottawa Convention, Article 6.3



Assisting Landmine Survivors and their Communities

Victim assistance programs encompass the immediate and long-term needs of landmine victims, from initial emergency treatment to social and economic rehabilitation. Canada's contributions to these programs help landmine survivors rebuild their lives and communities.

Although the number of annual landmine casualties has been significantly reduced from the mid-1990s estimate of 26,000 to the current estimate of 15,000-20,000, it is important to keep in mind the cumulative number of people requiring long-term assistance due to their injuries. The ICBL reports that 121 countries—almost two thirds of the countries in the world—are faced with the need to provide care to resident landmine survivors. Further, statistics indicate that at least 234,000 landmine survivors worldwide require continuous physical and/or psychological follow-up and support.

Canada remains active internationally within the Convention in the area of survivor assistance, serving in two key capacities on the Standing Committee on Victim Assistance and Socio-Economic Reintegration—first as co-rapporteur from September 2000 to 2001, then as co-chair from September 2001 to 2002. As the co-chair, Canada hosted a workshop in October 2001, bringing together key participants (i.e. both states representatives and technical experts) to identify the unique ways in which the Standing Committee could assist in implementing the Convention's collective obligation to landmine survivors. Giving a voice to landmine survivors' concerns and suggestions was a key priority for committee co-chairs, Canada and Honduras, during 2001-2002.

Canada also provides financial support to organizations supplying the full range of assistance required by those who have fallen victim to landmines, including: surgery and hospital care; orthopaedics; peer counselling initiatives; vocational training, community-based rehabilitation; upgrading care facilities; building medical expertise; and improving coordination of assistance and assistance-related information systems.

Afghanistan

As part of a three-year contribution to Guardians Institute of Orthopaedics in Kandahar, the CIDA Afghanistan Country Program provided \$202,000 for orthopaedic, physiotherapy and

prosthetic services for landmine victims and other disabled people in six southwestern provinces of Afghanistan. Results in 2001-2002 included: 5,598 physiotherapy sessions; 1,930 gait training sessions; 93 above-knee prostheses produced and 219 repaired; and 278 below-knee prostheses produced and 429 repaired.

Americas Region

DFAIT provided \$221,260 to a new initiative by the Landmine Survivors Network (LSN) designed to support "survivor advocates" in mine-affected countries. Operating under the auspices of the ICBL Working Group on Victim Assistance, the Raising the Voices program was launched in May 2001 at the Convention intersessional meetings in Geneva. Eight landmine survivors from Nicaragua, El Salvador, Colombia, Ecuador and Chile attended these meetings, as part of the first cycle of training, which focused on Central and South America. The 2002 cycle will involve participants from sub-Saharan Africa.

Cycle one trainees learned about the processes of the Ottawa Convention and the international human rights framework, and designed projects to implement in their home countries. For example, Raising the Voices participants and LSN trainers helped sponsor a train-the-trainer workshop to educate 30 additional survivors in Colombia on human rights for people with disabilities. These projects, initiated after the training, were then presented at the Third Meeting of State Parties in Nicaragua in September 2001.

Bosnia and Herzegovina

Through the CIDA Country Program, \$173,000 was disbursed to support the national expansion of the Peer Counselling Program (implemented originally by Queen's University), which provides peer support groups to assist landmine victims and people with disabilities. The project includes a small business/entrepreneurship training component to encourage job creation, revenue generation and reintegration of landmine survivors into society.

In a separate project, CIDA contributed \$300,000 to the International Children's Institute for its Support to the Children Victims of Landmines project in Bosnia, which is designed to develop best practice tools for improving the physical and psychological care of children in Sarajevo Canton who have undergone major medical interventions. The focus is on developing children's storybooks and guidebooks on techniques for health-care professionals and parents, to facilitate the building of coping skills among children and allow them to successfully reintegrate into schools and communities.

Cambodia

The 10-year World Vision Vocational Rehabilitation of the Disabled (Landmine Survivors) project, operating in five provinces in Cambodia, assists the reintegration of the disabled population in society through promoting economic self-sufficiency. The Vocational Rehabilitation Training Centre (VRTC) and Vocational Rehabilitation Extension Unit (VREU) offer a range of services to support business or employable skills development (i.e. technical training, job placement, provision of tools, business loans). The Vocational Rehabilitation Agriculture Unit (VRAU) supports community-based agriculture training and loans for those disabled who cannot attend the VRTC. The latter is a particularly important option for disabled women. Results for 2001-2002 included:

- 143 students (i.e. two cycles graduated) received training—including upgrades—in radio, TV and motorcycle repair;
- market surveys and interviews with the disabled in three provinces, 20 districts, 113 communes and 231 villages to assess appropriate marketable skills and candidates for training; and
- 792 disabled or vulnerable families received loans (i.e. chickens, ducks, pigs or cash).

Central America

In 2001-2002, \$750,000 was disbursed by CIDA Multilateral to the five-year Pan American Health Organization (PAHO) program to assist landmine survivors in Nicaragua, Honduras and El Salvador. The joint Canada-Mexico-PAHO program is working to promote economic reintegration of survivors, integration of community-based rehabilitation in primary health-care services, improved prosthetic and orthotic (P&O) services, and the development of health and disability information systems. Technical assistance from Canada is provided by the Queen's University International Centre for Community-Based Rehabilitation.

Professional upgrading and capacity building is an important component of this program. For example: Honduras has established training agreements with several NGOs (e.g. the Rehabilitation Foundation of Disabled Persons) to help people with disabilities develop professional skills; Mexico has provided



Making a Difference in Cambodia

HELPING LANDMINE SURVIVORS TO REINTEGRATE INTO THE WORK FORCE

As part of CIDA Bilateral's Landmine Development Program for Cambodia, Oxfam-Quebec supports skills development in traditional and non-traditional occupations for women and men at the Pursat Vocational Training Centre. During 2001-2002, 277 landmine victims graduated from training programs.

Photo: Darren Whiteside/ICRC

training in occupational rehabilitation and patient evaluation for 15 professionals from the three Central American countries; and 30 health-care professionals have been trained to improve the quality of continuing education in P&O. As well, through the project, workshops have been delivered in the three countries to build awareness and skills in community-based rehabilitation methodologies.

Chile

As an extension of the Raising the Voices program, DFAIT contributed \$4,500 for the Mine and UXO Action Centre Chile (MUACC) to create a Web site for survivors to access for information about the Convention and the global campaign, and about resources and services available to enhance their rehabilitation and reintegration (including peer support linkages). The project includes plans for a database of mine victims in Chile.

Jordan

The LSN in Jordan received \$39,420 from DFAIT to strengthen its peer support network. The 10-member staff are all from Jordan, and over half are themselves landmine survivors or people

who have suffered the loss of a limb. LSN-Jordan is active in the mine-affected regions of Amman, Zarqa, Maferq, Irbid and Ramtha.

Laos

The National Rehabilitation Centre in Vientiane, the Governor's Office in Xieng Khouang province, Garneau International and physical rehabilitation professionals from the Collège François-Xavier-Garneau (Quebec City) are working jointly to assist victims of UXO in Lao PDR. Garneau International received \$204,000 to support this three-year, community-based rehabilitation program to improve the physical, social and economic conditions of UXO survivors.

Working with families and communities, this program is investing in improving local government institutional capacity to identify and monitor victims' situations; to improve the quality of physical rehabilitation care; and to improve the delivery of services. Results this year included 274 victims' names entered and maintained in a database system, and 22 government officials trained in village-level baseline survey techniques. Workshops were also offered on delivering community-based rehabilitation, and rehabilitation specific to the needs of disabled people with paralysis.

Making a Difference in Mozambique

SUPPORT FOR DISABLED PEOPLE'S INCOME-GENERATING INITIATIVES

Large numbers of disabled people are a legacy of countries that have been heavily mined. As part of a five-year, joint NGO integrated mine clearance and community development program in Mozambique—undertaken by CAW, COCAMO and HI, and supported by CIDA—proposals were received from seven self-help organizations of the disabled in Nampula province to promote income-generating, cooperative micro-businesses. In total, 353 members of these organizations have benefited from business skills training, organizational development support and a revolving loan fund.



Photo: Susan Kennedy/LENSMEN

Mozambique

CIDA contributed \$85,940 to the CRCS in support of a mine awareness and victim assistance project in Mozambique and Namibia. In Mozambique, after incurring delays due to the 2000 floods, the Mozambique Red Cross began its program, delivering victim assistance training to 117 volunteers from three provinces. An initial 137 beneficiaries were then identified for assessment and treatment. These treatments included the provision of new prosthetics, the repair of walking sticks and physiotherapy.

Uganda

Canadian Physicians for Aid and Relief (CPAR) is the lead agency in a two-year project to improve the quality of life of landmine-affected communities in northern Uganda (Gulu, Kasese, Kitgum and Pader districts), by increasing local mine awareness and providing support to landmine survivors and their families. This integrated program, launched in November 2001, involves awareness promotion; community-based psychological and social support; sustainable livelihood opportunities; improved access to sanitation facilities; and strengthening local health-care services. CIDA provided \$180,000 to this NGO project in 2001-2002. In spite of

ongoing conflict and insecurity in the region, CPAR-Uganda was able to welcome the Honourable Lloyd Axworthy, a prominent international advocate for the banning of landmines, for a four-day visit to Gulu in February 2002.

International Committee of the Red Cross

CIDA provided a grant of \$217,000 to the ICRC Mine Action Appeal 1998-2003, which operates in more than 30 countries. Donor support helps to cover the cost of preventive action (MRE) and victim assistance (evacuation, surgical, medical and hospital assistance, and physical rehabilitation) in communities most affected by landmines. Countries include both state and non-state parties to the Convention. For 2001-2002, ICRC reported that training and seminars were given by surgical teams in 12 countries, focusing on the treatment of mine/UXO injuries; and 23 first aid posts in 11 countries and 134 hospitals in 22 countries treated 18,189 war wounded, including 1,500 injured by mines/UXO.



Making a Difference in Jordan

PEER SUPPORT NETWORK HELPS LANDMINE SURVIVORS

With the support of DFAIT, LSN-Jordan is demonstrating the value of using a peer support network to help landmine survivors and their families to cope. Results in 2001-2002 indicated that LSN-Jordan:

- is providing continuous peer support and care to more than 540 landmine survivors and amputees, including 200 new survivors;
- is meeting local needs by providing more than 400 links between survivors and service providers;
- has extended activities to Zarqa and Maferq regions;
- has provided more than 120 survivors with direct assistance; and
- has distributed educational materials to more than 200 survivors and their families.

LSN-Jordan also provides training in disability rights advocacy, small business development and mine awareness, and promotes sports teams and competition for people with disabilities.

Photo: S.Eitel/Landmine Survivor Network

Improving Mine Action Information and Coordination

Understanding the landmine problem, using surveys and other information-gathering tools, is essential to taking effective steps to address the impact of mines. The Ottawa Convention supports the efforts of countries to work together in mine action.

“Each State Party shall make every effort to identify all areas under its jurisdiction or control in which anti-personnel mines are known or suspected to be emplaced and shall ensure as soon as possible that all anti-personnel mines in mined areas under its jurisdiction or control are perimeter-marked, monitored and protected by fencing or other means, to ensure the effective exclusion of civilians, until all anti-personnel mines contained therein have been destroyed.” - Ottawa Convention: Article 5.2

PELIGRO
minas



NO PASE

Improving Mine Action Information and Coordination

Effective humanitarian mine action requires coordination at all levels. UN entities and Convention structures like the intersessional meetings work at the international level. Over the past decade, increased coordination has taken place at the national levels.

The creation and development of national mine action centres, for example, is seen as a key tool for sustaining commitment and involvement in the landmine issue, and is an area in which Canada has made a noteworthy contribution. Significant national government action to promote greater mine action coordination was evident in Bosnia and Herzegovina during 2001-2002—a country that Canada has been actively supporting through bilateral programming. The Demining Law, which passed in February 2002, mandated centralization of responsibility for mine action with the BHMAL—i.e. bringing an end to competition for areas of responsibility between the BHMAL and local mine action centres.

UNDP's Resident Representative in Bosnia and Herzegovina cited Canada's long-standing support as key to the successful evolution of this country's mine action work. This was considered instrumental both in leveraging contributions from other donors, and in bringing the demining institutions to the point whereby UNDP has a plan in place to transfer control and funding support for the BHMAL and the Demining Commission to the Bosnian government.

Efficient mine clearance also requires coordination and provision of accurate information about mined areas and about priority areas within communities for mine clearance. The *Landmine Monitor Report 2002* noted survey or assessment activity in 34 countries in 2001 and the first half of 2002. Landmine impact surveys (LISs), completed with help from Canada since 2000, include the heavily mined countries of Cambodia, Chad, Mozambique and Yemen.

Global Coordination

Core funding is provided by CIDA Multilateral (\$2.35 million over five years) to facilitate the role of UNMAS as the focal point for overall UN coordination of mine action activities. UNMAS results for the reporting period include:

- An overall UN Mine Action strategy and the sectoral policy on information management was submitted to the General Assembly and noted with appreciation.
- In 2001, UNMAS technical missions were deployed to eight countries.
- E-MINE—Electronic Mine Information Network—was launched by UNMAS in September 2001.
- Information Management System for Mine Action (IMSMA) field modules—a database providing up-to-date information for field managers on mined areas, clearance sites and reported casualties—were operational in 22 countries.
- UNMAS is coordinating the development of an Emergency Response Plan for Mine Action (ERP), a Mine Action Programming Handbook and the expansion of the Landmine and UXO Safety Project.
- Under a collaborative arrangement between UNMAS and the GICHD, the first 22 International Mine Action Standards (IMASs) were finalized.
- UNMAS is continuing to promote the ban of landmines through workshops, visual advocacy tools and now a comprehensive CD-ROM.

Mine Action Centres

Through the CIDA Integrated Country Program for Bosnia and Herzegovina, \$570,000 was disbursed via the UNDP for institutional support to mine action centres. During the reporting period, improvements were noted in the overall capacity to prioritize and coordinate work, in the certification of cleared lands, and in the definition of quality control and standard operating procedures.

CIDA contributed \$150,000 to the UNDP in support of mine action work in Chad. Activities to date include supporting the Haut Commissariat National de Déminage (HCND), the national mine action management structure; completion of an

LIS in June 2001; strengthening clearance capacity; and the submission of a National Mine Action Plan for implementation. The third phase, currently under way, consists of the operational deployment of resources to those areas identified as national priorities by the Government of Chad.

UXO LAO, established with UNDP assistance in 1996, is the national agency responsible for unexploded ordnance clearance and education, and now employs 1,200 deminers, surveyors, community outreach staff and trainers. An important component of UNDP-supported mine action program in this country is strengthening the national coordinating capacity of this agency, which is key given the field-based nature of its programming. In 2001-2002, achievements included setting up and putting in place operating standards; conducting 21 training courses for senior EOD technicians; and running skills upgrading courses for team leaders, surveyors, medics and support staff. CIDA Multilateral provided \$150,000 to support the work of this agency.

Mozambique's National Demining Institute (IND), with help from the CIDA Integrated Country Program for Mozambique [\$1.156 million in 2001-2002], is improving its ability to coordinate and generate pertinent information. For example, an improved IND Web site is providing demining organizations with up-to-date information on suspected minefields and clearance work in progress; and, for the first time, the IND wrote its own report on Article 7 of the Ottawa Convention (i.e. without outside technical assistance).

No further disbursements were made by CIDA to support the UNMAS Mine Action Coordination Program in Southern Lebanon in 2001-2002, but significant progress has been reported:

- Formal agreement was reached in October 2001 to establish a Mine Action Coordination Centre for Southern Lebanon, based in Tyre, in partnership between the United Arab Emirates, the UN and the Government of Lebanon.
- Technical Standards and Safety Guidelines (TSGs) were reviewed and submitted to the UN Office for Project Services (UNOPS), and have been used to help the National Demining Office to develop national TSGs, in accordance with IMASs.
- IMSMA has been set up as the main information system facilitating coordination and information sharing between government, NGO and UN bodies involved in mine clearance and mine awareness.

CIDA provided \$90,600 the UNDP for the second year of a project to develop a strategic mine action plan for Yemen. This project follows on the Level One Socio-Economic Survey, which was completed in 2000 with Canada's support, and aims to build Yemen's capacity in mine awareness, mine marking, mine clearance and victim assistance work in affected communities. More than 592 communities in this country have been identified as suffering from the effects of landmines.

Surveys

By March 31, 2002, almost all of Cambodia's 13,910 villages had been surveyed by Burlington, Ontario's GeoSpatial International Inc. Level 1 survey results indicate that 6,422 villages have a mine/UXO contamination problem. To date, 2,947 mined/UXO areas have been mapped. The CLF supports this work through CIDA Bilateral's Landmine Development Program for Cambodia [\$1.926 million in 2001-2002].

With the help of the UNDP and financial support from CIDA, an LIS was completed in Chad in June 2001. Its results are being used to set clear priorities for mine action in that country.

With support from the CIDA Integrated Country Program [\$1.156 million in 2001-2002], the national Mozambique landmine impact survey was completed to international standards, and certified by UNMAS. The data were then successfully integrated with the country's IND database (i.e. IMSMA). The next step is the design and development of a toponymic database to be established at DINAGECA-Mozambique's mapping institute—which will help produce quality digital maps and accurate toponomy to facilitate mine action across the country.

In May 2001, CIDA contributed \$200,000 to the UNDP in support of a mine database in Angola. Accurate mine-related information, compiled through Level 1, 2 and 3 surveys, will help to set priorities for clearance in this heavily mined country.

Assessment Missions

DFAIT contributed \$29,300 to MAG for a two-week assessment mission in Mauritania. MAG investigated and evaluated existing humanitarian mine action structures and capacity in the context of the current mine and UXO threat in that country. The mission assessed the feasibility and resources required for MAG to help develop Mauritania's mine action capacity in partnership with relevant authorities and agencies.

Victim Assistance Information

No disbursements were required this year by CIDA for the three-year World Health Organization (WHO) landmine injury surveillance initiative in Africa, but activities continued. The project aims at improving state capacity for the better assessment of the effects of AP mine injuries on people's health through the establishment or reinforcement of surveillance systems, or appropriate means for data collection. In 2001-2002:

- A regional training initiative on violence and injury surveillance was conducted in Egypt for health professionals from 11 African countries.
- Ethiopia and Mozambique worked toward a national strategy for injury prevention and control, which included injury surveillance.
- Uganda, which already had an injury surveillance system overseen by Injury Control Centre Uganda, began an evaluation with the aim of increasing its capacity in this field.

Sustaining the Effort

The Ottawa Convention marked a new beginning in the global effort to eradicate landmines. In the years ahead, there is much work to be done to clear mined land, destroy stockpiled mines, and provide support to landmine survivors.

"...Stressing the role of public conscience in furthering the principles of humanity as evidenced by the call for a total ban of anti-personnel mines and recognizing the efforts to that end undertaken by the International Red Cross and Red Crescent Movement, the International Campaign to Ban Landmines and numerous other non-governmental organizations around the world..." - Ottawa Convention: Preamble



Sustaining the Effort

As the struggle shifts from the achievement of a comprehensive ban of anti-personnel mines to implementing the Ottawa Convention, maintaining public support remains crucial. Canada supports efforts to universalize the Convention and raise awareness at home and abroad of its importance in the process of eliminating landmines.

The devastation caused by landmines around the world and the steps being taken to address this problem continue to interest and mobilize Canadians. To promote public awareness of the landmine issue and further engage Canadians in the process of eradicating landmines, DFAIT implements an Outreach and Sustainability Program in partnership with NGOs across Canada.

Canada works with national and community organizations to promote the sustainability of mine action efforts, with a focus on engaging Canadian youth. In partnership with MAC and the CRC, DFAIT has initiated the Youth Mine Action Ambassador Program (YMAAP), which sees young university graduates placed in host NGOs across Canada to develop and deliver landmine education programs in their regions. This annual internship includes a field visit to a mine-affected country.

In 2001-2002, seven youth ambassadors worked in St. John's, Halifax, Montreal, Ottawa, Toronto, Calgary and Vancouver. Field visits in August 2001 to either Bosnia and Herzegovina or Cambodia gave each youth ambassador an opportunity to learn first-hand about the landmine problem and mine action programs. The host organizations that supported these ambassadors included the CRC, MAC, Oxfam Canada, UNICEF and the Canadian Landmine Foundation. DFAIT provided \$443,213 to support YMAAP activities during this reporting period.

DFAIT provided \$7,014 to the Canadian Red Cross Society to mount an interactive exhibit on landmines during the

Canadian National Exhibition (CNE) in Toronto in the summer of 2001. This exhibit was facilitated by YMAAP youth ambassadors who communicated to thousands of CNE visitors about how they could become involved in the global movement to ban landmines.

In addition to community-based NGO programming, Canada continues to support the need for sustainable funding for mine action by contributing to the work of the Canadian Landmine Foundation. The foundation was launched in 1999 as a charitable organization with the aim of mobilizing private-sector resources for mine action in an effort to promote the long-term sustainability of this work.

DFAIT contributed \$385,000 to the Foundation in 2001-2002, \$250,000 of which was in support of the *Night of a Thousand Dinners* fundraising initiative. This initiative, seen by many as a new method of increasing resources devoted to mine action through public-private partnership, encouraged individuals around the world to host dinners or events in support of mine action on or around November 30, 2001. Funds raised through this effort went directly to support the United Nations Association-USA Adopt-A-Minefield® program in Bosnia, Croatia, Mozambique, Cambodia, Afghanistan and Vietnam.

CIDA also contributed \$901,000 to support the work of the Foundation from resources outside of the CLF.

Making a Difference in Canada

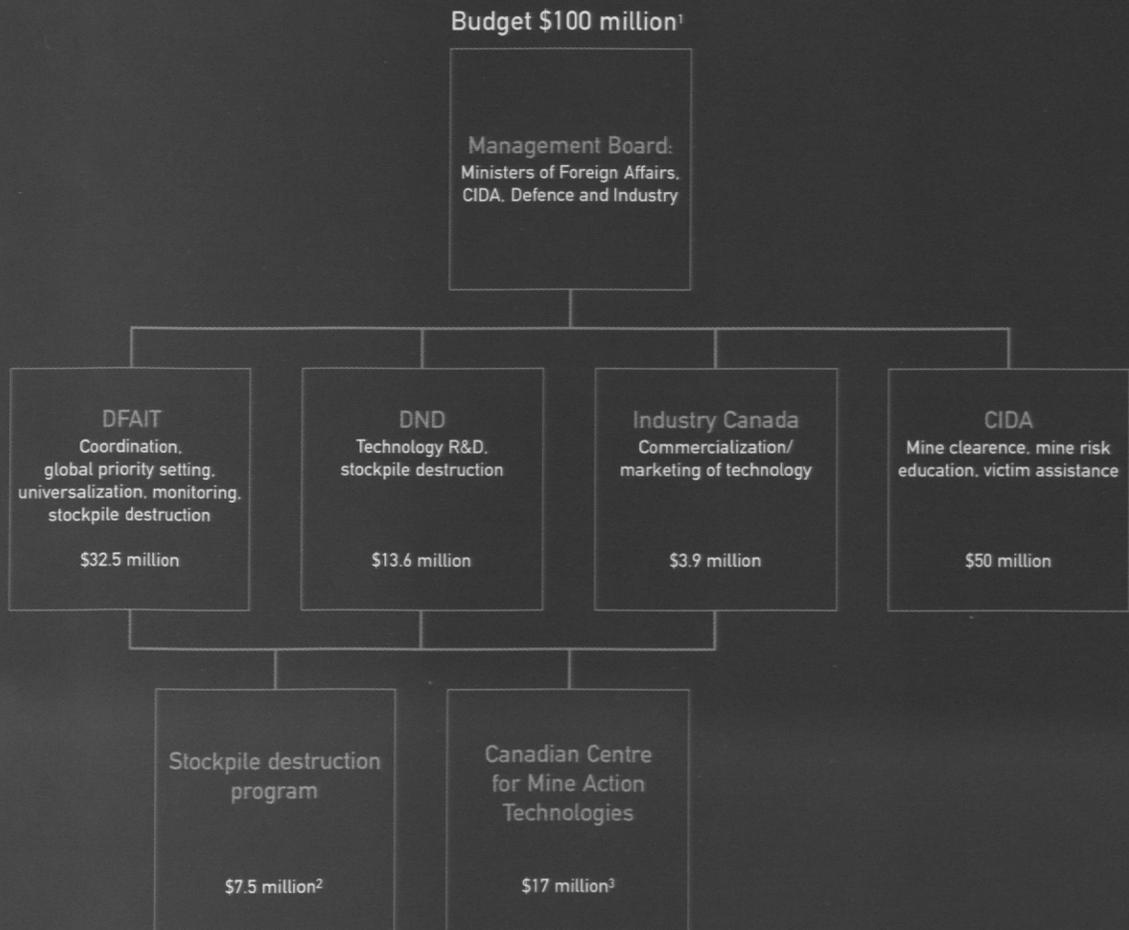
YOUTH SPEAKING TO YOUTH THROUGH THE YOUTH MINE ACTION AMBASSADOR PROGRAM Since its inception in 1998/1999, tens of thousands of young Canadians have learned about the landmine issue through school and community presentations given by the YMAAP youth ambassadors. Key focal points for YMAAP activities are the commemoration of the December 3 anniversary of the Ottawa Convention signing and the March 1 anniversary of its entry-into-force. During Canadian Landmine Awareness Week 2002, which took place from February 25 to March 3, the youth ambassadors worked in cooperation with Mines Action Canada to facilitate a cross-Canada speaking tour featuring landmine survivors and activists from the mine-affected countries of Peru, Colombia, Pakistan, Kosovo and Cambodia.

Photo: Mélanie Gagnon/YMAAP





The Canadian Landmine Fund



1. All dollar figures shown are five year totals
2. \$7 million from DFAIT; \$0.5 million from DND
3. \$13 million from DND; \$4 million from IC

2001-2002 Canadian Landmine Fund Spending Summaries

Departmental expenditures by program

Investments in banning landmines

This table details 2001-2002 Canadian Landmine Fund expenditures in support of universalization of the global ban on anti-personnel mines, monitoring compliance with the ban, and the destruction of stockpiled mines.

DFAIT

Spent fiscal year 2001-2002

Mine Action Partnership	\$622,144
Mine Ban Initiatives	2,448,472
Mine Monitoring	210,000
Mine Action Research and Policy Development	635,300
Outreach and Sustainability	1,091,134
Stockpile Destruction	1,599,388
Policy Support Unit	1,018,450

Total DFAIT \$7,624,888

A – Investments in support of international advocacy and prevention

Africa	\$55,380
North America	125,302

B – Investments in support of global efforts to ban landmines

International Campaign to Ban Landmines	\$274,744
Mines Action Canada	347,400

CIDA

Integrated Country Program - Mozambique	\$1,155,697
Integrated Country Program - Bosnia and Herzegovina	1,708,643
Tapping Canadian Creativity	1,265,217
Country Initiative- Asia	2,128,719
Integrated Country Program- Americas	1,250,000
Multilateral Institutions Program	1,207,238
Special Programming and Project Fund	79,456
Support Unit	300,000

Total CIDA \$9,094,970

C – Investments in support of Convention implementation and universalization conferences

Africa	\$57,573
Europe	50,299
Asia	20,710

D – Investment in support of monitoring compliance

Landmine Monitor 2002	\$210,000
-----------------------	-----------

DND

Canadian Centre for Mine Action Technologies	\$3,589,600
--	-------------

Total DND \$3,589,600

E – Investments in support of stockpile destruction

	\$1,618,255
--	-------------

TOTAL \$2,759,663

IC

Canadian Centre for Mine Action Technologies	\$83,000
--	----------

Total IC \$83,000

TOTAL \$20,392,458

2001-2002 Investments by thematic area of mine action



Banning Landmines

refers to investments in promoting the universalization and effective implementation of the global ban on anti-personnel mines, including stockpile destruction.

Mine Action Information

refers to investments in more and better information on the landmine problem for the purpose of more effectively targeting other mine action efforts. Mine action information includes assessment missions, surveys, information tools and research into building capacity and developing best practices.

Research and Development

refers to investments in scientific research and subsequent development of new or improved technologies and processes for addressing the landmine problem.

Mine Risk Education

refers to investments in education and programs that will reduce high-risk, mine-related activities and therefore prevent casualties.

Victim Assistance

refers to investments in providing services to victims of mine incidents, including medical services; prosthetics, orthotics and other aids; and physical, vocational, social and psychological rehabilitation.

Mine Clearance

refers to investments in the full spectrum of activities related to clearing mined land, including mapping and marking minefields, training, supporting mine dog detection teams, providing equipment and protective clothing, demining and quality assurance.

Mine Action Coordination

refers to investments in structures and organizations that will support greater coherence in, and progress toward, addressing the landmine problem.

Integrated Mine Action

refers to investments in programs that incorporate more than one core mine action activity into a single program.

2001-02 Mine action spending by country



This map shows 2001-2002 Canadian Landmine Fund country-specific total expenditures on mine action information, mine risk education, mine clearance, victim assistance and integrated programming.

CENTRAL AMERICA		Moldova	79,964	ASIA	
Guatemala		Poland	40,803	Afghanistan	602,424
Honduras	\$ 2,156,766	Ukraine	532,657	Cambodia	2,181,579
Nicaragua				India	25,000
SOUTH AMERICA		AFRICA		Laos	354,000
Chile	4,500	Angola	200,000	Malaysia	62,384
Colombia	75,000	Chad	150,000	Mongolia	47,991
		Ethiopia & Eritrea	119,626	Thailand	458,288
		Mali	7,084	MIDDLE-EAST	
EUROPE		Mauritania	29,300	Jordan	340,332
Albania	198,575	Mozambique	1,652,308	Lebanon	200,000
Belarus	76,465	Sudan	55,380	Yemen	95,758
Bosnia and Herzegovina	1,095,543	Tunisia	50,489		
Croatia	9,496	Uganda	182,454		
Cyprus	828	DRC	43,100		



